

il faut d'autres camarades dont les limites des possibilités sont plus grandes que celles de Leemans. Or, Leemans voit une dégradation dans son rôle à Verviers ce qui n'est pas vrai. On le place dans une situation meilleure pour son travail.

Leemans: Est étonné de deux choses:

1) dans l'ensemble l'intervention de Terfve ne lui plait pas car trop habile. Estime toujours que l'on pourrait l'employer mieux auprès de certaines fédérations. Les aspects négatifs relèvent du fait que les camarades du Borinage ont subi un coup dans les élections communales. Terfve prétend que je sollicite les résultats des élections communales mais c'est ensemble que nous avons tiré les enseignements. Je n'ai jamais dit que j'étais en exil au Borinage, j'ai dit que l'on pourrait m'employer mieux. Ce n'est pas être orgueilleux car je peux avoir une opinion. Fatigue physique, morale, nerveuse, car pas entouré de camarades au tant soit par formés. Aujourd'hui on met des camarades mieux formés pourquoi ne pas me ~~mettre~~ permettre de continuer dans ces conditions meilleures mon travail. Pas d'accord avec les raisons invoquées pour m'enlever du Borinage pour aller à Verviers. Je n'ai pas demandé à changer de fédération mais d'être agent de liaison avec d'autres fédérations. A ce sujet on n'a jamais dit que je n'avais pas les qualités nécessaires pour être délégué C.C. Je retire le mot "dégradation" employé envers la proposition d'aller à Verviers. Mais la décision de me retirer du Borinage est prématurée. Je discute politiquement avec les camarades et j'en tire les tâches qui en découlent. C'est une erreur de m'enlever mais le B.P. décidera.

Lalmand: Crois que si Leemans a demandé de changer est secondaire. L'essentiel c'est que devant tous les facteurs le camarade Leemans n'est pas à même de surmonter les difficultés du Borinage. Nous ne l'avons pas convaincu, mais lui ne nous a pas convaincu du contraire. Si nous n'avons pas été plus vite pour le remplacer c'est pour que nous n'avions pas de remplaçant comme S.P.F.. Il ne s'agit pas de sanction mais d'une préoccupation d'utiliser Leemans dans un poste qui lui convient mieux. Personnellement a toujours été partisan de Leemans à Verviers. Comme Leemans ne savait pas quitter Bruxelles on a examiné d'autres solutions. Mais le B.P. n'ayant pas été d'accord on est revenu à Verviers comme étant la solution dans laquelle Leemans pourrait retirer la maximum. Ce serait une erreur de laisser Leemans au Borinage, car ne sait pas surmonter les difficultés et aussi cela amènerait la possibilité de Renard comme S.P.F.. Si il va à Verviers il ne sait être délégué C.C. pour le Borinage. Etre délégué C.C. pour plusieurs fédérations n'entre en considération qu'en remplaçant Herssens et De Coninck. Il n'en est pas question. Le B.P. maintient-il sa proposition ?

1) Retirer Leemans du Borinage sans que ce soit une
saction est-on d'accord.?

Unanimité du B.P.

2) L'envoi-t-on à Verviers ?

Leemans tout en estimant que nous nous trompons
peut-il prendre l'engagement qu'il travaillera à Verviers
avec enthousiasme et bonne volonté ?

Leemans: J'irai avec le même enthousiasme, que j'ai mis
à accomplir les autres tâches que le Parti m'a confié.
Mais je vais seul, ma famille restant à Bruxelles.

Lalmand: Je ne suis pas d'accord avec les raisons
qui te font laisser ta famille ici mais j'espère que cela
ne t'empêchera d'accomplir ta tâche.

Leemans: Ma femme ne veut pas me suivre. Je vais vivre
chez ma mère.
Le B.P. d'accord unanimement pour envoyer Leemans à Verviers

- Réunion du B.F. du Borinage mercredi et C.F. samedi
prochain avec Van Hoorick
- poser le problème à Verviers cette semaine y envoyer
quelqu'un.

2) Rapport sur la fédération de Charleroi

Invités: Triffaux
Leclercq
Remy

Rapport du cde. Triffaux (voir en annexe).

Des questions sont posées par Burnelle, Terfve, Borremans, Lalmand; Triffaux répond.

Discussion:

Leclercq: Il y a un fonctionnement défectueux du C.F. - beaucoup de membres du C.F. ne jouent pas un rôle dirigeant. Des mesures ont été prises pour redresser la situation financière (chaque membre du C.F. recultent 50 fr., plus un subside de 100 fr. par section.)

Remy: A la comentr. de Monceau-Fontaine, le patronat a constitué une brigade volante de pensionnés mineurs qui va d'une mine à l'autre. L'action permet la constitution et le renforcement des organisations de masse.

Van Hoorick: C'est un bon rapport témoignant d'une bonne connaissance de la fédération. Pourtant une remarque critique: il tient insuffisamment compte de la résolution du donné C.C.. Il aurait dû aussi donner les perspectives quant au travail culturel. La réponse de Triffaux sur le blocage des cotisations n'est pas bonne. Cette action est mauvaise lorsqu'elle reste isolée. La force de la fédération c'est l'organisation dans une série d'entreprises et notamment dans les plus grosses, mais pour encore progresser il faut que les cellules d'entreprise soient dirigées par les sections locales. Deux choses inquiétantes: la situation financière, prendre les mesures indispensables. La presse, notamment la dégringolade de la vente quotidienne; en rechercher les causes.

Borremans: Dans l'ensemble c'est un bon rapport. Toutefois il semble que le travail du parti est encore insuffisamment orienté vers les organisations de masse. Ex. l'action parmi les femmes, la lutte contre le plan Schuman. La plus grande pénétration du Parti dans les puits diminue l'effort dans la métallurgie; pourquoi? La cause se trouve dans les méthodes de direction. Il faut faire jouer le rôle de direction pour les comités de sections locales, sauf pour quelques

entreprises. Comment ? En examinant les problèmes au travers de l'examen du travail d'une section après l'autre. et des organisations de masse.

Terfve: Grosse faiblesse: perte de la vente D.R., et aussi chute dans vos journeaux d'entreprise; il est très important que vous examinez et prenez des mesures pour remonter.

Le travail des camarades dans les organisations de masse est incompris aussi dans les sections.

La remonte de la vente du D.R.-D, est lié à la vie politique dans les sections et cellules.

Burnelle: Il semble qu'il y a un décalage dans le rapport.

Une analyse pratique des actions et des résultats mais il ne met pas en évidence les problèmes politiques qui doivent se poser inmanquablement.

Il faudrait analyser cela.

Lalmand: C'est dans l'ensemble un bon rapport.

Questions essentielles: la C.E.D.

contre les 21 mois.

Voir les conséquences économiques pour votre région, de la politique menée. La lutte contre les arrêtés Van den Daele, ne pas la dissocier de la lutte générale contre les chômeurs menée par le gouvernement. Voir l'action pour l'unité.

Poursuivre et intensifier l'effort parmi les mineurs belges et italiens.

Epauler le S.U.M.. Y mettre de l'ordre.

Vous sousestimez la question des délégués syndicaux dans les puits, mener des actions de masse en le liant à la lutte revendicative.

Suivre de très près les efforts de Wéry pour utiliser l'A.O.U. pour établir une liaison entre les différents entreprises de la région.

Pense que la fédération a tendance à adopter une attitudes optimiste quant à ce qui se passe dans les F.S.M.B. Invite la fédération à être vigilante sur le plan syndical.

Le blocage des cotisations est à employer en tout dernière lieu et quant la démocratie syndicale est en jeu. Accorder plus d'importance aux sections locales (direction des cel. d'entrepr., travail local, liaison avec les masses).

Votre attention doit être attirée par les liaisons.

Attirer d'autres membres du C.F. dans les liaisons pour vous permettre de jouer mieux votre rôle de direction.

Créer une direction collective fédérale - attention à la Thudinie - relèvement de la presse - être vigilant envers nos ennemis.

3) Cas de cadres

Demande de réadmission de Botelberg d'Anvers

B.P. d'accord.

Exclusion du Parti de J. Canivet avec publication

B.P. d'accord.

4) Présidence de la fraternelle des amicales P.P.

G. Glineur propose de défendre la thèse que chaque président d'Amicale présiderait à tour de rôle, pendant un an la fraternelle des Amicales.

B.P. d'accord.

Le secrétariat du Parti m'a communiqué la décision prise par le Bureau Politique, en ce qui concerne mon utilisation, ainsi que les éléments qui justifiaient cette décision.

J'ai réfléchi très longuement depuis le secrétariat et n'ai pu arriver à me rallier à cette conclusion, et en particulier aux éléments qui ont servi à amener cette conclusion.

En conséquence, j'ai écrit les raisons pour lesquelles je suis en désaccord.

Il m'a été communiqué que le B.P. avait pris la décision:

- de m'enlever de la Fédération du Borinage
- qu'il n'était pas indiqué que j'en devienne l'agent de liaison
- que le travail qui avait été convenu pour emplir mon temps ne me convenait pas
- que je devais retourner habiter VERVIERS et devenir Secrétaire Politique de cette Fédération.

J'ai marqué, et je marque mon étonnement du contenu de cette décision.

J'ai demandé au Secrétariat les raisons, les justifications de cette situation: On me les a données.

Je désire exposer devant le Bureau Politique mon sentiment au sujet de ce qui m'a été dit des raisons qui ont été avancées.

À mon retour de congé, fin juillet, j'ai été contacté par le camarade VAN HOORICK, et ensuite par le camarade TERFVE, qui m'ont informé qu'une décision avait été prise avant mon départ en congé, en ce qui concerne mon utilisation. J'étais désigné pour collaborer avec le camarade VAN DEN BOOM, à l'Action Ouvrière et Unitaire, et au retour du congé du camarade RENARD, les mesures pratiques seraient mises en application.

Je fis trois remarques :

la première: que je me sentais plus apte à faire le travail d'aide aux Fédérations, comme agent de liaison.

la seconde: à savoir ~~xix~~ si le camarade VAN DEN BOOM était d'accord avec ma candidature,

la troisième: c'est que j'étais d'opinion qu'il serait de bonne décision de me maintenir comme agent de liaison pour le Borinage, au moins pendant un certain temps.

Il me fut répondu:

- 1) Qu'on prenait acte de mon avis;
- 2) que mon utilisation à l'Action Ouvrière et Unitaire, avait été décidée en fonction de mon activité syndicale passée et des connaissances que j'avais en la matière.

Dans la suite il me fut communiqué par le camarade TERFVE que la décision du B.P. était de me maintenir au Borinage jusqu'au retour du camarade BOURLARD de l'école.

Cette décision était prise en raison de: que le camarade BOURLARD devait aller à l'Ecole Centrale que la candidature du camarade LHOIR n'était pas prise en considération, et qu'une autre candidature retenue ne fait pas l'affaire.

Notre situation financière s'étant subitement aggravée. Il fut envoyé au secrétariat, en date du 20 septembre, un rapport sur les premiers résultats de notre activité au lendemain de notre Congrès Fédéral, et les graves inconvénients que présentaient notre situation financière. Je soumettais à l'attention du secrétariat, les conclusions suivantes:

- 1° désignation du camarade LHOIR en indiquant les côtés positifs de cette candidature,
- 2° Propositions concernant l'utilisation du camarade LHOIR

- a) l'une comme un cadre en supplément à notre fédération (j'étais adversaire parce que c'était hasardeux),
- b) l'autre en remplacement d'un des deux permanents de la fédération.

Ces conclusions étaient basées sur la nécessité d'avoir parmi les permanents un camarade dont l'activité serait orientée vers le rendement financier de nos activités.

C'est au lendemain de ce rapport que l'on me demanda mon avis sur une autre proposition en ce qui concerne mon utilisation, à savoir comme agent de liaison pour la Fédération Boraine, et suivre deux activités se rapportant à la Sécurité Sociale et au travail communal et provincial.

Je marquais mon accord car j'estimais que pour le Borinage c'était une bonne solution et je déclarais que pour les autres tâches c'était pour moi l'inconnu.

Ce fut alors lundi dernier les propositions sur mon utilisation, propositions indiquées au début de la présente note.

Je crois que dans ces conditions, il n'y a absolument rien d'étonnant à ce que je ne puisse pas me réjouir, ni me flatter de ce petit va et vient dont je suis l'objet. Ces remarques introductives faites, j'en arrive aux éléments qui m'ont donnés pour justifier cette dernière proposition.

Voici dans leurs grandes lignes les données du camarade Jean TERFVE:

Arrivé au Borinage en juillet 1949, alors que la Fédération était dans un état de délabrement tant du point de vue organique que politique. Il existe dans cette Fédération une crise de manque de confiance à l'égard de la direction du Parti.

Le travail a été attrapé à bras le corps dit le camarade Jean Terfve et ce pendant 2 ans.

Les résultats obtenus: sont

- on y a mis l'ordre
- on y a restauré le crédit du Parti
- on a épuré une série d'abcès qui **gangrenaient** la Fédération.

J'ajoute que la presse du Dimanche a passé de

1.700 exemplaires vendus à 5.000 dans les meilleurs jours, à une moyenne de 4.700, 4.800 journaux sans compter les ventes de masse.

J'ajoute que la situation financière d'un délabrement inoui en 1949 est remise en ordre à partir du 1er mars 1950 et ne cesse de monter jusque fin 1951.

- En 1949: 1540 timbres en moyenne par mois ont été envoyés à la Fédération.

Environ 800 timbres en moyenne ont été payés à la Fédération.

- En 1950: nous cotisons pour une somme de 87.288,80 fr. sur 10 mois de gestion contrôlée soit une moyenne de 8.728,80 fr.
- En 1951: nous cotisons pour une somme de 145.918,75 fr. soit une moyenne de 12.160 fr. par mois soit une augmentation de 3.500 fr. environ par mois.

L'effort financier réalisé en dehors des cotisations se chiffre:

- En 1949: on ne trouve aucune trace de comptabilité.
 - En 1950:

jetons de présence	21.904,65)	ceci pour 10 mois soit une moyenne de 4.726 fr. par mois
soutien sections	5.821,50)	
soutien divers	19.538,10)	
soit un total:	47.264,25)	
 - En 1951:

jetons de présence	30.059,65)	donc une moyenne de 9.310 fr. par mois
soutien	41.452,25)	
soutien divers	40.202,95)	
soit un total:	111.714,85)	
- soit une augmentation de 4.584 fr. par mois.

Pour compléter: en 1952 ces différentes recettes passent à 184.156,50 fr. , soit 15.346 fr. par mois - en deux ans une augmentation de 10.620 fr.

Voilà pour les 2 années de redressement de la situation
Abordant la 2me partie de ces remarques le camarade Jean TERFVE continue, et dit:

Dès le début de 1952, vu le redressement en cours de la Fédération, il est décidé de travailler à donner à la Fédération une vie politique allant en progression. Et le camarade TERFVE de conclure: cela n'a pas été réalisé:

Du point de vue organique nous sommes en diminution plutôt qu'en stagnation:

Il y a moins de sections vivantes

Il y a régression des cotisations

Il y a régression dans la vente de la Presse.

La situation financière est dans un délabrement sérieux.

Les causes en sont dit-il:

- 1) -Les difficultés du Borinage pour passer à stade politique
 - peu de cadres
 - cadres difficiles
 - le camarade LEEMANS n'a pas eu des collaborateurs de premier choix.
- 2) -le camarade LEEMANS est depuis longtemps secrétaire politique du Borinage, comme quelq'un qui se trouverait en enfer, subissant un "pensum".
- 3) :-Conditions de travail difficiles, il habite Bruxelles.
- 4) -son état de santé a subi un indélébile délabrement.
- 5) -ce travail ne lui plait pas admirablement d'où fatigue et mauvais état de santé.
- 6) -le camarade LEEMANS a pour l'instant une aptitude à bien

poser les problèmes, mais une inaptitude à les solutionner.

Voilà un ensemble d'éléments que je voudrais rencontrer.

Certes, je ne suis pas sans faiblesses et sans lacunes dans mon travail, et je n'entends pas éliminer toutes critiques à mon égard.

Mais, j'ai le sentiment que ce n'est pas une analyse aussi lapidaire qui rendra service au Parti, et remédiera à la situation Boraine.

Aussi, permettez-moi de vous donner mon avis sur ces différents cas.

Il y a d'abord dans les remarques du camarade TERFVE les premières, sur lesquelles il y a lieu de s'arrêter sérieusement. Ce sont:

- difficulté au Borinage pour passer à un stade politique
- peu cadres - cadres difficiles, je dirai faiblesse de ceux-ci
- absence de collaborateurs de premier choix j'ajouterai et ce pendant 2 ans.

Je voudrais rappeler que depuis des années on n'a pas trouvé dans le Borinage, un camarade apte à faire un secrétaire politique potable, cela montre une indéniable situation caractérisée par une faiblesse politique que pour ma part je n'ai jamais rencontré dans une autre fédération. En second lieu il y existe aussi une inaptitude très grande à se familiariser avec les problèmes d'organisation parfois les plus élémentaires.

Je n'allongerai pas mon intervention en énumérant les multiples efforts faits pour améliorer la qualification de nos cadres. Je crois que ces efforts sont certains et que pour les réaliser nous avons obtenu l'aide du centre du Parti, par l'envoi de camarade qualifié.

Mais je voudrais citer un exemple de notre désir de développer nos cadres. C'est l'attention particulière que nous avons apportée à un jeune camarade actuellement à l'école Centrale du Parti, et dont on vient de me communiquer la différence fondamentale qui existait chez lui depuis un an. Absence de collaborateurs de premier choix: cela nécessite de ma part je crois, de retenir quelque peu votre attention. En 1951; le Parti a envoyé au Borinage, un camarade sortant de l'Ecole Centrale, on me présenta la chose comme étant lui par un travail pratique, une continuation de sa formation, de son expérience.

Au bout de 4 mois de travail ce camarade me fut enlevé pour être affecté à un autre travail. Son passage amena cependant la conclusion que la présence d'un secrétaire d'organisation était souhaitable.

Je désirais poursuivre l'expérience avec le camarade RENARD, on opposa à mon avis la nécessité de désigner un camarade Borain et de le former. Je défendis l'opinion déjà à ce moment que après l'expérience BIEFNOT que l'on avait retenu en 1950 a sa sortie de l'Ecole, il était prémature d'appeler un cadre borain à cette fonction. Cependant il fut convenu dans la suite et avec mon accord de choisir le meilleur S.P. du moment, et il fut décidé que le moins mauvais était le camarade Gil FAUVIAUX.

Ce dernier se révéla après quelques mois, ne pas répondre aux qualités nécessaires à une telle fonction.

Au début de 1952, je présentais au camarade TERFVE mon sentiment qu'il était impossible de continuer de travailler avec ce camarade et je soumis la proposition suivante:

A savoir, désigner un deuxième camarade de l'extérieur, pour donner l'impulsion que comportait la décision d'effectuer un tournant dans la Fédération et de maintenir le camarade

FAUVIAUX pour s'occuper exclusivement d'un secteur d'activité devant nous amener un accroissement de ressources à la fédération.

Les camarades Jean TERFVE et Bert VAN HOORICK estimèrent mon orientation comme bonne et possible, à condition que ce soit un deuxième camarade borain qui soit appelé au secrétariat d'organisation. Le candidat envisagé était le camarade Simon BOURLARD qui relevait de maladie.

C'était très hasardeux et prématuré et je le fis remarquer mais l'argumentation de TOUT TENTER pour former des camarades du Borinage prévalut et l'on commença cette deuxième expérience. Dire que les camarades ne firent pas un effort pour bien faire serait faux. Ne pas admettre que le camarade BOURLARD profita et s'améliora à travers cette activité serait faux également.

Toutefois, le rendement de ces camarades ne correspondait nullement à l'effort financier que comportaient les dépenses afférentes à leur désignation comme permanents.

J'ajouterai que le camarade FAUVIAUX, loin de s'améliorer, et ce malgré notre aide, nos conseils, la mise au point de son travail pour lui faciliter la tâche, devint de plus en plus brouillon et perdu dans son travail.

C'est au début de cette année 1953, qu'en présence de difficultés financières et le rendement nettement insuffisant de ces deux camarades qu'il fut décidé de s'en séparer.

Le camarade Jean TERFVE, émettra l'opinion que son

erreur fut de permettre de prolonger cette expérience, moi j'émettrai la mienne en disant que nous avons fait preuve de patience et de persévérance pour tenter à travers toutes les difficultés de former et mettre au travail des camarades du Borinage, à la direction de leur Fédération.

Je pense que le camarade Jean TERFVE sera d'accord de considérer l'effort accompli par lui comme par moi au sujet de ces camarades, comme sérieux et que l'opinion que l'on peut émettre c'est que nous voulions de ceux-ci trop et surtout trop vite. L'un ne connaissant que peu du Parti, l'Autre, ratant les meilleurs occasions de bien faire?

J'ai le sentiment qu'il faut savoir reconnaître 2 choses:

- 1°) L'une c'est que dans ces conditions, nous avons un sérieux handicap, pour accomplir le tournant décidé au début de 1952 (faiblesse des cadres et collaborateurs médiocres).
- 2°) L'autre c'est que le travail dans ces conditions ne pouvait être, pour un secrétaire politique, ni normal, ni régulier ce qui eut comme conséquence, une fatigue morale, physique et nerveuse qui lentement affecta sa santé.

Maintenant est-il exact de dire que nous n'avons réalisé rien de ce que l'on a appelé donner à la fédération une vie politique?

Je ne crois pas et c'est vraiment trop absolu une telle affirmation.

Je répète que nous avons eu des faiblesses, que des occasions n'ont pas été saisies opportunément, mais j'ai le sentiment que l'effort de gagner les camarades à cette orientation à ce rôle du Parti, à gangé du terrain, à déjà trouvé son application en 1952 et 1953.

Déjà les élections de puits de septembre 1951 où nous avons été d'accord de dire que c'est pour un syndicat qualifié

de communiste, que les mineurs ont voté. Ceux-ci ont donné au syndicat unique 30,7 % des voix. N'y a-t-il pas là une indication que l'activité du Parti avait créé la base de cette manifestation de confiance.

Et les élections communales d'octobre 1952 n'ont-elles pas été l'occasion du Borinage, de constater un changement intervenu par rapport aux campagnes précédentes ?

- activités nouvelles et indépendance des sections
- meetings par celles-ci, amélioration du contenu
- les matériaux édités furent nombreux et il nous a été exprimé de la part du centre, qu'ils furent politiquement bons.
- résultat de la souscription.

ne sont pas là des faits indiquant le commencement du tournant dans beaucoup de sections.

La grève des 18.000 mineurs du 15 juin 1953 qui prit son départ grâce au travail des camarades de la cellule FERRAND est aussi à retenir.

Il y a en ce moment une série d'indications témoignant que notre effort continu a donné de nouveaux résultats:

- C'est dans 4 charbonnages la constitution des cellules du Parti, c'est par elles un recrutement syndical.
- C'est à LA BOUVERIE, notre camarade LIENART qui est désigné à la direction d'une organisation patriotique, l'entraîne et à sa suite d'autres organisations patriotiques, dans une première lutte contre les mesures prises par les autorités communales, mesures conséquentes de la politique de marasme du Gouvernement.
- c'est dans plusieurs communes: THULIN, FRAMERIES, JEMAPPES où

les camarades prennent contact avec les patriotes pour mener la lutte contre la C.E.D..

- Il y a également la diffusion des trois brochures éditées par le Parti. Ce n'est pas le chiffre de diffusion que je veux citer, c'est le fait de l'orientation des sections dans la politique de commande et de popularisation de ces brochures.
- 63 meetings ont d'ailleurs eu lieu organisés par 12 sections, qui ont groupé des auditoires de 50 à 400 personnes.

Je me borne à ces quelques activités et bien sûr c'est encore loin d'une vie politique permanente bien conçue, suivie et menée jusqu'au bout. Toutefois j'estime que nous n'avons pas le droit de minimiser ces quelques résultats en disant que l'on n'a pas réalisé un commencement de tournant. Ce serait ne pas voir un changement peut-être lent mais qui nous donne de meilleures perspectives dans la voie de la transformation de la fédération du borinage.

On a dit de sections vivantes:

Je cite des chiffres:

Nous avons 30 sections contre 31 en 1951, dont 11 sections vivantes contre 9 en 1951, et dont le caractère vivant est sorti quelque peu des tâches traditionnelles.

12 sections ont une activité élémentaire contre 15 en 1951.

7 contre 7 ont une activité embryonnaire.

Parmi ces 30 sections, 24 participent à la diffusion de la presse, contre 19 en 1951.

Régression des cotisations

Effectivement nous enregistrons un recul en matière de membres cotisés.

Cette régression a commencé en octobre 1952 mois des

élections communales. Je citerai les chiffres et je possède le tableau de l'année 1952

Octobre 1952	1492
novembre	1281
décembre	991

en comparaison de ces chiffres, je cite la moyenne du premier semestre de 1952 qui était de 1882 cotisés et pour les 9 mois allant de janvier à septembre de 1860.

Ces chiffres montrent à mon sens que les élections communales ont influencé notre fédération, nos sections. Le fait que leur optimisme et leur espoir n'ont pas été comblés ont amené chez eux une démobilisation.

On nous dira que nos résultats comparés aux élections ~~communales~~ législative précédentes étaient meilleurs, certes, et nous n'avons pas manqué de l'indiquer mais nos camarades ne l'ont pas vu ainsi et le fait est qu'ils furent déprimés et démobilisés. Ce n'est pas chercher une solution facile je pense que d'avancer que parmi les travailleurs du Borinage, les bas et les hauts jouent très sérieusement et tiennent à leur caractère. Jusque maintenant nous n'avons pas pu rattraper ce retard et notre chiffre moyen de cotisations pour les 9 premiers mois est de 1672 membres cotisés sur 1888 talons rentrés. Le tableau de nos cotisations en 1952 indique que déjà dans plusieurs sections nous avons rattrapé voir dépense les chiffres de 1952.

Régression de la vente de la presse du dimanche.

Je rappelle que nous sommes partis en janvier 1950 avec une vente de 1750 D.R-dimanche.

Nous avons atteint comme chiffre en pointe quelques ventes de 5.000 numéros, mais la moyenne s'est située à 4.750 D.R.-d. Actuellement, nos ventes oscillent entre 4.500 et 4.650 numéros. Cette perte de quelque 100 à 250 numéros est le fait de trois sections qui ont faibli dans le travail: Wasmes - Elouges et Mons. Les autres se maintiennent quelques-unes sont en progrès.

Notre situation financière est dans un délabrement sérieux.

J'ai le sentiment que l'on ne se rend pas bien compte de ce qui sont les finances des fédérations, leurs problèmes quotidiens, les difficultés énormes à surmonter.

A quoi tiennent les difficultés financières du Borinage ?

Tout d'abord, ne rejettons pas trop facilement un certain aspect social du Borinage.

- peu de grosses cotisations.
- 556 pensionnés soit 30 % de nos effectifs.
- 458 femmes soit 25 % de nos effectifs.

Un relevé fait au début du 2^{me} trimestre nous indique 567 cotisations à 10 fr. alors que nous devrions en avoir plus de 725, et nous en avons 37 cotisations à plus de 10 fr. alors que nous devrions en avoir plus de 100.

Le poste cotisation représente seulement 30 % de nos besoins. Le subside que nous recevons et qui est de 3.000 fr. 15 %; il nous reste à trouver 55 % pour équilibrer notre budget, soit la somme de 11.000 fr. par mois.

Où les trouver ?

Les élections communales nous amènent une perte sèche de 1.200 fr. par mois de jetons de présence.

Ces mêmes élections nous coûtent une perte de 1.200 fr. par mois de publicité de la tombola de la Ville de Mons.

La suppression du camarade permanent chargé des activités financières (cinéma - soutien individuel) a eu comme conséquence un ralentissement dans ces deux domaines.

Cela s'est chiffré au cours des 3 derniers mois par une perte d'environ 2.000 fr. de soutien individuel également par mois.

J'ajouterai que notre activité cinéma a été également handicapée par la période d'été par le fait que quelques films n'ont pas été appréciés par le public.

Je voudrais d'autre part signaler que la mise au travail du Camarade RENARD, comme 2me permanent, l'a été exclusivement sur le travail d'organisation politique.

Il y a là je pense une erreur car l'on a perdu de vue que nos résultats financiers ne pouvaient se dérouler favorablement que dans la mesure où il y avait un contrôle régulier et suivi.

Nous aurions dû être alerté sur le fait que la disparition ou le départ du camarade qui s'occupait exclusivement de ce secteur devait avoir inévitablement des conséquences.

Pour corriger cette situation, une commission des finances a été mise au travail. Un premier rapport et les premiers résultats seront examinés au prochain Bureau Fédéral.

Il a été dit que j'étais secrétaire politique du Borinage comme quelqu'un étant en enfer subissant un "pensum" que ce travail ne me plaisait pas admirablement.

Je regrette que, d'avoir formulé à plusieurs reprises un avis sur mon utilisation, soit interprété comme cela.

Quel est cet avis ? et comment ai-je été amené à le formuler ?

C'est vers la fin 1948 début 1949, je crois, alors que j'étais secrétaire politique de la Fédération du Centre que dans une discussion avec le secrétaire national d'organisation de l'époque, sur les difficultés de trouver des cadres politiques pour placer dans certaines fédérations, que j'ai émis mon opinion.

Celle-ci est que je croyais pouvoir rendre plus de services au Parti, si j'étais chargé d'aider plusieurs fédérations, où l'on aurait désigné des secrétaires politiques plus faibles.

J'indiquais que cette façon on contribuerait par la pratique à en former plus rapidement.

Je n'étais autorisé à faire cette proposition à la suite de l'approbation de mon travail dans le Centre et que d'autre part, estimant que j'avais à la fois une certaine expérience et une certaine connaissance du Parti je pensais pouvoir contribuer à faire sur une échelle plus large ce que le Parti m'avait chargé d'accomplir dans le Centre.

J'ai reformulé cette proposition en étant dans le Borinage.

Je ne pense pas être sorti de mon droit et je dirais de mon devoir puisque j'estimais pouvoir mieux servir le Parti en accomplissant cette mission.

Mais de là à estimer que mon travail dans le Borinage était un enfer il y a de la marge....

J'en arrive à ma dernière remarque, à savoir que pour l'instant j'aurais une certaine aptitude à poser les problèmes mais une inaptitude à les solutionner.

Cette remarque qui a été faite, me semble bien dangereuse. Elle m'a rendu perplexe car je l'ai déjà entendu souvent pour caractériser la faiblesse générale du Parti qui consiste à "bien poser les problèmes et à connaître une inaptitude à les solutionner".

Je veux bien que cette formule soit utilisée à mon égard, mais je voudrais poser la question: en quoi, à quelle occasion, à quel moment le camarade Jean TERFVE agent de liaison du Comité Central pour le Borinage, m'a-t-il montré, nous a-t-il montré au Borinage, dans notre travail quotidien comment mettre fin à cette inaptitude de solutionner pratiquement, concrètement les problèmes bien posés et s'il l'a fait comment nous a-t-il laissé continuer dans cette voie.

A ce propos, je voudrais faire quelques remarques au sujet de l'aide que nous avons reçue ces derniers temps du Camarade TERFVE, en tant qu'agent de liaison.

J'estime que le camarade TERFVE aurait pu nous apporter une aide plus positive s'il n'avait pas été dominé par un certain énervement devant les difficultés, surtout dans la dernière période.

Je ne songe pas à rejeter en bloc toutes ses critiques, mais je pense qu'il est parfois trop ironique, et qu'il remplace trop facilement l'analyse objective des faits par des manifestations d'impatience. Cela n'a pas contribué à clarifier la situation et à faciliter notre collaboration.

Quelles sont les conclusions de mes remarques:

1) c'est le sentiment que les raisons et éléments qui m'ont été

communiqués sont trop absolus.

2° que ce serait une erreur de ne pas me permettre de travailler à la direction de la fédération Boraine au moment où l'on y désigne des collaborateurs d'un choix qui n'est pas médiocre.

3° votre décision de m'envoyer à VERVIERS n'est en rien un allègement à la fatigue que comporte le travail de S.P. fédéral, dans mes conditions d'âge et de santé.

Tenant compte que pour des raisons diverses mon utilisation comme agent de liaison du Borinage, ne peut être retenue d'après vous, que m'enlever complètement au Borinage en ce moment n'est pas une chose souhaitable. Devant ce fait mon avis est que vous m'y laissiez comme secrétaire politique.

4° Dans le cas où serait pris en considération cet avis il y aurait lieu de revoir les problèmes de l'orientation et de la répartition du travail des permanents de la Fédération, en tenant compte de l'importance du secrétaire financier.

Depuis qu'a paru l'ouvrage du camarade Staline et, que s'est déroulé le 19eme Congrès du P.C. de l'U.R.S.S., nous avons senti mieux qu'auparavant encore la nécessité pour tous les partis communistes de lutter pour sauver la Paix, notre indépendance nationale, nos libertés et contre la misère en entraînant des couches de plus en plus larges de la population.

Il nous appartient suivant les décisions du C.C. qui se sont succédées de faire des efforts accrus pour essayer de l'appliquer à notre fédération.

Pour permettre au Bureau Politique de juger des résultats obtenus et des lacunes persistantes, nous allons donner un aperçu de la situation géographique, économique et politique de notre région, des organisations groupant les individus suivant leurs intérêts propres et les répercussions sur ce qui précède de la politique de préparation à la guerre du gouvernement.

Notre fédération comprend la plus grande partie arrondissement Charleroi, Basse-Sambre, Thudinie, sauf industrie.

Il existe dans notre fédération différentes catégories industrielles, que nous placerons en ordre d'importance : industrie charbonnière, Industrie métallurgique, Industrie sidérurgique, les verreries, la paysannerie, les commerçants, les artisans et dans la région limitrophe de la France, région dépourvue d'industrie, chaque jour des centaines de belges passent la frontière pour travailler dans les usines françaises, situées le long de la frontière. Ceux-ci ainsi que la paysannerie constitue la composition de la Thudinie, des paysans entourent également l'agglomération carolorégienne, tandis que la région de Charleroi et sa périphérie constitue un centre industriel très important, on y trouve également des chemins de fer, postes, télégraphes et vicinaux fortement développés.

L'industrie charbonnière comprend pour Charleroi et son prolongement normal : la Basse-Sambre : 44 puits en activité dont deux sont menacés de fermeture, le 23 M.F. et la Respe.

Cette industrie occupe approximativement 39.500 ouvriers comprenant pour le fond et la surface 19.500 Belges et 20.000 étrangers dont la majorité est constituée par des Italiens.

Mais le fond de la mine occupe environ 29.000 ouvriers dont 9.500 Belges et 19.500 étrangers, soit 67 %.

Les stocks de charbon avaient atteint au cours de cet été, 500.000 tonnes, constituées surtout par du charbon industriel (poussier).

Cette situation provenait du fait que le charbon ne partait plus en France, que des industries belges, comme Solvay, employaient le poussier de la Ruhr et que les installations modernisées des centrales électriques permettent de brûler les vieux terrils.

Ce stock est encore en augmentation, il atteint 779.548 tonnes, mais le charbon classé, surtout à usage domestique est devenu rare, ce qui, amène les charbonnages à fournir du travail à leurs ouvriers et ainsi éviter le chômage pour cet hiver, mais celui-ci les atteindra inmanquablement ainsi que des fermetures de puits pour l'été prochain.

Pour la défense de leurs revendications, les mineurs ont en présence 3 organisations syndicales : le Syndicat Unique comprenant environ (B.S. et Charleroi) 500 membres répartis dans 22 puits, soit 50 % et comprenant une centaine de mineurs étrangers ainsi que 18 délégués.

le C.I. qui compte un maximum de 1.000 membres répartis dans tous les puits dont un gros pourcentage d'étrangers et ayant eu 173 délégués élus.

ensuite la C.S.C. avec environ le même nombre de membres que la C.I. et pourcentage d'étrangers très élevés, pris en mains par le patronat et placé dans les mutualités et synd. chrétiens. Le C.S.C. a eu 27 délégués élus.

Nous devons ajouter que ce nombre de délégués est en forte régression par suite de pension, décès, changements de puits, etc.. qui amènent des situations bizarres - Ste Barbe, plus aucun délégué ; 10 M.F. - 10 C.I. - 2 S.U. disparus ; 6 Périer, plus de délégué à la surface ; Ste Paula, 2 C.I. reste partis ; Sacré-Français, manque un délégué ; 19 M.F. manque un délégué ; etc...

Nous avons maintenant 9 cellules dans les charbonnages et des contacts plus ou moins, plutôt moins que plus, réguliers dans 13 autres puits.

La lutte pour le S.U. comme pour le Parti se mène essentiellement contre le Plan Schuman qui permet au patronat de réaliser le profit maximum, nous essayons d'atteindre ce but en partant de leurs conditions d'existence, attaques contre les salaires, brimades, accidents, amendes, cadences plus grandes.

Après des travailleurs étrangers, on y ajoute les conditions plus pénibles encore que sont les leurs et on profite de leur présence pour expliquer les menaces de déportation qui attendent les mineurs belges.

Nous avons ensuite la sidérurgie et la métallurgie, employant environ 30.000 ouvriers.

Les usines métallurgiques les plus importantes sont A.C.E.C., Energie, U.M.H., Allard, Laminoirs Thiméon, Forges de Gilly, Hanrez, Decq, Demoulin, Germain, Dûtrannoit, Ateliers de l'Est, Jumbeise, H.M.S. Tamines, occupant environ 16.000 travailleurs.

Les usines sidérurgiques les plus importantes sont La Providence, Sambre et Moselle, Thy-le-Chateau, U.M.H., A.M.S., Fabrique de Fer, Léonard Giot, Allard, Ruat, Laminoir de Thiméon Tolerie et Emaillerie réunies, Cambier, occupent environ 14.000 ouvriers.

Le chômage frappe dans différentes usines, mais particulièrement A.M.S. - U.M.H. et S. et M. où des licenciements complets atteignant un millier d'ouvrier ont eu lieu et, A.M.S., Providence où des travailleurs chôment un ou deux jours par semaine, suivant les départements.

Il y a des fluctuations également dans l'industrie métallurgique de construction civile, mais le chômage n'est pas très important, nous le verrons plus loin.

C'est surtout le manque de débouchés et le manque de matières premières qui amènent cette situation.

Pour la sidérurgie atteinte, lutte contre le Plan Schuman en partant lutte contre le chômage, commerce avec l'Est, cadences infernales, même production deux pauses que 3, perte de qualification, augmentation des salaires, intégration des primes dans les salaires, ensuite les revendications propres à l'usine ou au département sont liées avec les questions/générales.
plus

Ily a 3 organisations syndicales, C.M., C.S.C., Libéral, comptant environ 16.000 membres. C.M. est de loin la plus forte et le plus influent.

Le Parti est organisé en sections et cellules aux A.C.E.C., A.M.S., Germain, Hanrez, Allard, U.M.H., Thy-le-Chateau.

Nous avons des contacts avec Ateliers Est - Providence - S. et M., Dutrancoit, Energie, Jumétoise, H.M.S.

A.O.U. est pénétré à Providence, A.M.S., A.C.E.C., Allard, U.M.H., Germain.

Nous avons ensuite les Industries diverses comprenant les verreries, les glaceries, Poteries et faïenceries, clouteries, chaineteries, les Boulonneries, Sâlvay, Bâtiment, 8 centrales électriques.

Dans ces différents secteurs, à part les clouteries et les boulonneries où le chômage est plus accentué, peu de changement sur l'année 52.

Organisation synd. puissante verrerie et Gazelco, Centr. Métallo et Cent. de la Pierre, S.U. de la pierre, une cellule faïencerie, un contact à Bouffioulx.

Parti : cellule faïencerie, verrerie B..... centrele jambe de bois et #arciennes.

Dans la ceinture de Charleroi, communes bourgeoises et de repos, Loverval, Montigny-le-Tilleul, petite paysannerie pratiquant surtout l'élevage et la production laitière qu'on vend dans les communes industrielles.

Enfin, dernier secteur économique important de la région de Charleroi, les services publics. Les chemins de fer ayant des points d'appui à Luttre, Monceau, Montigny s/Sambre, Erquelines et Charleroi englobant ici dans la gare Téléphone, télégraphe, pstes, occupant environ 9.000 travailleurs, une organisation connue, C.G.S.P. = 4.000.

Cellules : Luttre, Ersuelinnes, contact Marcinelle (Charleroi)

Revendications mises en avant : lutte contre les licenciements, délasséments, défense sécurité sociale.

Ensuite les vicinaux comprenant deux sociétés, la société nationale (blancs) et la société des tramways urbains de Charleroi et environs (verts).

5 dépôts pour les 2 ociétés : Charleroi, Chatelet, Jumet, Trazegnies, Gilly.

Organisations ouvrières : syndicat des transports avec environ 40 % du personnel syndiqué.

Un seul contact à Charleroi.

Revendications : conserver $\frac{1}{2}$ jour de congé par mois tout en obtenant avantages lors des congés payés - sont en lutte pour cela.

Le nombre de chômeurs était en mars 1953 de 4.700 chômeurs complets et partiels pour la région sur environ 120.000 travailleurs, soit 4 % dont une grande partie de ces 4.700 ne travaillerons plus jamais (patronat ne voulant plus les embaucher, parce que trop vieux ou infirmes).

Pour la semaine du 27 septembre au 3 octobre, on a comptabilisé 4.297 chômeurs comprenant pour le bureau de Walcourt dépendant de celui de Charleroi. Chômage complet 350 hommes et 102 femmes, chômage partiels : 138 hommes et 69 femmes, ceci pour l'arrondissement de Philippeville et les cantons de Beaumont et de Chimay.

Pour les 60 communes de Charleroi et 29 de Thuin, 1.322 hommes et 1.402 femmes en chômage complet, et 736 hommes et 439 femmes en chômage partiel.

A côté de Charleroi, que nous venons de vous situer au point de vue économique, ne comprenant pas le canton de Seneffe et de la partie industrielle de la Basse-Sambre, nous avons aussi la Thudinie, non compris la région industrielle.

Cette région comprend surtout la paysannerie avec une partie s'étendant jusque Strée consacrée à la culture et plus loin que Strée avec Beaumont et Chimay comme centre, surtout l'élevage et la production laitière (beurre et fromage).

2 organisations paysannes : les U.P.A.,
le M.D.P. qui y pénètre
tout doucement.

Leurs revendications : prix rentables du beurre et lutte contre les prix surfaits de l'engrais.

On compte également dans cette région de la Thudinie, mais surtout le long de la ligne de chemin de fer Charleroi - Erquelines, 15⁰⁰ à 1.600 frontaliers organisés au sein de la C.G.T. et F.G.T.B. - 75 % C.G.T. , 15 % F.G.T.B.

Leur cahier de revendications est le suivant :

suppression de la double imposition - 5 % en France de salaire + les impôts en Belgique ;
 obtenir le même système d'allocation familiale qu'en France ;
 les frais du mandat à charge du patron ;
 les facilités pour renouveler la carte de frontalière à ceux qui n'ont pas 5 ans de travail en tant que tel.

Deux entreprises plus ou moins importantes :
 la sucrerie de Thuillies et la verrerie de Momignies.

Plan local.

A part quelques communes ayant de nombreuses ressources comme Charleroi, Marchienne-au-Pont, Marcinelle, Montigny s/Sambre, la majorité des localités rencontrent de grandes difficultés financières.

Cela provient de l'application de la loi Vermeulen qui permet à l'Etat de s'approprier une quote-part conséquente de ce qui devrait être ristournés aux communes dans les impôts perçus.

Le gouvernement invite alors les conseils à voter de nouvelles taxes atteignant à nouveau la population, freine les travaux d'utilité publique ou les arrête totalement.

Au nom du réarmement nécessaire, les administrations, presque toutes à majorité socialiste applique ces principes.

Au point de vue commerçants et artisans, 10 centres importants, Charleroi, Marchienne, Gilly, Jumet, Fontaine l'Evêque, Fleurus, Chatelet, Tamines, Auvelais, Gosselies; leurs revendications laissées à l'arrière plan par leur organisation professionnelle qui cherchent un palliatif dans les fêtes et braderies, sont la lutte contre taxes très lourdes, contre augmentation des loyers, contre les grands magasins s'étendant dans toutes les communes et englobant tous les articles.

En dehors de cette situation locale que nous venons de décrire et aidant le parti dans sa tâche, il y a tout une série d'organisations de masse où les communistes militent activement entourés d'autres gens.

Voici leur état :	52	53	52	53
J.P.B.	210	192	8	9
R.F.P.	500	700	7	8
Pensionnés	3000	3050	9	10
A.B.S.	1300	1200		
M.D.P.	40	70		
Sol.	400	67		
Pionniers	0	40	0	2
U.B.D.P.	1200	1000	2	3
Mutualités	5.000			

Pourquoi cette baisse en ce qui concerne différentes organisations.

Les jeunes ont remarqué qu'à chaque lutte politique importante, contre 24 - 21 mois, Festival, etc... leurs effectifs augmentaient leurs possibilités de développement grandissait.

Ces occasions ont existé à différentes reprises, mais la faiblesse des cadres incapables de suivre pendant plusieurs mois les jeunes et de les organiser au fur et à mesure.

Le désintéressement du Parti à leur égard, ne les aidant pas à surmonter les difficultés rencontrées les ont amenés à ce recul qui était beaucoup plus prononcé au début de 53.

U.B.D.P. : la façon dont on a renouvelé les cartes de membres, en a fait perdre toute une série, ils ont cependant enregistré 300 nouveaux membres.

Il y a également les organisations patriotiques, qui ont déjà joué un rôle important et qui doivent continuer à la faire.

Anciens combattants	: 14.500
F.I. - P.A.	250
P.P.	800
Invalides de guerre	5.000
Prisonniers de guerre	10.000

Les dirigeants réformistes avaient dès la signature du Pacte Atlantique, ensuite avec le Plan Schuman, fait croire à la population de chez nous, qu'elle aurait beaucoup de travail pour la réarmement ainsi que par la facilitation des échanges.

Nous avons sans arrêt dénoncé cette politique de préparation à la guerre et nous venons tantôt par quelles action, mais depuis un an et surtout maintenant, malgré que le chômage ne soit pas trop prononcé, l'approche imminente de la crise capitaliste marque notre Pays Noir et ne fait que se renforcer.

Les salaires et les primes, allouées dans de ~~de~~ meilleures périodes sont attaquées, les amendes pleuvent, on cherche moise aux ouvriers, les accidents se multiplient, la sécurité sociale est bafouée, le coût de la vie ne cesse de monter amenant la gêne dans les foyers.

Le patronat s'appuie pour développer cette politique de régression sociale sur la menace du chômage, il est également aidé par les dirigeants syndicaux, promettant d'améliorer le sort des travailleurs, mais refusant toujours de leur permettre d'entrer dans la lutte à laquelle ils aspirent, liés qu'ils sont dans cette politique américaine.

C'est donc dans ce sens, dénoncer les conditions malheureuses d'existence qui sont le lot des travailleurs, l'exploitation féroce du patronat, les conséquences de la politique de surarmement et dénoncer les traîtres aux intérêts des gens de chez nous, que nous avons lancé nos cellules d'entreprises et locales, que nous avons essayé par le truchement des communistes dans les organisations de masse, d'entraîner des couches plus larges de la population.

Nous avons également insisté et suivi pour que des journaux d'entreprises et locaux dénonçant les dangers de la politique de réarmement amenant le chômage et la misère sortent régulièrement, en nous inspirant des déclarations du camarade à notre venue au B.P. en août 52; ces journaux doivent être le fait de l'oeuvre des ouvriers eux-mêmes.

En partant de ce point de vue qui aboutit à la défense de notre ligne politique, défense de la Paix, de notre indépendance nationale et de nos libertés, voici quelles furent les actions menées chez nous par le Parti, par les organisations de masse en partant de la défense de leurs intérêts propres.

Lors de notre dernier passage au B.P., notre camarade Lalmand nous avait fait remarquer que le secteur mine constituait le point faible dans notre travail aux entreprises et que nous devions y veiller.

Il nous proposait de resserrer les liens entre Parti et S.U.

Aider les membres du Parti à développer la lutte revendicative.

De faire dénoncer l'action par le délégué sous l'impulsion de la base.

Nous avons essayé, sans toutefois le réaliser tout à fait, nous verrons pourquoi tantôt, à suivre cette voie.

Et cette impulsion a donné des grèves au Sacré-François Poirier, Roton, 25 M/F. pour le respect des salaires.

Au moment de la prime de 1.000 Frs, sécurité sociale, sécurité au travail et contre le Plan Schuman, des réunions sont organisées et dans 8 puits, les ordres du jour sont envoyés au Président de la Chambre, demandant la discussion de la proposition communiste sur la sécurité.

Des ordres du jour demandant de l'action sont également votés sur la prime et la Sécurité sociale.

Au Poirier, les ouvriers d'une taille arriérée exigeant plus de sécurité, ce qui leur est accordé après 2 jours.

A St. Jacques, au Roton, grève contre les brimades et brutalités d'un porion qui est chassé.

Pont-de-Loup : arrêt de travail pour les minimas.

Roton : pétition à 100 % contre licenciement 31 ouvriers surface.

Ste Barbe : grève 3 jours contre licenciement un ouvrier italien.

St. Jacques - Panama : lutte contre chronométrage.

Le S.U. appose une affiche illustrée contre l'insécurité Plan Schuman, pour le prime de 1.000 Frs.

Au 10 février, entrée en vigueur du Plan Schuman, organise délégations au C. d'ar^{ent}, 2 délégations seulement, Gouffre, S.F.

Procès M.B. : 3 puits représentés en délégation, mais des centaines de signatures, -S.F., 6 Périer, Gouffre, 25 M.F., Roton, - des télégrammes, après proclamation S.U.

Actuellement, la lutte se poursuit pour le respect des salaires, cadences, brimades, amendes, sécurité, Plan Schuman.

Des pétitions s'organisent pour les salaires et amendes.

Au travers de ces multiples activités, le S.U. s'est renforcé, mais tous les membres passent et ne restent pas.

Pourquoi : organisation ne suit pas, tout était laissé au délégué, ne consultait pas les membres, encore moins les ouvriers, n'y trouvait alors aucun intérêt.

En cette période, 50 nouveaux membres tous les mois, mais ils ne s'en vont.

La solution à notre avis et celui S.U. : comité syndical, fait ses preuves S.F., I.F., 18 et 19 M.F. en route pour ceà

Parallèlement à ce travail, le Parti organisait en février, mars, une vingtaine de meetings au puits avec de très bons résultats - adhésion S.U. et Part, présence du secrétaire S.U. , prenait contact avec communistes du puits.

A Chatelineau et Marchienne, le Parti a visité les mineurs à leur maison pour les faire adhérer au S.U.

Nous avons consolidé les cellules existantes et nous en avons créé de nouvelles au 19 M.F. - St.Jacques v Roton v 6 Périer v 14 M.F. est disparu à nouveau.

Actuellement, les réunions se poursuivent suivant un plan établi du Parti et du S.U.

La Basse-Sambre fut traitée en parent pauvre et aucune solution n'est donnée à la fusion qui permettrait un contrôle plus suivis. Ai vu Motte, dressé plan pour lui aussi ainsi qu'action Ste Barbe et Respe (fermeture).

Nous avons signalé dans la situation économique, la position prépondérante des étrangers et particulièrement des Italiens dans le fond de la mine.

Nous devons dire que jusqu'à présent, ce problème n'avait pas retenu notre attention, nous ne croyons pas aux possibilités existantes dans ce domaine, malgré les rappels G.Glineur.

Un meeting fait au 19 M.F. m'a démontré mon erreur et les possibilités existantes, un coup de barre a pu être donné, cellule constituée, 18 et 19 M.F. C.S. pour tout M.F. envoyé délégation F.S.M. Vienne - visite dans les cantines. Cde E.F. resp. doit orienter ceux-ci dans la recherche.

Si les résultats ne sont pas meilleurs dans ce domaine mines, si la pénétration n'est pas plus poussée, c'est parce que la Fédération a continué à sous-estimer ce problème/

On s'occupait des mineurs d'une façon sporadique en se laissant entraîner, il n'y a rien à faire, étrangers, sous-estimant possibilité avec ceux-ci et également nombreux belges travaillant au fond et à la surface, victimes de cette politique de préparation à la guerre.

D'autre part, nous avons insuffisamment alerté les sections locales sur l'aide à apporter au S.U. et la nécessité de créer des cellules dans les puits.

Les difficultés aussi pour amener les sections à s'en occuper, manque de formation, prendrait le cas de Farciennes, et Montigny s/Sambre ; Farciennes reçoit notre camarade Lalmand, promet de créer 2 cellules Roton - St. Jacques, elles existent, mais c'est Trifaux qui doit assurer les réunions. Montigny-s/S., St. André, cellule, Oosterlinck, mis à la pension par le patronat, Debouck ne sait pas s'en occuper terminant son travail à 16 h.15 aux U.M.H., pas de cadres à Montigny s/Sambre voulant s'en occuper, c'est la féd. qui doit reprendre ce puits.

Il nous appartient de remédier à ces faits en alertant les sections et les cellules sur leur rôle, en les entraînant à accepter ce travail, même s'il commettent quelques erreurs au début, - ai commencé avec St. Jacques et 25 M.F.

Mais cet effort depuis quelques mois vers les puits, effort venant bien souvent des permanents fédéraux, amène par contre coup une baisse de nos efforts vers les entreprises métallurgiques et sidérurgiques.

Or, notre camarade Lalmand nous avait recommandé de poursuivre et d'intensifier notre effort pour pénétrer dans les entreprises.

Certes, nous sommes mieux organisé que l'an dernier et plus solidement installé, nous avons d'ailleurs pénétré chez Allard et U.M.H. et organisé plus solidement Germain.

Nous avons des contacts avec H.M.S., Ateliers de l'Est, Léonard Giot - Fabrique de Fer - La Sambre - Sambre et Moselle - Providence - sans parvenir à constituer des cellules dans ces usines

La lutte dans ces usines fut caractérisée, à côté de la lutte pour des revendications propres à l'entreprise, par la mobilisation contre le chômage et pour la défense de la Sécurité Sociale.

Contre le chômage, particulièrement à A.M.S.- A.C.E.C. où des arrêts de travail eurent lieu pour protester contre le chômage et exigeant un roulement, ce qui fut accepté.

Des ordres du jour sont votés contre le chômage, pour la reprise du commerce avec l'Est, ainsi qu'aux Ateliers de l'Est, Germain et U.M.H.

A l'annonce de la capitulation des dirigeants F.G.T.B. sur la grève concernant la Sécurité sociale, dans les différentes usines où nous avons une cellule, des ordres du jour furent votés en protestation.

Aux U.M.H. on alla plus loin et les cotisations furent bloquées, malheureusement, les délégués syndicaux s'opposèrent à la popularisation de leur attitude, comme nos camarades le demandaient pour obtenir l'appui des autres usines et ce mouvement échoua.

La fédération oublia aussi d'alerter les autres cellules pour apporter d'elle-mêmes leur appui et ~~éviter~~ ainsi faire sortir de leur isolement les délégués des U.M.H. et partir à l'assaut de la forteresse anti-démocratique gardée par Gailly.

Aux A.C.E.C., on vote l'envoi d'un télégramme à Truman pour les Rosenberg.

A la Fabrique de Fer, sous la direction du camarade Mahaux, les manoeuvres arrêtent le travail et réclament une augmentation.

Aux Ateliers de l'Est, c'est un ordre du jour réclamant la pension avec 75 % et la défense de la sécurité sociale.

A Thy-le-Chateau, c'est la lutte pour la sécurité, l'hygiène et les salaires.

A l'annonce du décès de notre camarade Staline, c'est là une des caractéristiques de nos cellules, c'est que de plus en plus elles savent réagir promptement et réalisent ce qu'elles ont à faire, des pétitions, des ordres du jour, des arrêts de travail ont lieu dans une série d'entreprises de notre région, A.C.E.C., U.M.H., A.M.S., S. & M., Allard, Hanrez, Farciennes, Germain, Arsenal de Luttre, St. Jacques, 25 M.F.

Un délégué des A.C.E.C. est désigné pour assister aux funérailles.

Les journaux d'entreprises paraissent d'une façon sporadique pour la Providence, l'A.M.S., U.M.H., Fabrique de Fer, Usines de Monceau, A.C.E.C.

L'A.O.U. est pénétrée et peut se développer plus puissamment aux A.C.E.C., Providence, U.M.H., Germain, S. et M., A.M.S.

Par le truchement de celle-ci, à la Providence, nos camarades ont pu démontrer les effets néfastes du Plan Schuman dans le chômage qui frappe l'usine.

Dans les industries diverses, la plus importante chez nous est constituée par les verreries - au dernier B.P. nous avons signalé la lutte de la cellule aidée par la Fédéra. contre les fermetures de B..... et de la discipline, laissant Gobbe seul au travail.

L'org. synd. est toute puissante dans ce secteur et l'intérêt de la cellule du Parti était d'y être représentée.

Notre camarade Willems en est devenu l'un des leaders.

Après les fermetures, on avait produit à Zeebrugge, dressant ouvriers wallons et flamands, ceux-ci travaillant à meilleur compte mais la qualification n'est pas la même.

Avec la découverte de nouveaux procédés mécaniques pour le découpage du verre et sous la pression du syndicat, la patronat revint à Ba..... pour imposer des cadences plus grandes, avec cette mécanisation d'autre part, il dépréciait la qualification des coupeurs de verre, soit réduction de salaires.

Nos camarades ont alerté les verreries, ont provoqué des réunions syndicales et le patronat a dû reculer.

Cependant dans ce secteur, comme pour la faïencerie et les centrales électriques, il reste une grosse faiblesse à surmonter, une organisation stable avec des réunions des camarades et la sortie de journaux d'entreprises.

En ce qui concerne les verreries, nous sommes occupés à surmonter cet handicap, une réunion devait avoir lieu ce mercredi, elle fut reculée sous différents prétextes par les camarades, mais une date ferme est prise pour le 28 courant.

Nous devons arriver au même résultat ailleurs.

Dans les services publics, principalement cheminots, de sérieuses possibilités existent, les conditions de travail, les difficultés qu'ils rencontrent devraient nous permettre de développer notre travail parmi cette catégorie importante de travailleurs de chez nous.

Nous avons deux cellules à Erquelines et Luttre et une fort avancée à Charleroi-Sud, nous n'avons pas encore cru nécessaire de les réunir pour discuter des formes d'organisation et de travail dans leurs secteurs.

Nous nous sommes laissés entrainer sans réagir vers les mines et les usines, sans remarquer l'apport important que les cheminots représentaient chez nous.

Pour les tramways, en lutte, nous avons discuté deux fois avec des camarades et ce fut tout.

Il est juste de dire que des mesures de rectification devaient être prises depuis juillet-août, mais que, depuis cette date, la fédération par ma faute, bat de l'aile, suit à l'enquête de la C.C.P. qui fut très mal comprise chez nous.

Nous allons maintenant revenir au cas Vonèche pour Charleroi, Baud'huin pour Erquelines, et pour Luttre afin d'arrêter les mesures à prendre.

Pour les tramwaymen, le délégué des voies à Charleroi est à nous, nous procéderons à un recensement pour les réunir et voir avec eux comment ~~entamer~~ entamer le travail.

Dans ces différents secteurs économiques importants, notre souci constant dans les discussions avec nos militants, c'est de renforcer l'unité et faire apparaître aux yeux des ouvriers socialistes, la trahison de leurs dirigeants.

Nous essayons par ce moyen de conquérir les autres délégués et de déclencher des actions sans s'inquiéter de F.G.T.B.

Enfin, lutter contre haine envers syndicat, confondant avec dirigeants.

Des résultats positifs ont été obtenus aux U.M.H. où même des militants du P.S.B. ont voté l'ordre du jour de méfiance vis-à-vis des nonzes syndicaux ainsi qu'aux A.C.E.C. ou dans la lutte pour l'augmentation des salaires à la câblerie ; l'unité a fait un grand pas et les dirigeants droitiers, Davister y compris, mis dans le coin par les ouvriers eux-mêmes.

Au point de vue chômage, vous avez entendu tantôt qu'il représente moins de 4 % des travailleurs occupés.

Cependant, nous avons mal travaillé dans ce domaine.

Nous alertons les sections sur le problème chômage, nous nous présentons des revendications et inévitablement on nous sortait qu'il n'y avait rien à faire et que les femmes mariées qui pointaient depuis 4 ou 5 ans n'avaient qu'à travailler ou rester chez elles.

A l'annonce de l'arrêté Van den Daele, je suis personnellement revenu à ~~leur~~ charge dans plusieurs sections et j'avais beau répondre, régime en cause, besoin d'argent pour l'armement, cela ne prenait pas.

A la discussion du secrétariat, mercredi matin, j'ai expliqué cela au camarade G. Glineur qui nous a proposé de poser la question avec l'état de besoin et la menace que cela représentait pour le reste des chômeurs, jeunes et hommes.

Je l'ai fait, jeudi soir à Couillet en discutant le plan de travail et il fut décidé de l'intermédiaire de la femme d'un des camarades présents qui vient d'être exclu, de faire une pétition, en allant retrouver les chômeuses exclues et les chômeurs, que l'on porterait au directeur de l'office du chômage dans la 3ème semaine de novembre, ce qui va devenir notre objectif dans ce domaine, tant pour les chômeuses que pour les femmes travaillant encore

Afin de faire connaître les positions du Parti, nous proposons après le pétitionnement ou avant suivant les cas, distribution d'un tract et meeting au bureau de pointage.

Si nous examinons maintenant le travail au point de vue industrie dans la Thudinie, nous devons constater que cela se résume surtout en frontaliers.

Depuis un an, nous avons négligé ce travail, quelques bons camarade avaient en leur carte de frontalière retirée, ensuite on réduisit dans de fortes proportions le nombre de ceux-ci, ce qui fait qu'il en reste encore 1.500 environ.

Nous avons vu quelle^{es} étaient leurs revendications et

qu'il y avait donc nécessité de les aider.

D'autre part, étant surtout des villages sis sur la ligne Erquelines - Charleroi, et ~~xxx~~ ils pourraient nous aider à développer le parti dans cette région.

Lorsque nous avons examiné ce secteur et que la grève française est arrivée, avec l'appel du camarade Lalmand au sujet de l'attitude des frontaliers dans cette grève, nous avons réagi et des contacts furent pris avec les différents camarades fixant leur attitude et, maintenant tous les 15 jours des réunions ont lieu à la frontière lorsqu'ils reviennent de leur travail.

Nous allons marcher plus loin et éditer un journal pour eux et organiser un ou deux meetings sur les questions qui les intéressent particulièrement et reprises plus en avant.

Nous en arrivons maintenant aux autres couches de la population victime de la politique gouvernementale.

Les paysans. Dans le pays de Charleroi, la périphérie comprend un assez grand nombre de paysans qui s'adonnent à la culture, mais dont l'activité principale consiste en l'élevage et la production laitière pour satisfaire les besoins de la ville.

Les U.P.A., l'Alliance Agricole y sont représentés en majorité sans qu'ils ne rassemblent l'unanimité des paysans, dont certains sont des ouvriers, et le M.D.P. a pu enfoncer des petits coins à Forchies, Leernes, Souvret, Courcelles, Goutroux, Luttre.

Ensuite la Thudinie est composée presque exclusivement de paysans, la région de Beaumont et Chimay, élevage et production laitière en grande partie.

Merbes et Thuin, on rencontre de grosses exploitations de 3, 4 et même 500 Hectares à Fontaine Valmont, Leers Fostiau, Ragnies, Strée, Thullin, ayant comme cultures principales, betteraves, céréales, lin.

La majorité des paysans ont cependant de petites et moyennes cultures.

L'influence des U.P.A. est incontestable, la grande majorité des cultivateurs sont groupés au sein de cette organisation.

Immédiatement après la libération, dans les cantons de Beaumont et Chimay, on avait vu apparaître la F.N.S.A. qui avait groupé la grosse majorité des paysans, mais qui est maintenant disparue depuis 1948.

Cette région constituant un centre important, nous nous sommes rendus à différentes reprises, Dubuisson et moi-même dans la région de Froidchapelle, des contacts ont été établis, des membres faits et une conférence organisée le 8 août à Froidchapelle qui n'a pas connu le succès, loin de là.

Nous allons cependant recommencer en ~~xxx~~ /~~xxx~~ prenant d'autres localités, plus petites s'il le faut, pour partir à

la conquête des plus gros morceaux ensuite.

Dans les cantons de Thuin, Merbes, le M.D.P. est surtout fortement assis à Solre-s-Sambre, de là, par l'activité de la coopérative, il rayonne sur toutes les communes environnantes et on peut dire du M.D.P. que son influence est beaucoup plus forte que son organisation et le nombre de membres.

Des possibilités existent surtout à Fontaine-Valmont. Il nous appartient de soutenir activement ce secteur.

Nous tenons à signaler que les effectifs du M.D.P. sont en ~~XXXXXX~~ augmentation de 39 % dans notre fédération sur 1951.

Nous avons souligné précédemment les quelques communes de notre agglomération constituant des centres de commerçants et artisans.

Nous vous avons signalé que les organisations professionnelles, loin de développer la lutte contre la politique gouvernementale, à part photographie où grâce à notre ami Lebrun, on posa la question du budget de la défense nationale et des taxes trop lourdes, ces organisations lancent des fêtes et des braderies.

Cependant, la situation de ces catégories de gens est assez alarmante et les locataires de magasins, sauf les grandes firmes changent très rapidement.

Les taxes sont de plus en plus lourdes, tant de l'Etat que de la commune, car ils sont souvent les victimes des nouvelles taxes communales.

Les loyers sont augmentés dans des proportions fantastiques et les grands magasins installent des succursales dans les communes commerçantes des environs de Charleroi en changeant leur dénomination, Sarma devient Samar à Gilly.

Nous avons examiné ce problème, nous avons décidé de créer une Commission de 5 commerçants avec Thonon comme responsable comprenant Thonon, Rustique, Lebrun, Maillard, Bulfa.

Cette commission fut réunie 2 fois, mais n'a pas encore été au complet pour faire son travail.

Mais nous avons déjà orienté nos camarades vers les organisations professionnelles afin d'y prendre position.

Cette commission doit également établir un cahier de revendications qui sera transmis par les sections aux commerçants, artisans, en leur expliquant pourquoi ils ont ~~auxxhangax~~ des charges aussi lourdes et un bulletin pour les commerçants membres du parti, comment travailler au sein de ces organisations.

Nous en arrivons maintenant aux organisations de masse et au travail parmi les communistes au sein de celles-ci pour entraîner des couches bien déterminées de la population dans des actions pour défendre les revendications qui leur sont propres et dénoncer ce qui peut empêcher qu'elles n'obtiennent satisfaction.

Notre

Notre préoccupation constante depuis quelque temps fut d'orienter les cellules et les sections à se pencher sur des revendications données et à se servir des organisations de masse existantes ou à créer pour faire démarrer ces revendications.

Lorsqu'e s'amorça la volonté de l'impérialisme américain de soutenir le réarmement de l'Allemagne, les militants au sein des organisations patriotiques furent alertés.

En dénonçant la grâce aux criminels de guerre et en y joignant la lutte contre le réarmement allemand et la lutte pour la paix, le 14 septembre 1952, à l'initiative du F.I. - P.A. et anciens combattants a lieu une grande manifestation à Charleroi. Dans les P.P. à la suite de différentes manoeuvres, la direction nationale devient anti-communiste et anti-démocratique.

Les P.P. de Charleroi, grâce au rôle des communistes, restent à l'avant-plan du combat et convoque le 7 décembre un Congrès pour affirmer leur fidélité à l'idéal qui les a toujours animé et y invite d'autres régionales et amicales.

Pour le Congrès de Vienne, le Baron Allard est autorisé à venir discuter avec le comité régional des organisations patriotiques qui délègue un des leurs au Congrès et y envoie un message de soutien.

Dans la préparation de la manifestation du 10 mai, contre la remilitarisation de l'Allemagne, les directives régionales A.C - Breendonck - Evensbruck - F.I. - P.A. se réunissent et approuvent cette manifestation.

Dans une vingtaine de communes de la Fédération, des réunions ont lieu dans les locaux des organisations et surtout des A.C.

Résultat positif, car des dizaines de drapeaux A.C. - P.A. - F.I. - M.E.B. - P.P. sont au poste le 10 mai.

Ensuite, nos camarades préparèrent les journées de septembre. On veut saluer les victimes des nazis, apposer des plaques, commémorer le souvenir des résistants morts au combat.

Ce furent les manifestations du souvenir particulières de Charleroi, Courcelles, Fontaine l'Evêque, qui gagne ensuite de nombreuses localités à l'appel de l'une ou l'autre organisation patriotiques.

Nous pourrions cependant obtenir plus encore, car les recensements effectués à droite et à gauche nous ont permis de constater que de nombreux membres du Parti occupent des postes dans les comités locaux A.C. - P.C. - I.G., etc. et ne manifestent aucune activité parcequ'ils ne sont pas guidés.

Nous avons décidé de confier cette tâche à Catrain et de communiquer au fur et à mesure, les patriotes connus, tout en contrôlant l'activité beaucoup plus prêt que jusqu'à présent. Elles vont maintenant pour lutter contre la C.E.D. se rendre sur 4 ou 5 marchés importants avec calicots, costumes, faire signer.

Le R.F.P. a pu dans une série de communes récolter assez

d'argent en vendant le matériel pour envoyer une déléguée à Vienne au Congrès de la Paix. Elles ont organisé des conférences pour les loyers dans 15 communes.

Elles ont d'autre part à Chatelineau fait une pétition avec les jeunes pour une plaine de jeux qui fut remise au Collège.

A Courcelles, pétition pour école gardienne et remise au Conseil qui a donné un avis favorable.

Goutroux pour la défense de la sécurité sociale, les femmes ont pétitionné dans toute la commune et déposé les pétitions au Collège par une délégation de femme conduite par une de nos camarades C.C. Le Bourgmestre leur a annoncé qu'il transmettrait au Ministre.

A Rœux, pétition pour les trottoirs, mobilisation des femmes pour préparer un goûter au vieux.

Junet : pétition rencontrant le plus grand succès pour la défense de la sécurité sociale et l'amélioration du système d'allocations familiales.

A Charleroi et à Couillet, pétitionnement contre les inondations, pour accorder satisfaction aux sinistrés, remise au Conseil, à Charleroi, les travaux sont en préparation.

L'orientation donnée au R.F.P., à côté de revendications locales, est la mobilisation contre les arrêtés Van den Daele.

Les pensionnés représentent au sein de la Confédération, une organisation de masse puissante, mais que nous ne parvenons toujours pas à diriger convenablement.

La principale faute en est le désintéressement sur le plan local qui amène les membres du Parti à ne pas accepter de postes responsables, laissant l'organisation locale dans des mains de gens de "gauche" qui combattent assez souvent les propositions que nos camarades font au sein du Comité Régional.

Néanmoins à la manifestation nationale de septembre 52, ils mobilisent près de 30 cars après avoir popularisé leur manifestation et leurs revendications dans les fosses, les usines et les quartiers récoltant l'argent pour payer le voyage.

Dans la préparation du Congrès de Vienne, ils récoltent plusieurs milliers de francs pour y envoyer un délégué.

Lors de l'arrêté Van den Daele sur la sécurité sociale, ils participent à la lutte en organisant des conférences dans une dizaine de communes.

A Farciennes et Châtelineau, ils prennent la parole avec un délégué de la mutualité et du S.U., chaque fois, ils y lient la popularisation de leurs revendications.

Ils ont essayé d'organiser des conférences ou les partis étaient invités à venir donner leur point de vue.

A Montigny-le-Tilleul, notre camarade G. Glineur y rencontre le député P.S.B. Hieguet qui doit fuir.

Mais ces conférences n'ont pas continué avec la présence des partis politiques, ils ont continué eux-mêmes sans rencontrer le même succès.

Le mois dernier, en remplacement de leur manifestation nationale, ils ont organisé un rassemblement régional à l'Ancien Eden à Charleroi, sans y apporter toute la popularisation voulue, ce qui empêcha ce rassemblement d'être un franc succès.

Nous ne possédons pas de Pionniers dans notre région, ce qui constituait une lacune.

Il y a maintenant deux groupes comprenant 40 Pionniers à Chatelineau et à Goutroux.

Des fêtes à l'occasion de la Fête des Mères, en collaboration avec le R.F.P. y furent organisées et particulièrement réussies.

Un défilé eut lieu à Goutroux où la section du Parti plaça sa fancy-fair annuelle sous le signe "Journal du Pionnier".

Ils participèrent également au camp de Flobecq.

Des pionniers existent aussi à Farciennes et Montigny-le-Tilleul, Roux, ils peuvent donc se développer ainsi qu'à Dampremy.

Les chiffres cités au début de ce rapport, quand à l'état de la Jeunesse Populaire les ont montré environ au même niveau qu'en 1952, avec une section en moins Farciennes et 2 sections en plus, Marchienne et Verrerie, ainsi que de forts points de contact aux A.C.E.C.

Leur participation à la préparation du Congrès de Vienne fut mince, c'était le moment de leur chute.

Depuis, ils ont formé des équipes de volley-ball dans les communes de Courcelles, Roux, Marchienne, Chatelineau, Dampremy.

Un camp fut organisé à Pâques à Monceau. "Jeune Belgique" fut vendu dans la commune et des prises de paroles eurent lieu.

A Courcelles, une pétition a lieu par les jeunes pour une plaine de sports, pour la réduction des dépenses militaires, après un match volley-ball sur une place publique et une prise de parole, les jeunes furent reçus par le collège avec cette pétition.

A Roux, même pétition et contre les 21/mois à la cité de la Paix.

A Dampremy, aussi.

A Chatelineau, pétition et tournoi de volley-ball.

A Goutroux, forte participation de la J.P. avec les Pionniers.

Au cours de l'hiver dernier, des fêtes furent organisées

contre les 21 mois et pour le soutien des soldats dans chaque section J.P.. Nous signalons particulièrement les résultats de Couille

Dans la préparation du Festival, les jeunes le popularisent en l'associant à la lutte contre les 21 mois.

Des sorties des prises de paroles ont lieu à Marchienne et à Jumet.

Des séances de cinéma en plein air ont lieu dans toutes les sections.

Des meetings avec prises de ~~paroles~~ vues cinématographiques sont organisées à la verrerie et aux A.C.E.C. rencontrant un franc succès et liant tous les jeunes à la préparation du Festival.

Douze jeunes sont partis à Bucarest avec l'argent récolté.

Les jeunes qui ont 50 % de leurs membres inscrits régulièrement perçus sont répartis de l'avant dans la lutte pour les 12 mois.

Ils ont en même temps dressé un plan qui doit les amener fin décembre avec 25 % d'effectifs en plus et leur carte 54 en poche.

L'organisation "Notre Solidarité" est très faible dans notre région. Elle comprend deux sections assez larges dans la qualité des membres les composant: Gilly et Chatelineau.

Même en ce qui concerne les Rosenberg, Sol. n'a pas fait tout le travail possible, ni profité du climat existant.

Deux conférences régionales eurent lieu, la première et qui ne vit qu'une dizaine de personnes sur le cas Rosenberg ; la seconde, que le parti prit plus sérieusement en mains, réunit une centaine d'auditeurs et un délégué d'Hanrez, A.C.E.C., A.M.S., Germain, 6 Perier, S.U., Ligue Belge, vient apporter l'appui de leur entreprise ou organisation.

Des pétitions en faveur des Rosenberg eurent lieu dans une série de localités et les A.C.E.C. envoyèrent un télégramme réclamant la grâce des Rosenberg.

Pourquoi ne pas avoir profité de ces circonstances favorables pour développer Sol., parce que le camarade Evaldre, respons. régional, fut en dessous de tout.

Nous avons eu des difficultés à persuader le camarade Debouck de la nécessité d'accepter le poste de respons. régional de "Notre Solidarité", car il fut avant-guerre le resp. du Secours Rouge, mais à présent c'est fait et demain une réunion est convoquée à son initiative pour former un comité régional.

"Sol." va d'autre part organiser une Conférence à Traze-gnies sur M.B. et va s'orienter vers la défense des ouvriers italiens et la réhabilitation des Rosenberg.

En ce qui concerne le mouvement pour la paix, nous

possédons incontestablement chez nous des possibilités qui sont apparues chaque fois que l'organisation a voulu se donner la peine de les exploiter.

Pour la préparation du Congrès de Vienne et la désignation des délégués, pas moins de 4 entreprises entrèrent en action et 21 sections locales.

Des dizaines de meetings eurent lieu et des sorties avec le matériel pour le Congrès ainsi que le "Messager de la Paix".

La désignation des délégués eurent lieu au cours d'assises dans 10 communes et les A.C.E.C. élurent eux-mêmes 2 délégués.

Au retour de Vienne, des sorties eurent lieu dans 6 communes choisies par l'U.B.D.P. pour organiser solidement celle-ci et les autres communes n'eurent pas de compte-rendu, ce qui constitue une erreur et si dans ces six communes une bonne propagande fut faite et le matériel vendu, au point de vue organisation, cela ne donna pas de résultat.

Depuis quelques mois, ils ont organisé des sorties avec la brochure "Ils reviennent", sorties qui ont connu un beau succès et leur ont permis à côté des anciens qu'ils récupèrent de faire 300 nouveaux membres.

Ils ont organisé un referendum aux A.C.E.C. avec le résultat que vous connaissez et préparent maintenant celui-ci dans une série d'entreprises de la région, 6 Périer - mardi, ensuite Providence, A.M.S., U.M.H., Verrerie.

La vie des A.B.S. qui cherche sans arrêt à populariser la politique de paix de l'U.R.S.S. et à faire connaître celle-ci est une vie trop régulière, chaque année, à part les 3 mois d'été des cycles de projection cinématographiques et de conférences sont organisés avec plus ou moins de succès dans une quinzaine de localités.

Notre ami Tondeur et ses collègues essayent de conquérir de nouvelles communes.

Leur action fut cette année plus profitable, grâce au Congrès national qui s'est tenu à Charleroi et qui connut un grand succès.

Ils ont organisé également ce mois, un récital Guilels qui fut un franc succès à l'Hôtel de Ville de Charleroi.

Depuis quelques jours, un nouveau cycle jusque fin novembre est reparti de l'avant.

Mais en même temps que les organisations de masse, sous l'impulsion des communistes y militant, déployaient leurs actions contre la misère, contre la guerre, pour diminuer le budget de la défense nationale, pour défendre notre indépendance nationale et nos libertés démocratique, le parti par la Fédération, les sections, les cellules poursuivaient également son travail.

Enfin le Parti, nous ne vous rappelons plus la force des 3 autres Partis dans notre région, l'ayant fait en 1952.

Lors de notre venue au B.P. l'année dernière, nous avons vu comme perspectives le dépôt d'une liste pour les élections communales dans 50 communes de notre Fédération.

Nous avons lutté dans 54 communes avec 48 listes du Parti, 4 listes unitaires, 2 intérêts communaux.

Lorsque nous avons comparé les résultats de ces élections avec 1950, nous avons pu constater une avance moyenne d'environ 1 %, mais cette avance était inégale, car dans certains cantons, nous avançons fortement, dans d'autres nous faisons du sur-place ou nous reculons, particulièrement dans le Centre de la Fédération.

Cette situation amena un examen plus approfondi et nous avons constaté que dans les grosses communes industrielles, nous avons penchés sur les entreprises et que les cellules et sections locales avaient été négligées.

En un mot, la liaison était défectueuse, ce que notre camarade Malmand nous avait déjà demandé au B.P..

Un coup de barre fut donné et des mesures furent prises et appliquées pour améliorer ces liaisons entre la Fédération et les sections, mais aussi entre la direction fédérale et les membres du C.F. parrainant une ou deux sections.

Au secrétariat, le travail dans chaque section fut examiné toutes les semaines, les membres du C.F. furent vus une fois par mois par le S.P. et durent discuter les problèmes de leur section.

Un plan de travail fut en même temps élaboré pour préparer le renouvellement des cartes et s'étendant jusqu'au Congrès fédéral.

A la fin janvier 53, nous avons presque atteint notre chiffre 52 et au Congrès fédéral qui fut un succès, ayant été parfaitement suivi, grâce à un contrôle incessant, nous enregistrons une progression sensible, de même que dans les actions des organis. de masse et pour la presse.

La préparation du 1er mai, malgré notre insistance pour obtenir des ordres du jour unitaires des entreprises, se heurta au front obstiné de nos militants qui déclarèrent que c'était inutile, jamais nous n'aurons un 1er mai unitaire.

Et nous avons connu une manifestation équivalente à 1952.

Pour préparer le 1er mai et après celui-ci, une campagne de meetings eut lieu, aux entreprises, dans les localités pour présenter les solutions de notre Parti et populariser la sortie de "Marasme".

Un nouveau plan d'action s'étendant jusque fin juin fut établi portant sur la récolte du fonds du million liée à la brochure et appuyée par des actions.

Des contrats d'émulation furent signés, un classement paraissait chaque semaine dans "L'Étincelle"

Nous sommes ainsi arrivés à entraîner 33 sections d'entreprises et locales dans la récolte du fonds du million, ce qui nous amena à 84.000 Frs.

55.000 brochures furent commandées et diffusées à 80 % dans les entreprises, au porte à porte amenant des discussions et la récolte d'argent.

Des sections firent un réel effort pour organiser des cellules vivantes, entraîner les militants dans les actions, lançant une organisation de masse.

Le recrutement connut un plein succès et à la fin juin, nous avons 500 nouveaux membres atteignant 2.308 cartes rentrées contre 2.074 en 1952.

À la manifestation nationale du 13.9.53, un fort contingent de notre Fédération était là.

Des lacunes subsistaient encore dans les liaisons et nous avons cherché d'autres formes pour les surmonter, mais qui ne requèrent pas jusqu'à présent leur application.

Les résultats s'en sont fait sentir immédiatement, la moyenne des cotisations tombe, 25.000 brochures "Grands Européens" seulement furent commandées et jusqu'à présent environ 20.000 "Union fait la force".

Nous avons projeté d'organiser 100 meetings, une quarantaine seulement eurent lieu.

Aucun plan de travail ne sortit durant cette période. Ce qui explique la chute de vie politique depuis 3 mois dans notre fédération à part quelques sections.

Le grand responsable, je vous l'ai dit tantôt, en fut moi-même, lorsque l'enquête de la C.C.P. démarra sur la vigilance dans notre fédération, de façon dont le problème fut posé et les incidents intérieurs, j'ai cru, bien à tort, que l'on venait nous chercher des poux sur la tête et que l'enquête se faisait dans ce seul sens et non pour nous aider.

Je restais obnubilé par cette pensée et le reste du travail passa à l'arrière-plan, alors que la meilleure aide que nous aurions pu leur fournir, c'était de travailler encore mieux.

Cela tourne à l'idée fixe chez moi, avec les conséquences que vous connaissez.

J'ai depuis compris mon erreur, avec l'aide de la direction du Parti et nous avons pris des mesures avec G. Glineur pour renforcer le contrôle.

Nous aurons chacun à voir une fois tous les deux mois, les membres du C.F. parrainant des sections et une fois tous les 15 jours les membres du B.F.

Le C.F. se composant de 25 camarades se réunit tous les mois, Le B.F. de 9 camarades tous les lundis, le secrétariat de 3 camarades tous les mardis.

Le secrétariat reprendra la discussion sur les liaisons des permanents et les respons. des organis. de masse seront vus une fois par mois.

Un plan de travail est terminé et sera expédié lundi dans les sections, une directive servira d'aide-mémoire aux instructeurs pour les aider dans leur rôle jusque fin 53.

Le Bulletin intérieur qui avait paru deux fois en mai et juin, va ressortir chaque mois pour aider nos militants de base.

La grossière erreur que j'avais commise, l'absorption plus que de raison de boissons provenait de la même erreur, sous-estimation de l'ennemi de classe et aussi de mes responsabilités.

Nous avons cependant eu le cas Minne qui aurait dû m'ouvrir l'œil, il fut d'ailleurs mis hors d'état de nuire.

Nous avons eu le chaulage qui vit la même nuit une trentaine de militants arrêtés.

Nous avons dû également éliminer une camarade qui venait bénévolement chez nous et transmettait des documents à un agent de la sûreté qu'elle nous a aidé par la suite à photographier, sa photo a paru dans le D.R., il serait même intéressant, à notre avis, de la sortir à nouveau, car ce lundi, nous avons pris Pe..... sortant d'un rendez-vous qu'il a tous les lundis au Café du Parc avec ce même individu.

Il est certain que d'autres agents de l'ennemi se cache encore chez nous, nous constituons une région industrielle trop importante avec de fortes positions dans les entreprises pour qu'on ne cherche pas à détruire nos cellules d'entreprises, le S.U. et le Parti.

La provocation montée à Germain contre Catrain ou la collusion entre le patronat et la F.G.T.B. est apparue ainsi que leur liaison avec la sûreté doit nous inciter à redoubler de vigilance à avoir une attitude ferme sur certains points, à ne pas tolérer les cancans en dehors des réunions du Parti que nous avions laissé aller trop loin et à contrôler soigneusement le travail de nos militants, la source de leur rancœur, de leur méfiance afin d'isoler et de mettre hors d'état de nuire ceux qui ~~XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX~~ sont au service de la police dans notre Fédération, et aider ceux qui n'ont pas compris et se laissent entraîner.

Une grande faiblesse chez nous, l'appareil d'Agit.-Prop. Lors de notre passage devant le B.P., le camarade Herrens avait attiré notre attention sur ce point, il nous avait demandé de ne pas nous contenter de l' "Etincelle" et de former un collectif.

Notre camarade Lalmand dans ses conclusions, nous demandait de mettre rapidement ce dispositif en place.

Jusqu'à présent, nous ne l'avons pas encore mis, nous nous sommes de nouveau contentés de "l'Étincelle" et avons sorti peu de matériel, parce que nous n'avions pas ce collectif et aussi par manque de moyens financiers.

Ce manque de finances, nous faisait hésiter sur le collectif d'Agit.-Prop., nous nous disions à quoi bon un collectif puisque nous ne pourrions pas sortir grand 'chose et alors, je suffirais.

Les dernières demandes de sorties de journaux locaux et d'entreprises nous ont démontré qu'il était possible de sortir du matériel, sans que cela nous coûte quelque chose et que nous serions incapables de satisfaire les cellules et les sections d'entreprises et locales.

Nous avons décidé au B.F. de relever le camarade Debacker de membre du B.F. et proposer au C.F., s'il accepte, de le remplacer par le camarade Vonèche qui deviendra le respons. de ce collectif d'Agit-Prop. qui nous sera encore plus nécessaire avec les élections législatives.

La réunion du C.F. devant décider, ce changement aura lieu lundi 26, ce qui ne doit pas nous amener à tarder plus longtemps à faire entrer Vonèche dans ses nouvelles responsabilités.

L'éducation est un problème important dans un parti communiste et spécialement chez nous où les difficultés de pénétration dans les entreprises, le contrôle de celle-ci par les sections locales, l'application de la ligne politique dans les cellules provient aussi bien de ce fait que du manque de liaisons de qualité et de contrôle.

Aussi l'année dernière, avons-nous suivi la chose de près et dans 7 sections locales et une d'entreprise, des cours furent-ils donnés avec plus ou moins de succès.

Un responsable éducation ayant pris son travail à coeur fonctionnait, le camarade Allé et en mars, il devait ouvrir une école fédérale avec les meilleurs éléments, notre camarade H. Glineur ne disposant pas du temps nécessaire.

Malheureusement, un accident de voiture l'a handicapé et à présent, il n'est pas encore parvenu à travailler normalement.

Des plaintes sont venues des sections au sujet de ce cours fédéral, mais enfin, ce mercredi s'ouvrira l'école fédérale la 1ère fois avec notre camarade Henri Glineur et une dizaine d'élèves, tous travailleurs des usines ou de la mine.

Nous allons lancer des écoles de sections dans une dizaine de celles-ci pour préparer une seconde école fédérale vers février avec Evrard qui devient responsable éducation.

Ensuite une nouvelle série de cours de sections pour une 3ème école fédérale en mai avec Allé.

Nous avons soulevé la question financière et nos difficultés, nous empêchant de sortir du matériel de propagande comme nous voudrions le sortir.

Ces difficultés financières sont exactes. Nous devons chaque mois disposer de 17.500 Frs minimum. Nous recevons comme subside de la direction du Parti, la somme de 3.000 Frs, soit 14.500 Frs à trouver.

Nous avons l'an dernier 2.074 membres avec une moyenne de cotisations de 1.800 membres répartis dans 5 sections d'entreprises et 40 locales pour 24 cellules entreprises et 46 locales.

Nous avons pu avec nos 500 nouveaux membres, nonobstant les pertes, décès, départs ceux qui ne sont pas renouvelés, rentrer 2.328 talons cette année et sur ce nombre, il nous en reste encore environ 2.200 pour 7 sections entreprises et 43 locales que nous avons pu gagner surtout grâce aux élections communales et que nous avons maintenant en vie pour 30 cellules d'entreprises et 46 cellules locales.

Notre moyenne de cotisations est de 200,-, nous atteindrons ~~XXXX~~ fin de ce mois 2.050 à 2.060, cette chute étant venue par ma carence et par les congés payés.

Notre taux de cotisations était ~~en~~ en 1952 de 8,25 Frs et maintenant de 8,40 Frs, n'oublions pas que nous avons une fédération avec un grand pourcentage de pensionnés.

Ce qui nous donne une recette moyenne mensuelle de 9.000 Frs, en y ajoutant les 3.000, il nous manque 4.500 Frs chaque mois.

Le paiement des permanents s'effectue avec retard, pour septembre, nous avons touché chacun 3.000 Frs.

Nous avons pu tenir le coup avec du soutien de différents côtés, particuliers et sections, avec les 8.000 Frs nous revenant du fonds du million, des fêtes.

Mais cette situation angoissante ne nous permet pas de respirer tranquillement, d'envisager un poste propagande, ni de payer nos dettes qui se sont augmentées de 2.670 Frs sur l'année dernière.

Un soutien plus grand de la direction du Parti serait le bienvenu, nous savons que la récolte pour les élections pourra nous sauver à nouveau, mais nous ne pouvons oublier que l'argent récolté doit aller à la propagande, si nous voulons obtenir de bons résultats.

Cette même période électorale et l'effort poursuivi depuis dans différentes actions nous a permis de mettre au travail 33 nouveaux cadres, pour la plupart des jeunes pendant que nous enrégistrions la perte de 16 cadres, de peu de valeur, sauf les décès de nos camarades Mercier, Delvaux et Piet.

Ce résultat est encourageant et nous oblige à persévérer dans cette voie d'actions reprenant la défense des revendications de

la population honnête de chez nous.

Nous n'avons, face à la presse adverse qui est très puissante chez nous, Indépendance, Journal, Rappel, Nouvelle Gazette, Action, Dimanche, que notre D.R. quotidien et le D.R.-Etincelle le dimanche.

Nous diffusions lors de notre venue devant le B.P. l'an dernier 6.485 D.R.-Etincelle, 428 Agence Duchenne et 240 abonn. Nous sommes maintenant tombés à 6.026 D.R.-Et., 428 Ag. Duchenne et 236 abonnements.

Nous avions comme quotidiens 954 en 52, et 604 maintenant.

Nous avons vendu avec les meetings 280 D.R. -

Le mercredi, une vente de 140 et maintenant de 180.

Le mercredi, la légère progression provient de la vente des permanents, en particulier Leclère, Remy, Delpierre, car G. Glineur et moi-même ne vendons pas régulièrement. Henri n'a pas encore participé à une de ces ventes et les deux permanents du S.U. n'y tiennent pas.

Cette chute provient du découragement qui s'est emparé de certaines sections au lendemain des élections et ont diminué de plusieurs centaines voir Chatelineau, Roux, Thy-le-Chateau, qui n'a pu combler la montée de certaines autres sections, telles que Farciennes, Pont-de-Loup, Couillet, Mont s/Marchienne, Pont-à-Celle, Marchienne, Fontaine l'Evêque, etc....

A la vente du 6 septembre, nous avions fixé comme objectif 2.000, avons atteint 1936.

La chute du quotidien provient du désintéressement total de nos militants vis-à-vis du D.R. quotidien, la Fédération avait essayé de surmonter ce courant, le C.F. avait pris l'engagement en juin de remonter de 5 D.R. chacun.

Seuls, Henri 5 et moi 3.

Nous devrions à l'avenir veiller à ce que les décisions ne restent pas lettre morte et dans le plan transmis aux sections, nous prévoyions 250 nouveaux D.R.-D. ainsi que 100 D.R. première étape jusque janvier 53.

Nous continuons le travail guidé par ce plan tout en préparant les listes électorales, l'accent est mis sur le fait que le principal, c'est le plan et non les élections, qu'il pourra nous donner un meilleur résultat électoral.

Ces grandes lignes sont la lutte contre le Plan Schuman, la C.E.D., les dépenses de réarmement et toutes les conséquences en mobilisant toutes les couches de la population de notre Pays Noir.

DECISIONS
=====

Emploi de Leemans.

D'accord unaniment pour retirer Leemans du Borinage et le proposer à Verviers comme S&P.F.

Pour résoudre cette question :

réunion du Borinage B.F. du Borinage mercredi avec Van Hoorick, réunion du C.F. du Borinage samedi avec Van Hoorick.

poser le problème cette semaine à la fédér. de Verviers en y envoyant quelqu'un.

2) D'accord pour réadmettre au Parti le cde ~~Estelber~~ Bottelbergs d'Anvers.

3) Accord unanime pour exclure G. Ganivet du P. avec proposition de publication au C.C.

REUNION DU B.P. - 24.10.53.

Présents: Lalmand, Terfve, Van Hoorick, Borremans, De Coninck,
G. Glineur, Vandenboom, Burnelle.

Absents: Herssens - malade.

Examen situation politique

Invités: Moulin, Van Moerkerke, Joye

Rapport développé par Borremans
(voir en annexe).

Van Hoorick D'accord avec conclusions du rapport.

Quelques faits: nos organisations ont fait un effort dans l'agitation, mais contre-coup dans le travail d'organisation - mauvais état financier des fédérations. Un nouveau plan de travail est proposé par le "Guide du Militant" dont nous avons des échos satisfaisants. Tenir compte que ces derniers temps il y a plus d'attention pour les petites actions. Plus d'actions revendicatives dans les mines notamment. A souligner la bonne action ^{unitaire} à Baesrode pour les sinistrés.

Mais il y a des actions revendicatives importantes qui nous échappent dans la campine Anversoise et Limbourgeoise ex. Rottem et Mol (entreprise américaine). Avoir notre attention attirée par ce fait et il faudrait peut-être réunir nos camarades d'Anvers et de Limbourg. Lutte contre le fascisme renaissant, nos camarades d'Anvers notamment y ont participé activement. Souligne aussi les meetings unitaires à Alost et Nieuwerkerken pour la nomination du bourgmestre. Parmi les chômeurs nous avons fait peu de chose, et pourtant un gros effort devrait être fait. La F.G.T.B. déploie une activité parmi eux surtout dans les régions textiles.

Contre la C.E.D.: le plan d'actions a été mis au point et ~~et~~ rediscuté encore et des pétitions sont en cours. Il y a des promesses pour les O.J. dans les cons. communales. Un résultat est acquis déjà dans pas mal d'entreprises et des dizaines d'endroits sont encore prévus pour les prochains jours. Nous sommes en lutte à des grosses difficultés dans la désignation des délégations aux parlementaires.

Le F.I. appelle pour les drapeaux au parlement. Un grand meeting est prévu par les patriotes.

Lutte contre les inciviques avec les autres patriotes
Procès Ballez-Doverchaine.

Vandenboom D'accord avec le rapport.

Congrès F.S.M.

- 1) réveil formidable dans les pays coloniaux et de l'Amérique latine, niveau très élevé des interventions des représentants de ces pays.
- 2) volonté d'unir les travailleurs.

Dans notre pays: mouvements revendicatifs le plus souvent dans les mines sous l'initiative du S.U. et même dans la métallurgie c'est sous l'initiative de nos camarades sans dans cette région neuve du limbourgeois. Tenir une réunion comme la propose Van Hoorick pour voir plus clair.

Pour les chômeurs, mieux utiliser les interpellations G. Glineur et Major et la réponse du Ministre. La manoeuvre qui se développe c'est discuter pendant que l'on exclut le plus possible de chômeurs puis alors trouver une solution pour sauver la face. Souligne le meilleur travail dans les syndicats à Bruxelles et montre comment ceci a permis d'avoir plusieurs délégués et de poser différentes questions au sein de la F.G.T.B.

Les positions des organisations patriotiques est le résultat du travail du Parti - il faudra le stimuler.

Moulin : En Belgique: évolution continue dans le sens déjà vu précédemment.

Dans les campagnes: les choses s'aggravent assez fort.

- 1. Crise viande bovine: prix extrêmement bas
vente à pertes,
importations d'Allemagne.
- 2. grand mécontentement: betteraves
manifestation 26 novembre
- 3. Mécontentement grandissant à propos charges sociale; augmentation 50 % A.F.
- 4. Evolution parmi gros exploitants: sur question économique
sur b.à.f.

Victoire principe taux fermage.

Il faudrait suggérer à l'U.B.D.P. d'organiser des référendums dans les localités: ex. Stavelot B.W. là où des adhésions récents.

Souligner évolution de l'industrie du : concentration
liquidation d'ouvriers
rationalisation
modernisation
autoinvestissement.

Terfve Dans les rapports que l'on présente il faudrait insister un peu plus sur les modifications, analyser plus les détails, car d'un point de vue tactique ça a une importance.

Lutte contre la C.E.D.; je fais des réserves sur les méthodes de travail. Ca réponse encore trop sur un commandement national.

On pourrait cependant arriver à un travail plus profond et de meilleure qualité.

À propos du procès de M.B. il m'apparaît que nous n'exploitons pas assez ce qui en résulte.

Un point sur lequel nous sommes très en faute: c'est de ne pas populariser le tournant dans la question nationale.

G. Glineur: La discussion de la C.E.D. va bientôt commencer et ira vite. Mais les actions démarrent lentement et avec trop peu d'ampleur. Or il y a une inquiétude dans la population mais elle ne s'exteriorise pas.

C'est à nous de l'aider en soutenant l'U.B.D.P..

C'est vrai aussi pour les milieux des org. patr.

Causes: les communistes qui peuvent ~~ne~~ être dans ces organisations n'y sont pas encore tous.

Il y a un courant au sujet du procès Ballez et pour la manifestation de l'Yser. Mais, nos camarades n'ont pas liés ces courants à la lutte contre la C.E.D.. La cause se trouve dans le fait qu'ils ont oublié de le poser. Il faut réagir.

Lalmand: Ce n'est pas un oubli c'est la crainte de porter un coup à l'unité, or, l'unité n'est pas un but en soi.

Burnelle: Mettre la question de la productivité à l'ordre du jour d'un prochain B.P. avec étude approfondie.

Unité: une amélioration est à constater notamment à

Liège: donne 3 exemples d'entrée en contact avec des socialistes représentants. Quelque chose. Il faudrait voir comment on va soutenir ces gens dans leur parti où ils vont être en lutte à leur dirigeants.

Notre campagne d'agitation remporte un grand succès mais la mobilisation du Parti contre la C.E.D. est dure. Peut être nos camarades partent-ils battu? Il faudrait lutter contre cette situation par exemple en continuant la lutte contre la C.E.D., montrer que l'on peut gagner du temps.

Attention au danger de ne pas faire une campagne différente de celle de l'U.B.D.P..

Borremans: Pas d'accord avec un de donné par Terfve.

L'on vise la correction des erreurs dans les Démocraties Populaires. Je souligne ~~avant~~ que le tournant dont j'ai parlé n'est pas nouveau et donc porte déjà des fruits.

Lalmand: Fixer davantage l'attention sur les éléments nouveaux dans nos rapports.

Nous devons voir un élément important de l'affaiblissement du camp de la guerre dans la lutte des peuples coloniaux (Guyane Anglaise). Contradictions internes du camp impérialiste, (échec dernière conférence de Londres) position anglaise d'en revenir à la négociation.

Situation difficile en France où l'on est pas loin d'un changement de politique.

Situation en Italie.

Cela entraîne forte d'influence américaine. Ne pas voir dans les incidents de Trieste et d'Israël des tentatives d'orienter les masses dans d'autres voies car nous sommes placés devant les risques de voir des guerres éclater entre pays capitalistes.

Renforcement camp de la paix. Ne pense pas qu'il y a un changement formidable.

La correction des erreurs en D.P. ont déjà porté leurs fruits sur le plan moral mais pas encore sur le plan économique et sociale.

Est-ce que les échanges Est-Ouest retiennent l'attention du Parti, des masses. Non, Peut être parce que nous avons eu des déboires par manque d'explications.

C.E.D.. Beaucoup disent c'est une mauvaise solution.

Ne pas ratifiée. La C.E.D. c'est rendre difficile l'OTAN ou des accords bi-latéraux.

Situation économique en Belgique se détériore lentement.

Ne pas faire durer les méthodes de référendum employées au début par l'U.B.D.P..

En Belgique grosse majorité contre C.E.D..

En nous en prenant à temps en fournissant un effort nous avons peut-être pu empêcher la vote de la C.E.D. Néanmoins nous ne pouvons pas encore dire qu'elle sera voter.

Mettre le recul de la discussion à profit. Effort maximum des résistants et des P.P.

Lutter pour la remise de la discussion sur la C.E.D. est juste mais risque de détourner l'attention de la lutte contre la ratification.

Mais l'initiative devrait venir des socialistes: des organ. patriotiques, etc..

La commission de la résistance devrait se réunir d'urgence.

Ne pas oublier la question du désarmement - réduction des dépenses militaires et réduction impôts - 12 mois -

question nationale - intensifier la lutte contre les arrêtés Vandendaele.

Une meilleure compréhension du travail syndicale et de l'importance des petites revendications peut faire avancer très vite la lutte unitaire.

Sur l'agit-prop. intensifier l'effort pour la dernière brochure.

Presse: situation très difficile. Le recul persiste;

Il y a une série de raisons: contenu, conditions objectives - 50 % des membres du Parti lisent le D.R..

Reédiger un communiqué sur les points essentiels.

J'ai eu une réunion avec nos camarades du secteur scientifique

Il s'avère qu'il faut un collectif pour accomplir le travail très important. A la tête de ce collectif devrait se trouver

Libois. Mais enlever Libois de la commission culturelle serait catastrophique.

Ou bien, mettre à sa place à la com. cultur. Meyer-Dachet Toutefois Meyer ne convient pas dans la période présente.

B.P. d'accord pour Libois resp. com. scientifique.

Terfve fera proposition pour responsable com. cultur.

Le 25.10.1953.

RAPPORT B.P. - SITUATION POLITIQUE.

1°/ But du rapport.

Je pense qu'il est bon d'orienter un rapport devant le B.P. du Parti : en partant de la situation existante lors du dernier B.P. où la situation fut discutée en voyant nos prévisions et nos mots d'ordre pour analyser :

- 1) les changements importants intervenus dans la période écoulée,
- 2) la justesse des positions prises par le Parti (la ligne qui découle de cette analyse, la ligne qui découle de cette analyse, des armements nouveaux, des tâches qui en découle pour le Parti.

L'analyse de la situation politique dans notre pays étant subordonnée, au but stratégique défini à l'échelle internationale c'est donc l'évolution de la situation à l'échelle internationale que j'examinerai en tout premier lieu.

Les camarades Glineur et Lalmand caractérisait la situation à l'échelle internationale comme suit au B.P. du 29 août :

1. Dans le domaine économique la crise générale du capitalisme amenant une situation allant en s'aggravant dans la plupart des pays capitalistes. Partant :

- stagnation ou régression des indices de productions et ce malgré la production de guerre ;
- la diminution du standing de vie des larges couches de la population.

Dans le camp de la paix par contre, les indices de production indiquait une marche en avant rapide et ininterrompue, accompagnée par une amélioration du standing de vie des masses, amélioration qui était élevée encore par les mesures prises en République Démocratique Allemande et tous les pays de Démocraties populaires.

Nous constatons également,

- que les Partisans de la Paix avaient réalisés des progrès importants et remporté de grands succès notamment par la fin de la guerre en Corée;
- que les peuples luttèrent de plus en plus contre les conséquences de la politique de guerre du gouvernement et pour l'indépendance nationale ;
- que la résistance des peuples coloniaux et dépendant augmentait ;
- que les contradictions entre pays capitalistes et notamment entre les Etats-Unis et l'Angleterre augmentait. Ces contradictions se manifestaient surtout dans le domaine des échanges Est-Ouest.

L'ensemble de ces faits nous faisait conclure à une augmentation de l'isolement de l'impérialisme américain des autres pays capitalistes, à l'inquiétude grandissante qu'inspirait la politique américaine, au désir de plus en plus grand de couches de plus en plus larges

de ne plus suivre la politique de plus en plus aventureuse des Etats-Unis pour se tourner vers la conciliation avec les pays de l'Est notamment par l'augmentation des échanges.

Le camarade Lamand marquait d'ailleurs que les Etats-Unis se rendent parfaitement compte de leur isolement. C'est pourquoi il attirait notre attention sur une campagne de discussion tendant à créer la confusion et rompre la pression du camp de la paix, d'essayer de rallier à nouveau leurs alliés.

Il nous rappelait aussi que cette situation si elle facilitait la marche en avant du camp de la paix, ne signifiait pas le danger de guerre s'écartait pour autant; Car l'isolement et la sensation très nette que le temps travaille contre eux augmentent le danger de voir les forces les plus réactionnaires recourir à l'aventure guerrière.

Quels sont les changements importants intervenus dans la situation internationale.

Voyons le camp capitaliste et de la guerre :

- A part quelques petits changements sans grande importance, l'économie des pays capitalistes a continué à marquer des signes de stagnation, voir de descente pour certains pays.

Nous assistons, pour échapper à la crise qui sévit de plus en plus et pour gagner les forces de paix, ~~à une~~ à une augmentation dans le rythme de la préparation à la guerre qui doit très fortement nous alerter.

Quelques chiffres puisés dans la presse nous démontre que loin d'avoir diminuée l'effort de préparation à la guerre a augmenté dans les derniers mois.

L'effort de guerre s'accélère dans tous les domaines,
- L'accord américain - espagnol, qui donnera à l'Amérique de nouvelles bases navales notamment à Car..... et à Cadix ainsi que de nombreuses bases aériennes qui en fait donneront aux Américains le rôle de première puissance militaire en Méditerranée.

Un article du "Soir" démontre justement toute la signification de cet accord. (voir le "Spor" du 1.10.53)

L'effort concernant les base aériennes et navales ne portent pas seulement sur l'Espagne.

C'est le soir encore qui avance que 120 aérodromes nouveaux fonctionneront pour la défense de l'Europe occidentale, pour fin 1953, soit le double de 19.. .

Effort accru aussi dans le domaine des armements, c'est la " Libre Belgique" elle-même qui parle d'une décision du Conseil de l'Atlantique Nord, de dépenses de 70 millions de nos francs par jour et ce pendant 2 ans pour la fabrication de munition.

Ces quelques chiffres démontrent que les fauteurs de guerre accélèrent leurs préparatifs. Et ~~maintenant~~ continue à préparer la guerre même si plus encore que dans le passé ils "parlent" de paix.

Le chantage atomique basé sur la supériorité des Etats-Unis d'Amérique dans ce domaine avait subi un coup sérieux par l'annonce faite par l'Union Soviétique qu'elle possédait la bombe H.

L'on a maintenant recours à la découverte de soi-disant nouvelle arme pour reprendre l'offensive dans ce domaine.

Et c'est la campagne sur les premiers canons atomiques en route vers l'Europe.

Le but est net, reconquérir les masses flottantes, les hésitants qui sont toujours du côté qu'elles ~~voient~~ voient plus fort.

Mais la préparation hâtive, les efforts faits pour essayer de continuer à faire croire à la supériorité atomique des Etats-Unis n'est pas l'essentiel du changement dans la politique américaine.

Déjà notre dernier rapport marquait les essais de l'impérialisme américain de rompre l'isolement où il se trouvait.

Pour aboutir à cela il était indispensable de jeter la confusion et de retourner une grosse partie de l'opinion publique qui se persuadait de plus en plus que c'était les Américains qui voulaient la guerre.

Nous avons vu dernièrement dans la leçon sur la stratégie et la tactique que nos efforts pour isoler l'impérialisme américain devaient avant tout porter pour amener les peuples à la conscience de plus en plus nette que les Américains sont responsables de la tension, que c'est eux qui veulent la guerre.

Nos adversaires se sont parfaitement rendu compte que là, était leur point faible.

La campagne menée par le camp de la paix sur la nécessité de négocier;

Les positions prises dans la diplomatie soviétique;

l'héroïque résistance du peuple coréens et les propositions rejetées de Paix;

avaient amené une grande partie de ceux qui croient à l'Amérique, à se détourner de la politique américaines.

Tous les efforts des impérialiste portent donc à changer l'état d'esprit.

Comment s'y prennent-ils ?

A.- Faire croire à l'impossibilité de l'entente et de négocier.

B.- Jeter la confusion au maximum sur les responsables de l'échec des négociations.

C'est ces buts je pense que nous devons savoir à l'esprit lorsque nous examinons les événements récents comme la provocation dans les camps de prisonniers en Corée., retrait des troupes anglaises de la zone A et la violation du traité avec l'Italie à Trieste, ce qui crée un nouveau foyer d'instabilité et un foyer de discussion en plus, les incidents graves de frontière entre Israël et la Transjordanie etc... etc.....

Certes le désir des Américains n'est pas toujours la cause de ces provocations, mais leur utilisation au maximum pour brouiller les cartes est évident.

En multipliant aussi les sujets de désaccords la méthode de division a plus de chance de réussir.

Deuxième manoeuvre. Faire en parole des propositions de négociations tout en rendant l'aboutissement impossible par des conditions préalables. Alors qu'il y a quelque mois encore, l'on déclarait toute négociation, toute possibilité de collaborer impossible ~~xx~~, aujourd'hui, l'ensemble des réactionnaires américains et leurs valets, parle la main sur le coeur de la négociation et des nécessités de s'entendre.

Il est clair que nous nous trouvons en face de manoeuvre de division qui a pour base la campagne des Partisans de la Paix et qui vise à s'emparer de ce mot d'ordre devenu populaire pour essayer de faire porter la responsabilité de l'échec de ce grand espoir sur l'Union soviétique et les partisans de la Paix.

Autres méthodes.

Se rendant compte de l'impopularité de la politique américaine, l'on s'est emparé de ce sentiment pour faire la politique américaine tout en faisant semblant de lui résister et l'on présente les efforts de guerre de l'Europe comme des efforts non seulement dirigés contre l'Union soviétique mais aussi comme nécessaire pour se libérer de la tutelle américaine, voir pour mieux lui résister.

C'est ainsi que l'on représente aujourd'hui la thèse des Etats-Unis d'Europe comme force d'équilibre et le réarmement de cette Europe comme seule capable de maintenir la Paix.

Le but de ces manoeuvres dont Spaak s'est fait une nouvelle fois le champion est clair : créer de nouvelles illusions - brouiller les cartes. - Faire en sorte que pour l'opinion publique les responsables de la politique de guerre soient moins visibles - aboutir par une habile propagande à faire passer l'Union Soviétique comme responsable de l'échec des négociations.

Les impérialistes ont réussi en partie dans leurs tentatives. Ils ont remporté quelques succès,

- A) en Allemagne - Bureau Pol. à analysé.
- B) en Espagne - ont réussi en partie à jeter le trouble et la confusion.

Il faut cependant voir qu'il ne s'agit là que de succès partiel et défensifs qui ne peuvent être que momentanés.

1°,
Car, /il comporte chacun à côté des résultats obtenus, un aspect négatif, celui d'augmenter les contradictions, entre certains.... et la politique en général, entre les pays capitalistes.

Exemple : Allemagne, augmente possibilité lutte dans autre pays.

Espagne, augmente contradiction -

Lutte pour soi-disant négociation apporte possibilité plus grande.

~~(voir l'Annuaire de la Paix et de la Démocratie Populaire 1953)~~
~~1953~~

C'est pourquoi malgré quelque succès apparents, le camp impérialiste et de la guerre se trouve sur la défensive et les quelques succès partiels ne sont rien à côté des succès réels du camp de la paix et des contradictions dans lesquelles le monde capitaliste se débat.

Et cela nous amène un renforcement du Camp de la Paix.

Il apparait clairement que dans les deux derniers mois, les mesures prises en Union Soviétique, déjà signalée (voir "Pour une paix durable...", n°254, 18 sept.53 - Renforcement production agricole et industrie légère)

Les efforts, inlassables de la diplomatie de l'Union soviétique et la campagne d'explication des partisans de la paix, chassent petit à petit le brouillard artificiel des fauteurs de guerre.

La correction des erreurs et l'orientation donnée aux pays de démocratie populaire à renforcé considérablement les pays de démocratie populaire et renforcé l'unité de la population laborieuse et de leur gouvernement.

Les rapports présentés par les dirigeants des partis Bulgares, Tchéques, Polonais, Allemands, Chinois et qu'il faudrait pouvoir analyser longuement sont autant de bilan de victoire où chiffres à l'appui, l'on démontre le développement impétueux de la production et l'amélioration constante du pouvoir d'achat des masses

Parmi cette consolidation des Républiques populaires, vient en tout premier lieu l'effort prodigieux et les résultats obtenus par la République populaire de Chine, résultats qui sont portés à notre connaissance par "Pour un paix durable " du 2 octobre

Le renforcement du camp de la paix se manifeste surtout par les difficultés grandissantes des Gouvernements des pays capitalistes d'appliquer sur le dos de leur peuple, la politique de guerre des Etats-Unis.

Les luttes contre les effets de la préparation à la guerre se sont menée et renforcée dans tous les pays. Grèves en France - Grèves en Italie - Manifestation paysanne en France - Grèves multiples des revendications - Conflits aux Etats-Unis - Grève d'essence en Angleterre.

Autant de mouvements qui affaiblissent les gouvernements capitalistes.

Dans les différents pays, le mécontentement contre les dépenses militaires s'accroît, et le courant que nous avons constaté dans le dernier rapport pour accélérer les relations économiques avec l'Est, c'est non seulement accentué, mais les gouvernements eux-mêmes ont dû faire une série de gestes concrets - accords commerciaux, etc...

A ces luttes de la classe ouvrière et des peuples des pays capitalistes vient s'ajouter le renforcement des luttes des pays coloniaux et dépendants et notamment en Guyane, au Viet Nam, au Maroc, en Tunisie, etc...

Ces luttes amènent une situation de plus en plus difficile pour le gouvernement capitaliste.

Point le plus culminant.

France - situation Indochine

Intolérable.

Autre point important lutte contre la préparation à la guerre contre politique de guerre ont renforcé dans les actions. L'unité d'action de la classe ouvrière.

Concrétisation aux Congrès Mondial de la F.S.M. - participation malgré les V.K. nombreux-représentant syndicat C.I.S.L.

Enfin certains actes que doivent commettre les impérialistes américains augmentent les contradictions entre les différents pays capitalistes.

Exemple : prise de position vis-à-vis du Maroc pour obtenir la concession de la France, ne se fut qu'en éloignant les pays arabes.

Accord avec l'Espagne - renforce nos possibilités notamment dans le Parti socialiste - permet de démolir le mythe de la défense de la démocratie. Renforce les contradictions entre U.S.A. et Angleterre pour la suprématie en Méditerranée.

Position vis-à-vis de Trieste permet un raffermissement momentané de De Gasperi, mais ouvre de larges possibilités pour renforcer le courant anti-américain en Yougoslavie.

Enfin, l'appui à l'Allemagne et le soutien de la politique belliciste d'Adenauer, a comme nous l'avons prévu, permis le renforcement -

Contradiction sur la politique vis-à-vis de l'Allemagne notamment en Angleterre, en France et dans notre pays, où l'opposition à la C.E.D., loin d'avoir diminué va en augmentant.

La situation internationale nous donc favorable, malgré quelques succès partiels du camp de la guerre. Les conditions objectives restent en notre faveur.

Le camp de la paix s'est renforcé, les luttes ouvrières et populaires vont et iront en augmentant dans les pays capitalistes. Les peuples coloniaux portent des coups très durs à l'impérialisme. Les contradictions s'aiguisent entre les capitalistes et iront ~~en~~ en ~~s'aiguisant~~ s'aiguisant de plus en plus ~~en~~, à condition que nous sachions jouer notre rôle, en faisant la clarté sur la campagne de confusion menée actuellement par les impérialistes,

l'isolement de l'impérialisme américain ne peut qu'augmenter.

✓ La récente position prise par le Pape sur les armes atomiques, etc., est un résultat de la campagne des partisans de la paix et aussi des perspectives nouvelles.

C'est pourquoi comme tâche essentielle, pour nos partis, découlant de la situation, s'impose :

- 1°) Prendre résolument la tête des luttes populaires pour la défense de l'indépendance nationale et la Paix.
- 2°) Pour la défense des revendications ouvrières (luttes revendicatives). Lutte contre dépenses de guerre exagérées). Luttés pour les libertés démocratiques.
- 3°) Mener une grande campagne d'explication, expliquant, expliquant sans cesse, les causes où sont les responsables de la préparation à la guerre. Combattant, éliminant les nouvelles illusions que l'on veut créer.

C'est partant de ces tâches essentielles que nous devons examiner la situation en Belgique et les tâches qui en découlent pour notre Parti.

Comment déterminent la situation en Belgique et le rapporteur et le camarade Lalmand, dans ses conclusions lors de notre dernière discussion,

Notre situation économique étant en stagnation ✓ avec recul très net dans des secteurs déterminés.

Recul aussi dans le secteur du commerce extérieur avec ses répercussions sur le plan de social se manifestant plus particulièrement chomeurs (arrêté Van den Daele) femme chomeuse.

La situation a peu évolué dans ce domaine. Il y a pas des chiffres publics depuis sauf des chiffres provisoires qui semble démontrer une légère remonte économique dans les derniers mois par rapport mais qui restent nettement inférieur au mois correspondant de 1952.

(voir chiffre)

Dans le domaine social, même tendance qu'il y a deux mois (aggravation arrêté Van den Daele)

En outre la publication du budget pour 1954 met en lumière la faillite de la politique économique du gouvernement et nous permet de montrer les conséquences de la politique de préparation à la guerre.

Diminution des recettes impôts Plus que probable de quelque 4 à 5 milliards

Augmentation croissante des dépenses.

	<u>Budget Initial.</u>	<u>Dépenses réelles.</u>
1950	62,3	69
1951	63,5	66,8
1952	70,4	75,8
1953	77,7 / Dépenses probables	80
1954	malgré diminution recette prévision nettement sous estimée 80 qui ne peuvent qu'aller en augmentant.	

Il est clair que le Gouvernement ne peut qu'en sortir que par augmentation d'impôts, ou par augmentation dette publique déjà fortement augmentée.

au 30 juin 250 milliards,
au 31 juillet 275 " ,

soit augmentation de 25 milliards en 3 ans, - augmentation de 3 milliards 200 millions à payer en plus par an pour intérêts de dettes supplémentaires et cela pour des dettes dont l'essentiel est dans dépenses improductives. (dépenses de guerre)

Nous devons largement tenir compte de cet aspect pour la fixation de nos tâches.

Voyons d'abord les tâches que nous avons fixé à notre dernier B.P., et comment nous les avons

Le camarade Lalmand fixait comme ceci nos tâches dans ses conclusions,

- Dans le domaine de la lutte pour la Paix - axer le poids de nos efforts contre la C.E.D.

En attachant plus d'importance à la lutte pour l'indépendance nationale.

A unir nos efforts dans la lutte contre crédits militaires.

Mener une campagne d'explication contre les théories de l'adversaire en vue de faciliter l'isolement de l'indépendance américaine.

~~En attachant plus d'importance à la lutte pour l'indépendance nationale.~~

Dans le domaine social augmenter les luttes revendicatives, mener campagne contre les arrêtés Van den Daele, intensifier la politique unitaire en mettant à profit l'expérience française.

Continuer à mener notre propagande sur le mot d'ordre :
il faut que cela change - cela peut changer!

Intensifier et améliorer en qualité, la diffusion de nos deux brochures.

Comment le Parti a-t-il rempli ces tâches ?

Une première question se pose.
Les prises de position de la direction du Parti. L'orientation de la presse centrale a-t-elle été juste ?

Je pense pour ma part que dans l'ensemble, on peut répondre oui à la question. Le Comité Central du Parti sur la question nationale a contribué largement à mieux lier la lutte pour l'indépendance nationale à la lutte pour la Paix.

La clarifi-cation de cette importante question nous aidera puissamment à l'avenir.

Je voudrais cependant apporter quelques remarques sur la façon dont nous menons la campagne d'éclaircissement sur les thèses fausses présentées par l'adversaire. Je pense que notre travail reste insuffisant dans ce domaine. Je pense même que nous avons une tendance à tomber dans le panneau de l'adversaire.

J'ai dit dans le Rapport que les impérialistes américains multipliaient les points de désaccords dans le monde, dans le but de jeter la confusion. Un jour, Trieste, le lendemain, Israël, etc.

Je pense que nous voulons trop le suivre sur son propre terrain en nous expliquant également sur l'ensemble des problèmes, c'est-à-dire en attachant la même importance au phénomène au lieu de choisir pour mener l'explication, les problèmes qui posent le plus de contradiction entre les aspirations de notre population et les actes des ~~Américains~~ Américains.

Pour ma part, j'en vois deux essentiels pour des raisons différentes: l'armée européenne, l'accord avec l'Espagne de Franco.

Je crois que nous avons bien dénoncé le premier; pas assez le second qui pourtant pouvait nous rapporter des travailleurs socialistes.

Je pose maintenant une seconde question. Comment avons-nous réalisé les tâches que nous nous étions fixées.

Il serait faux de dire que nous n'avons pas obtenu de résultats.

Les deux derniers mois ont vu se dérouler une série de mouvements importants dans le domaine revendicatif, notamment dans les mines et moins en métallurgie.

La grève de R..... par exemple, a montré à ce sujet les larges responsabilités d'unité existantes à l'heure actuelle.

De nombreuses prises de position ont été prises dans le domaine de la Sécurité sociale. Dans ce domaine cependant, l'on se limite trop à l'appel aux organisations syndicales de passer à l'action.

Dans le domaine de la propagande et du travail fait avec à

les deux brochures.

Tout en étant pas sans faiblesses, des résultats appréciables furent atteints (600 meetings) meilleure pénétration de nos mots d'ordre (nombre de brochures jamais atteint).

C'est dans le domaine de la lutte contre la C.E.D. cependant que l'évolution fut la plus forte dans les derniers mois.

Prise de position d'organisations patriotiques de plus en plus marquée, Anciens Combattants, Croix de feu, Prisonniers de guerre.

Hésitation dans tous les Partis.

Résultats des référendums organisés.

Article de Spaak

(voir peuple du 21 oct. 53)

Retard apporté dans la discussion.

Cela démontre que la majorité de notre population est pour le moins hésitante et que dès que l'on peut lui expliquer les aspects néfastes de la C.E.D., elle prend résolument position contre.

Il y a donc nettement un mouvement spontané en nette progression contre la C.E.D. et contre différents aspects de la politique de guerre du gouvernement.

Et pourtant nous ne parvenons assez à faire se transformer une action/que dans des cas beaucoup trop peu nombreux.
en courant

Cela nous ramène à toucher du doigt la faiblesse qui reste essentielle pour notre parti. L'incapacité pour la majorité de nos organisations de bases, les cellules, de transformer un courant favorable en action au travers des organisations de masses.

Là reste la tâche essentielle pour notre Parti, améliorer la qualité politique du travail de nos cellules d'entreprises et de quartier. C'est pourquoi nous ne saurions accorder trop d'importance au moyen à mettre en oeuvre pour y parvenir.

Toute cellule nouvelle ayant une vie politique, est un succès et mieux un succès durable pour le Parti.

C'est pourquoi à mon sens, l'effort essentiel de nos organismes de direction à l'échelon fédéral et de section doit être orienté dans ce sens. Toutes les méthodes de travail, les liaisons doivent être guidées par ce seul motif, améliorer le contenu politique du travail des cellules.

En ce qui concerne l'orientation à donner, à nos tâches de demain, je crois qu'il y a pas de changement à apporter à l'orientation donnée à notre dernier B.P. et que j'ai rappelé.

Je pense que nous devons mettre le poids essentiel dans les semaines qui vont suivre sur l'armée européenne.

A. Le maximum de cet au travers :

- de l'U.B.D.P., avec mobilisation de l'ensemble du Parti, pour l'action et création comité Paix dans l'action.
- des Organisations patriotiques.
- Eclairer l'action, l'aider par un maximum de propagande.

B. Apporter plus de poids aux problèmes des dépenses militaires et de la fiscalité.

Dans notre travail pour que cela change et dans nos diffusion de nos brochures, augmenter sans cesse notre propagande pour répondre à la campagne de confusion, créée par l'adversaire - utilisation des différentes organisations de masse U.B.D.P., A.B.S.

Il s'agit bien entendu des choses essentielles sur lesquelles nous devons mettre le poids plus particulièrement dans le cadre des tâches d'ensemble fixées par le dernier B.P. et qui restent valables.

A ces tâches politiques correspondent des tâches pour le développement de notre presse.

Pour développer le Parti et les Organisations de masse, je pense pouvoir dans ce sens me rallier entièrement au plan de travail proposé par le guide du militant qui m'apparaît dans les grandes lignes, la meilleure chose que nous ayons faite jusqu'ici.

BUREAU POLITIQUE DU 24/10/53

REUNION DU 24 OCTOBRE 1953

DECISIONS.

REUNION DU 24 OCTOBRE 1953

1) Au prochain B.P. Vanheem fera des propositions pour le développement d'un rapport sur la productivité.

2) Suite à la discussion sur la situation politique rédiger un communiqué ~~à la~~ pour le DR.

3) Libois est désigné comme responsable de la commission scientifique et Tarve fera des propositions au B.P. pour le remplacement de Libois comme resp. de la commission Culturelle.

November 53

BPB_1953_03

PB
13

B.P. 2.11.53

Présents: Lalmand, Terfve, Van Hoorick, Borremans, Herssens,
Deconinck, G. Glineur, Vanden Boom, Burnelle.

Rapport sur le travail syndical

par le cde G. Van den Boom (voir en annexe)

Des questions sont posées par Herssens, G. Glineur, Lalmand,
auxquelles répond Van den Boom.

Van Hoorick: La même situation dans les fluctuations syndicales se
réfère dans les effectifs syndiqués du parti.
Le nombre de cell. d'entrepr. est en légère diminution avec
amélioration du travail là où nous existons.
Il est juste de dire que là où le S.U. existe il est plus
facile de mener des luttes économiques et de réaliser l'unité
à la base. N'en tirera pas la conclusion absolue de réformer
le S.U. mais en tenir compte afin de rechercher des contacts
entre A.O.U et S.U. et disc. et provoquer une confér.
Attacher grosse importance au S.U.M. mais dans les condit.
organiques actuels ne saurait progresser beaucoup.
Il faudrait prendre les mesures nécessaires même avec effort
financière.
Obtenir les statistiques de nos militants syndicaux.
Léger progrès dans le nombre de cel. dans charbonnages.
Marque son accord avec propos. de Van den Boom.

Burnelle: Appuie l'appréciation de V.d.B. sur la mauvaise
tactique syndicale de certains camarades. Dénoncer les chefs
syndicaux en défendant les travailleurs or, beaucoup de nos cdes
agissent seulement négativement. Il faut continuer la campagne
d'éclaircissement.
Ne suit pas V.d.B. lorsqu'il établit une relation entre "peu de
syndiqués" et "beaucoup de grèves", c'est une question d'éléments
contraignants que l'on peut disposer dans les entrepr. qui doit surtout
compter.
Toutefois ne pas voir le développement de la lutte uniquement en
fonction du nombre de délégués.
Continuer l'action au sein de la F.G.T.B..
La confusion entre syndicat et Parti existe encore.
Rechercher des délégués syndicaux qui ne font rien.
Revoir la liaison entre délégués syndicaux et les cel. faibles
politiquement.
La proposition V.d.B. sur les synd. autonomes est-elle bonne ?
Les S.U. ne devraient-ils pas créer des contacts avec d'autres
syndiqués honnêtes ?
Les perspectives du rapport ne sont pas assez claires.
Le B.P. devrait faire le point de certaines batailles dans les entre-
prises.

G. Glineur: "il y a plus de grèves là où il y a peu de syndiqués".
 a dit V.d.B., n'en tirent pas la conclusion qu'il ne faut plus de syndicats. Dans certaines usines métal. il y a eu des actions qui ont épuisés une série de formes d'actions et ont aboutit à des compromis. Certes, il faut dire qu'il y a freiniga de la part des dirigeants synd.
 Progres dans les S.U. mais progres de l'idée unitaire aussi dans autres syndicats.
 Souligne le tassement dans l'activité des communistes dans syndicats car découragés qu'ils ne savent en refaire un syndic. de lutte de classe (F.G.T.B.)
 Le renouvellement des délégués synd. est important pour nous afin de développer l'activité de nos cdes dans les synd. vers les respect de la dém. syndic..

Deconinck: Absence du trav. du Parti est la cause du manque des luttés dans les entreprises.

Borremans: "L'exist. du S.U. facilite les actions" dit V.d.B. ce qui détermine les conflicts ce sont les conditions économiques des différents secteurs. (voir statist. des conflicts en 52).
 "La où moins de syndiqués il y a plus d'actions" donc les chefs droitiers entravent le travail.
 "L'unité à la base est renforcé par l'existence du S.U."
 Alors quelle conclusions devons-nous tirer ? Qu'il faut construire de nouveaux S.U..
 Le travail d'unité d'action existe aussi la où il n'y a pas de S.U. ex. Chamébel de Vilvorde.
 Si nous ne savons pas montrer par des ex. à la classe ouvrière qu'il est possible de régénérer la F.G.T.B. alors le chemin de l'unité passera peut-être par la reconstitution de nouveaux S.U..
 Van den Boom aurait dû analyser les progrès du trav. syndic. dans le Brabant car pense que c'est la voie dans laquelle il faut se maintenir.

Herssens: Pas de succès rapides avant un certains temps.
 Pourtant qq. ex. positifs existent mais il faut les populariser et les expliquer dans la parti et non rester sur des positions de principes.
 Ne rien changer de notre position fondamentale mais trouver les moyens de faire comprendre à nos cdes comment ils doivent agir, ex. Cem. de Lux., Pégard à Andenne Cockerill à Athus..
 Convaincre ~~aux B.F.~~ nos B.F. et nos cdes dans les entreprises de la nécessité d'être et de militer dans le mouvement synd.
 D'accord pour réunir les militants syndicaux mais continuer de construire les cellules d'entreprises.

Lalmand: V.d.B. constate: beaucoup d'actions dans les mines avec S.U. comme élément moteur. Mais s'il y a eu plus d'actions c'est en raison des conditions économ. et sociales dans ce secteur. Van den Boom dit: là où il y a un S.U. l'action unitaire est facilitée. Il aurait dû analyser mieux.
 Existence du S.U. comporte, dans ce domaine des avantages et des désavantages. En analysant mieux, il aurait conclu que le S.U. n'exploite pas toutes ces possibilités pour l'unité.

"Là où le Parti est faible il y a plus de syndiqués." Ca aussi n'a pas été analysé convenablement et doit aussi conduire à de fausses conclusions.

Il s'agit de nombreux petits syndicats en Wallonie qui sont réjoints par des éléments combattifs. Cela doit retenir notre attention.

Van den Boom dit: ces syndicats auton. se rapprochent de nous mais nous les écartons en les attaquant. Bon, ou bien notre ligne est fautive, ou bien, elle est juste en nous le défendons mal.

Le rapport de Van den Boom doit conduire à dire que notre position est fautive et sa conclusion de statu-quo est inattendue. Pour arriver à des conclusions valables sur notre position il n'aurait pas fallu une telle analyse. Parce que mise en évidence des aspects négatifs.

L'accent est mis sur les socialistes de droite mais rien sur les aspects positifs. Il manque une analyse approfondie sur le travail du Parti dans les syndicats et les entreprises pour rechercher les carences, les faiblesses mais aussi les succès afin de voir clair sur notre ligne.

Citer quelques ex. positifs.

Il aurait fallu aussi rechercher les conditions dans lesquelles se déroule la lutte pour la démocratie syndicale. Les élections de délégués comment vont-elles se dérouler? on en parle pas.

La distinction à faire entre le revendicatif et la politique où existe toujours la confusion.

Les rapports entre la cellule du Parti à l'entreprise et les délégués synd. notamment les délégués communistes ne sont pas clairement compris.

Conclusion: maintien de notre position antérieure, mais en précisant la perspective par une analyse approfondie des explications sur nos échecs et nos succès.

A.O.U. reste confu. Ne pas confondre avec Parti et S.U..

Problème qui lui est tout particulière: l'unité ouvrière.

L'A.O.U. telle qu'elle fonctionne améliore-t-elle le travail du Parti dans le domaine unitaire? Il faudrait examiner cela de très près.

Pour répondre à Burnelle, nous devrions profiter des analyses de la situation polit. pour analyser de grandes actions.

Lettre de Dejae signalant la proposition de Baiwir de suggérer une consultation populaire sur la C.E.D..

Pour diverses raisons le B.P. estime que l'on ne peut proposer une consult. populaire mais l'on peut déposer une motion d'ajournement pour discuter C.E.D. après les élections.

faire paraître un article dans le D.R. sur

"nous soutenons l'ajournement parce que nous sommes contre C.E.D. "

Convoquer le C.C. pour 28/29 nov.

Meetings/ jeudi: présidence Van den Boom.

déplacement de Leemans à Verviers

Van Hoorick B.P. opposition unanime
C.F. " "

pas de changement provisoire au Borinage qui serait revue après les élections.

Mais un ~~M~~.S.O. pour Liège: Timmermans ?

Van Hoorick est d'accord pour renvoyer Timmermans à Liège, c'est le seul de l'endroit, puis il est handicapé dans sa santé pour assurer son travail actuel. Le remplacer ici par H. Glineur.

- a) Timmermans S.O.F. à Liège.
- b) H. Glineur remplaçant Timmermans
- c) Van Aerschot secr. C.C.P.

B.P. d'accord.

Un rédact. en trop au D.R..
Terfve propose d'enlever Bonnet.

B.P. d'accord.

Cas Moerman

exclusion des rangs du Parti avec publication.
demission des bourgn.

B.P. d'accord.

RAPPORT LA LUTTE SYNDICALE= LA SITUATION DANS LES SYNDICATS

====+

ET NOS TACHES.

====+

Camarades,

Je ne reprendrai pas l'analyse complète de la situation, le B.P. en a discuté la semaine passé. Je me limiterai au rappel de quelques faits afin de mieux souligner toute l'importance de l'objet de cette discussion.

Aggravation de la situation économique du pays:

L'on sait que l'activité industrielle, dans notre pays, continue à fléchir. D'après le "Livre Blanc", édité par le ministère des affaires économiques, la production industrielle pour l'année 1952 est de 7,5% inférieure à celle de 1951. L'index de l'activité industrielle pour 1953, si l'on s'en réfère aux index mensuels publiés, sera lui aussi sensiblement inférieur à celui de 1951.

Toutefois, un changement relativement peu important semble s'être produit dans l'activité industrielle et, par conséquent, dans la signification de ces index. L'"AGFI" écrit:

"Le volume de la production augmente dans les industries de bien de consommation, pendant que les producteurs sont capables de relever quelque peu leurs prix, de façon à retrouver l'équilibre financier. D'autres secteurs moins importants sont également en meilleure situation....

"Les industries lourdes par contre, qui ont été plus longtemps alimentées par la demande de biens de production consécutive à l'affaire de Corée, connaissent actuellement un certain fléchissement. C'est le cas pour le charbon et pour l'acier".

Citons, à titre d'exemple, le fait que la production charbonnière de la Belgique a été 144.000 tonnes inférieure, pour les 7 premiers mois de 1953, à celle de 7 premiers mois de 1952. Cette réduction de la production charbonnière n'a pas empêché une augmentation constante des stocks de charbon sur les carreaux des mines belges. Ces stocks s'élèvent actuellement à environ 3.500.000 tonnes, soit un peu moins de 4 mois de production normale.

En général, l'on commence à s'inquiéter sérieusement dans les milieux industriels, des conséquences de l'intégration

2)

de la Belgique dans la "communauté européenne du charbon-acier". La presse souligne que les stocks de charbon, dans les six pays du plan Schuman, s'élève actuellement à 10.747.000 tonnes à la fin de juillet 1953 et que 80% de ceux-ci se répartissent sur la France et la Belgique. Ces stocks dans les différents pays, comparativement à leur production, est de 0,9% pour l'Allemagne, de 9,84% pour la Belgique, de 10,25% pour la France et de 4,05% pour la Sarre.

Des investissements relativement importants ont été effectués, au cours de ces dernières années, dans les industries principales. Abstraction faite des investissements des pouvoirs publics, qui se rapportent presque exclusivement à des buts militaires, les investissements sont en hausse dans les industries principales: charbonnages, sidérurgie, métallurgie, textile/Dans transports/ l'industrie charbonnière surtout les investissements s'effectuent pour accomplir le plan de rééquipement de ceux-ci.

Ces investissements s'élèvent à 59.476.000.000 fr. pour 1951, à 65.896.000.000 fr. pour 1952, dont 15.559.000.000 fr. dans l'industrie et 20.9000000.000 fr. dans les transports et communications pour l'année 1952.

Ces investissements ont entraîné une certaine modernisation de l'outillage permettant une augmentation de la production tout en réduisant la main-d'oeuvre utilisée. Mais l'effort principal du patronat, pour réduire ses prix de revient et pour augmenter la production, a été orienté vers la rationalisation et la sur-exploitation des travailleurs. C'est surtout par ces moyens que le patronat a augmenté la productivité, au détriment de la vie (augmentation sensible des accidents mortels et autres de travail) et de la santé, du standard de vie des travailleurs.

Le chômage n'a cessé de s'étendre. Si le chômage n'atteignait, à son début, que les industries de produits de consommation, il frappe actuellement -- tous les jours un peu plus -- l'industrie lourde, la sidérurgie et la construction mécanique, voire même les charbonnages.

Les statistiques gouvernementales ne reflètent pas de façon exacte le nombre de chômeurs qu'il y a dans le pays. Les très nombreuses exclusions du bénéfice de l'assurance chômage de milliers, de dizaines de milliers de chômeurs et de chômeuses, veulent qu'il faut apprécier avec prudence ces statistiques qui ne donnent que les chômeurs émargeant à l'assurance chômage.

Néanmoins, le nombre des chômeurs et chômeuses marque une

3)

une hausse sur les deux années précédentes, même dans les statistiques gouvernementaux. Personne ne s'en cache, la période d'hiver fera sensiblement augmenter le nombre des chômeurs, nombre qui dépassera sensiblement celui des années précédentes.

Attaques patronales et gouvernementales sur tous les fronts:

Embourbés dans la politique "atlantique" de l'impérialisme américain, ayant sacrifié l'indépendance et la souveraineté du pays, le patronat et le gouvernement s'avèrent incapables de redresser la situation économique du pays. Au contraire, leur soumission à la politique américaine les conduit à une dégradation toujours plus importante de notre situation économique et politique.

Incapables de redresser la situation économique du pays, de prendre une série de mesures d'intérêt belge, le patronat et le gouvernement ont passé à l'attaque, sur tous les fronts, des conditions/des masses travailleuses du pays. Ils espèrent pouvoir maintenir et augmenter les bénéfices capitalistes, tout en continuant leur politique de préparation à la guerre, en abaissant le niveau de vie des travailleurs.

L'attaque principale de la bourgeoisie a porté, ces derniers temps, sur la sécurité sociale, plus particulièrement sur l'assurance maladie-invalidité et l'assurance chômage.

Tout en augmentant la cotisation ouvrière pour la sécurité sociale, le gouvernement s'est permis, par arrêté-royal, de réduire les taux des interventions de l'assurance maladie-invalidité dans les différents domaines couverts par elle. Il en est de même pour l'assurance chômage, où des dizaines de milliers de chômeurs et chômeuses ont été exclus du bénéfice des indemnités de cette assurance. Les mesures concrètes dans ce domaine sont connues.

Sans que le patronat n'ait osé s'attaquer directement aux taux des salaires, il a réussi -- de façon massive -- à réduire la valeur d'achat des salaires:

a) les salaires sont généralement, par convention entre les syndicats et les patrons, liés à l'index des prix de détail et subissent ses fluctuations. L'index des prix de détail, chacun le reconnaît, ne reflète pas correctement les fluctuations du coût de la vie, étant donné que de nombreux facteurs jouant un rôle important dans le standard de vie (transports, loyers, etc.) ne sont pas repris dans cet index. Ainsi, l'augmentation du coût

4)

de la vie -- non reflété dans l'index des prix de détail -- a permis au patronat ~~à~~ de réduire la valeur d'achat des salaires.

b) les minima conventionnels des salaires sont de moins en moins respectés par les patrons. Dans les charbonnages, il est courant, surtout pour les ouvriers travaillant "à marché", de leur payer un salaire journalier très sensiblement en-dessous des minima prévus par la convention. Il en est de même surtout dans les industries où règne un chômage intense. D'autre part, dans l'industrie textile et autres l'on pratique le renvoi des jeunes ouvriers et ouvrières une fois qu'ils atteignent l'âge où le salaire minima de l'adulte doit leur être payé, pour les remplacer par des plus jeunes auxquels il est payé un salaire de famine.

c) le travail à primes -- surtout à la production -- de tout genre est de plus en plus pratiqué. Ce système de rémunération ne permet pas seulement de pousser à la productivité, de diviser les ouvriers et d'affaiblir ainsi leurs luttes, mais aussi de réduire leur niveau de vie. La pratique patronale veut que les primes sont systématiquement réduites à fur et à mesure que la production augmente.

La journée de travail de huit heures est systématiquement violée. Il est de plus en plus courant que les patrons répondent aux ouvriers qui se plaignent de l'insuffisance de leurs salaires: "faites des heures supplémentaires et vous en sortirez mieux".

Les conditions générales de travail subissent des aggravations continues:

a) la rationalisation a conduit à l'augmentation de la productivité, tout en diminuant la main-d'oeuvre utilisée. Par exemple, dans l'industrie textile l'accouplement de métiers a permis de réduire le nombre d'ouvriers tout en augmentant la production. Il en est de même du travail en équipes incomplètes dans les ports, etc.

b) le patronat a multiplié ses tentatives d'accélération des cadences du travail. Le chronométrage a fait son apparition dans de nombreuses entreprises, particulièrement dans les industries du textile et de la métallurgie.

c) l'insécurité au travail est devenue courante et le nombre d'accidents mortels et autres se multiplie dangereusement, particulièrement dans les mines, la métallurgie et les ports (les chiffres sont connus). D'autre part, les maladies professionnelles prennent une extension toujours plus grande en liaison avec l'absence de mesures d'hygiène et de protection.

5)

En même temps que le patronat et le gouvernement développent leurs attaques contre le niveau d'existence des travailleurs et contre leurs conditions de travail, ils donnent d'une part un certain développement au paternalisme et, d'autre part, ils passent à des mesures répressives contre les droits syndicaux et contre le droit de grève.

Dans les grandes entreprises, telles que Cockerill à Seraing, Ougrée-Marihaye, A.C.E.C. (Charleroi, Ruysbroeck et Herstal), etc., le patronat organise une série "d'oeuvres" paternalistes appelés à tromper les travailleurs sur le caractère^{de classe} du patronat, à les inciter à la collaboration de classe, à les river à l'usine, à les diviser en leur accordant certains avantages plus fictives que réelles. Ces "oeuvres" ~~différentes~~ accordent des "avantages" très différents.

Mais, en même temps, le patronat recourt à des mesures répressives. La presse capitaliste conteste, de plus en plus souvent, le droit de grève. Des mesures répressives sont prises contre les travailleurs des services publics pour faits de grève. Des travailleurs sont renvoyés -- même des délégués syndicaux -- pour délit d'opinion (Sabena) et pour faits de grève (Kessales, Héribus, Sacré-Français, etc.).

Ainsi, en liaison très étroite avec l'aggravation de la situation économique du pays, la bourgeoisie s'efforce à faire peser tout le poids de la crise sur le dos des travailleurs et prend les mesures pratiques, répressives et autres, pour leur faire porter cette charge.

La lutte ouvrière se développe:

Cette situation a provoqué un profond mécontentement dans la classe ouvrière, parmi les travailleurs en général. L'atmosphère dans les entreprises est très tendue. Dans "De Volksgazet", sous la signature de "syndikalist" qui n'est autre que Thys secrétaire de la Centrale des Métallurgistes, il était écrit: "il y a de l'électricité dans l'air dans les entreprises".

Ce profond mécontentement s'est exprimé et continue à s'exprimer par une série de petites actions et de grèves pour les raisons les plus diverses. Ces petites actions et grèves se produisent surtout en Wallonie et dans les régions industrielles neuves (Campine anversoise et Limbourg), dans les industries minières, métallurgiques et chimiques.

6)

A part dans les industries extractives (mines de charbon et carrières) -- ou nos camarades des S.U. des Mineurs et de la Pierre en prennent souvent l'initiative -- ces actions et grèves ont, dans la plupart des cas, un caractère spontané de résistance des travailleurs aux attaques patronales et gouvernementales.

Lors des rebellions des soldats contre le service militaire de 21 mois, tout comme lors de la publication des arrêtés-royaux contre l'assurance maladie-invalidité, un puissant courant de lutte s'est affirmé dans le pays. Au mois de mai dernier, la classe ouvrière de notre pays était prête à la lutte pour le retrait des arrêtés Van den Daele contre l'assurance maladie-invalidité et les accords conclus entre les dirigeants de la F.G.T.B. et le gouvernement (les 250 millions pour sauver les mutualités socialistes) ont profondément désillusionnés et mécontents les travailleurs.

Aussi, le nombre de grèves, qualifiées de "sauvages" par les dirigeants syndicaux, se multiplient. Mais la puissance du courant de lutte est telle, que les dirigeants syndicaux ~~ne~~ reconnaissent généralement et rapidement ces "grèves sauvages" et paient les indemnités de grève, estimant aussi qu'il leur est plus facile de les briser de l'intérieur que de l'extérieur. La plupart des grèves des derniers temps ont éclaté sans et contre les dirigeants syndicaux, mais ont été "reprises en charge" ~~par eux~~ et brisées par eux.

Les grèves dans les régions industriellement neuves sont caractérisées surtout par ~~leur~~ leur durée, par l'acharnement que mettent les travailleurs à réaliser leurs revendications, par l'attitude particulièrement combative des grévistes.

La grande majorité des actions et grèves des derniers temps ont permis aux travailleurs de réaliser au moins une partie de leurs revendications. Connaissant bien le mécontentement et la combativité des travailleurs, le patronat préféra reculer pour éviter pire pour lui.

C'est généralement la puissance de l'unité d'action à la base, réalisé par les travailleurs, qui a été déterminant pour assurer les succès des revendications ouvrières, ainsi que l'appui réel des syndicats à la lutte. L'on ne peut mieux illustrer cette vérité qu'en prenant l'exemple suivant: dans trois charbonnages des travailleurs ont été renvoyés sans aucune justification valable (la raison réelle était la position prise par ces travailleurs dans les luttes à leur charbonnage); aux Kessales, les

7)

travailleurs étaient divisés par suite des manoeuvres des dirigeants de la Centrale Indépendante (F.G.T.B.) des Mineurs et la grève a été perdue, malgré l'héroïsme avec lequel a lutté une partie du personnel; à l'Héribus, les travailleurs étaient unis, soutenus par une solide section du S.U. pendant que les dirigeants de la C.I. s'abstenaient, et les grévistes ont arraché une victoire partielle les mineurs renvoyés étant réembauchés dans un charbonnage de leur choix de la même société; au Sacré-Français, ou trois sur les quatre délégués syndicaux appartiennent au S.U., il a suffi de l'intervention de la délégation syndicale, appuyée par l'ensemble du personnel, pour faire retirer les préavis.

Il est d'ailleurs apparu nettement, au cours des récentes luttes, que l'unité d'action à la base a fait un pas sérieux en avant. Il est certain que dans les mines et dans les carrières nos camarades des Syndicats Uniques ont fait, non sans succès, des efforts pour réaliser l'unité d'action à la base.

Mais le développement de la lutte ouvrière et de l'unité d'action à la base ont été ralentis par suite de l'attitude des dirigeants de la F.G.T.B. et de la C.S.C.

Les manoeuvres de division ouvrière dans les entreprises par les patrons (système des primes, favoritisme, etc.) appuyées par les dirigeants syndicaux et le sabotage de la lutte par ces derniers, ont créé chez les travailleurs un sentiment qu'ils expriment ainsi: "il n'y a plus de solidarité, d'entente entre les ouvriers". L'attitude de la bureaucratie syndicale qui tend à éloigner les travailleurs de l'activité syndicale, veut que les ouvriers ne sentent plus "le coude à coude", se sentent divisés et déclarent trop souvent que "chacun doit tirer son plan" dans la vie.

Les travailleurs, dans de nombreux cas, se méfient et craignent les interventions des dirigeants syndicaux dans leurs actions. Ils craignent qu'ils feront échouer leurs actions, mais aussi qu'ils dénoncent les plus combattifs d'entre eux au patron. L'attitude des dirigeants de la C.I. des Mineurs, au sujet du renvoi d'un ouvrier pour faits de grève, au charbonnage des Kessales a été particulièrement significative.

Il est caractéristique que les luttes et les grèves sont les plus nombreuses là où le nombre des syndiqués est le plus bas, dans les charbonnages et dans les régions industrielles neuves. L'une des ~~principales~~ raisons de cet état de faits est que les dirigeants syndicaux réactionnaires y exercent une influence moindre qu'ailleurs.

Les dirigeants de la F.G.T.B. et de la C.S.C. ne peuvent d'ailleurs plus se cacher cette situation. Le secrétaire général de la C.S.C. déclara récemment, au congrès national de cette organisation, ce qui suit:

"Le syndicalisme est à base de dévouement et de générosité, aussi bien chez les membres que chez les militants. Ces qualités sont certainement en régression. Il ne nous étonnerait nullement que leur absence soit la cause essentielle de la baisse de l'esprit syndical dans certaines grandes régions industrielles dont les effectifs syndicaux ne sont vraiment plus représentatifs".

Nous reviendrons sur le problème des effectifs syndicaux plus loin dans ce rapport.

Il ne fait pas de doute que l'attitude des dirigeants syndicaux réactionnaires déforce la lutte ouvrière et la ralentit, ~~ce qui~~ fait naître des courants dangereux parmi les travailleurs.

La politique anti-ouvrière des dirigeants de la F.G.T.B. et de la C.S.C. :

Nous ne croyons pas qu'il est nécessaire de reprendre ici tout ce qui a été dit, à ce sujet, à la Conférence Nationale.

Tout ce qui a été dit à la Conférence Nationale sur la politique anti-ouvrière des dirigeants de la F.G.T.B. et de la C.S.C. est resté vrai. Au cours de l'année qui nous sépare de la Conférence Nationale leur attitude anti-ouvrière s'est encore renforcée.

Ils sont les défenseurs les plus acharnés de la "communauté européenne" des impérialistes américains, tout comme ils sont les partisans de la C.E.C.A. Au service de l'impérialisme américain, subsidiés par celui-ci, ils s'affirment comme les anti-soviétiques et les anti-communistes les plus rabiques. C'est Major qui était chargé, au congrès de la C.I.S.L., de présenter les plans de guerre des impérialistes américains contre l'Union Soviétique et les pays de démocratie populaire en le baptisant de "défense de la paix". C'est le même qui s'est chargé d'une réponse mensongère et hypocrite à la proposition de la F.S.M. de participer au 3e Congrès Syndical Mondial, s'opposant à toute unité d'action internationale des travailleurs.

Les dirigeants syndicaux, aussi bien ceux de la C.S.C. que ceux de la F.G.T.B., sont d'ailleurs largement payés par leurs maîtres américains, comme l'a entre autres démontré no-

tre brochurette sur "les grands européens".

Il y peu de temps, "De Volksgazet" toujours sous la signature de "syndikalist", a résumé la position politique des dirigeants de la F.G.T.B. Il a mis ses amis en garde contre le "danger" d'une lutte revendicative trop avancée, en leur expliquant que les élections législatives prochaines renverseront la majorité parlementaire et amèneront le Parti Socialiste Belge à participer au gouvernement; une lutte revendicative trop poussée actuellement inciterait les travailleurs à exiger du nouveau gouvernement qu'il réalise les revendications ouvrières, ce dont il sera incapable. Il déclare même que, en ce cas, 1936 (grève générale) pourrait bien se répéter. L'on peut dire que cette position du secrétaire national de la Centrale des Métallurgistes est dans une large mesure celle des dirigeants de la F.G.T.B.

Les événements récents ont reposé, pour les dirigeants de la F.G.T.B. et du P.S.B. d'une part, et pour les dirigeants de la C.S.C. et du P.S.C. d'autre part, la question de la liaison des organisations syndicales avec les partis politiques. Après l'expérience de l'"action commune" (comité composé des représentants de la F.G.T.B., du P.S.B., du Mouvement Coopératif et de la Fédération des Mutualités socialistes), les dirigeants réactionnaires veulent aller plus loin. "Syndikalist" écrivait: "le mouvement syndical d'aujourd'hui ne peut plus poursuivre et réaliser ses objectif de grande importance sans s'appuyer et collaborer avec un grand parti politique. Cela est vrai pour nous, cela est vrai pour la C.S.C. Cela est vrai pour la Belgique et pour n'importe où ailleurs dans le monde". Dans plusieurs assemblées syndicales des dirigeants du P.S.B. ont posé la question de l'affiliation des syndicats au P.S.B., sans succès aucun.

Le dernier congrès de la C.S.C., au début d'octobre dernier, en séance fermée, eut à discuter de l'attitude de la C.S.C. vis-à-vis du P.S.C. La C.S.C. a affirmé son indépendance vis-à-vis du P.S.C. tout en déclarant que ce dernier est le seul parti politique qui traduit ses aspirations. Des dirigeants de la C.S.C. ont recouru à cette formule hypocrite parce qu'ils savent bien que les travailleurs affiliés sont opposés à la politique du P.S.C.

Les dirigeants de la F.G.T.B. et de la C.S.C. mènent actuellement, à l'insu des travailleurs et des syndiqués, des pourparlers avec les patrons pour la conclusion d'"un pacte social". Ce pacte, d'après les promoteurs, doit être basé sur la politique internationale commune du patronat et des dirigeants syndicaux réactionnaires et sur la collaboration des classes

10)

en Belgique.

Toute la politique des dirigeants de la F.G.T.B. et de la C.S.C. est dorénavant orientée par ce "pacte":

1^o ils écartent systématiquement toute revendication tendant à améliorer, dans l'immédiat, les conditions d'existence des travailleurs... les patrons ayant déclaré qu'il ne leur est plus possible de céder aux revendications immédiates des travailleurs dans les conditions actuelles;

2^o ils proclament que l'augmentation de la productivité est nécessaire si l'on veut améliorer les conditions de vie des travailleurs; ils se prononcent pour l'augmentation de la productivité en posant des conditions... qu'ils ont bien soin de ne pas essayer de réaliser;

3^o ils ont accepté les atteintes à la sécurité sociale la réduction des droits des malades et des invalides, tout comme les exclusions nombreuses des chômeurs; toute leur "opposition" aux arrêtés-royaux Van den Daele s'est limité à quelques discours et articles de journaux plus ou moins violents;

4^o ils ont créé la diversion des "réformes de structure" de tout genre en limitant l'"action" pour les réaliser aux débats parlementaires et aux négociations avec les patrons;

5^o ils collaborent avec les patrons au renvoi d'ouvriers en raison de leurs opinions politiques ou de leur combativité syndicale en arguant "qu'ils troublent l'ordre", "qu'ils sont au service de l'étranger", "qu'au cas où ils ne seraient pas renvoyés les américains refuseraient les commandes off-shore et qu'ainsi des centaines d'ouvriers seraient condamnés au chômage";

6^o ils sabotent de plus en plus ouvertement les grèves déclanchées par les travailleurs, sans et contre leur avis;

7^o ils bureaucratisent de plus en plus les syndicats en écartant les travailleurs de la vie syndicale; les congrès syndicaux sont composés de leurs fidèles à qui ils donnent des mandats de délégués, sans que des assemblées syndicales aient à se prononcer; ils s'efforcent de plus en plus à enlever aux syndicats leur caractère d'organisations de combat, pour leur donner un caractère "mutualiste" capable de maintenir leurs membres;

La bureaucratie syndicale est largement récompensée pour les services qu'elle rend à la bourgeoisie.

Elle jouit de la protection du gouvernement. Le dernier arrêté Van den Daele, contre les chômeurs, précise que pour

II)

être organisme payeur de l'indemnité de chômage il faut, entre autres, avoir 100.000 membres au lieu de 50.000 comme cela était dans le passé. Il veut ainsi assurer le monopole syndical des dirigeants de la F.G.T.B. et de la C.S.C. et des syndicats libéraux (pour ces derniers il y a une clause disant que les syndicats qui jouissaient de cet avantage antérieurement, continueront à être considéré comme organisme payeur).

La corruption des dirigeants syndicaux est systématiquement organisée par la bourgeoisie, avec l'accord complet de ceux-ci. Le procès de Finet et Major contre notre presse et le cde Terfve a démontré qu'effectivement les dirigeants de la F.G.T.B. recevaient des dollars américains, provenant en fait de la F.B.I. américaine. Notre brochure contre "les grands européens" a montré ce que leur valait le plan Schuman. Ils sont dans tous les rouages de l'Etat capitaliste à des fonctions bien rétribués. Le cumul des rétributions est devenu une raison d'animosité entre les dirigeants syndicaux réactionnaires, mais aussi un ciment de la bureaucratie syndicale.

Effectifs syndicaux

LES EFFECTIFS SYNDICAUX DE LA F.G.T.B. ET DE LA C.S.C.
===== (extrait des rapports d'activité présentés aux congrès
des deux organisations en 1955).

Les rapports d'activité de la F.G.T.B. et de la C.S.C. présentés à leurs congrès de 1955, donnent un ensemble de chiffres sur le nombre de leurs membres au cours des dernières années. Depuis de longues années, la F.G.T.B. ne publiait plus que des chiffres fragmentaires, évitant toute précision sur ses effectifs.

L'on peut affirmer, sans pouvoir en présenter la preuve matérielle, que les chiffres avancés par la F.G.T.B. et la C.S.C. dépassent très sensiblement leurs effectifs réels et qu'il faut les examiner avec de sérieuses réserves. Cette opinion est basée d'une part sur les informations récoltées auprès de nos camarades dans les entreprises et, d'autre part, sur des déclarations faites par les dirigeants syndicaux ainsi que sur leurs manoeuvres pour accroître les effectifs syndicaux.

Il est néanmoins important de connaître ces chiffres parce qu'ils montrent, malgré leur inexactitude et leur exagération, une certaine orientation dans le développement des effectifs syndicaux. Leur analyse permet de dégager les tendances de ce développement, de décèler les points faibles du mouvement syndical dans notre pays.

Les chiffres qui suivent proviennent des sources suivantes:

1° d'une enquête réciproque, des dirigeants de la F.G.T.B. et de la C.S.C., de leurs effectifs syndicaux pour la ~~premier semestre 1950~~ et publiés de commun accord entre eux;

2° de leurs rapports d'activité présentés à leurs congrès nationaux de 1955 (les années 1951-1952);

3° du journal socialiste "Le Peuple" (les chiffres de la F.G.T.B. pour le 1er semestre 1955).

L'on trouvera les chiffres: a) par centrale professionnelle, b) par sections régionales, c) par province, d) par région linguistique (nous donnons cette dernière en raison du caractère industriel différent de ces régions).

*periode du
1^{er} octobre 1950
au 30 mars
1951*

Centrales professionn.	1950 (enquête)	1951	1952	1953
B. B. I. D.	126.949	130.147	137.696	148.225
Cuir et Peaux.	7.572	7.987	8.058	1
Employés.	36.391	37.371	38.352	31.805
Livre.	11.605	11.814	11.902	12.473
Diamant.	9.420	9.496	9.060	8.826
Chapeliens.	144	149	151	
Journalistes.		74	110	
Vêtement.	10.175	11.299	13.473	14.747
Métallurgistes.	127.365	130.683	133.555	127.486
Mineurs.	28.880	27.088	25.691	24.046
Services publics.	123.950	112.166	127.109	120.584
Pierre.	9.282	9.469	11.322	11.246
Tabac.	3.566	3.653	3.743	3.826
Textile.	74.680	77.338	79.298	80.162
Transport.	29.492	29.759	32.476	31.250
Tramwaymen.	17.278	16.997	18.571	19.770
Alimentation: Lauwers Van Sina ...	21.599	6.133 16.074	6.567 18.199	23.372
Congo.			1.201	
	638.491	637.697	676.534	659.574

Sections régionales	1950 (enquête)	1951	1954	1955
Bruxelles.....	74.739	77.930	71.152	67.834
Louvain.....	14.504	15.072	14.210	
Nivelles.....	5.741	7.366	6.303	
Anvers.....	101.758	114.727	102.630	114.554
Malines.....	25.813	27.696	26.255	
Turnhout.....	11.433	12.737	12.253	
Bruges.....	14.501	15.708	14.716	
Courtrai.....	17.929	19.226	18.877	
Ostende.....	12.793	14.326	13.677	
Roulers.....	10.041	10.705	10.499	
Ypres.....	8.555	8.773	8.640	
Mouscron.....	10.717	10.995	10.978	
Alost.....	15.894	17.802	17.123	
Renaix.....	8.087	9.388	8.710	
Gand.....	45.246	45.604	43.673	
Saint-Nicolas.....	14.492	15.558	15.251	
Termonde.....	13.193	14.174	13.299	
Hasselt.....	8.783	10.459	9.385	
Charleroi.....	42.971	46.201	44.609	
Mons.....	23.685	21.535	21.676	
Centre.....	19.327	20.609	19.514	
Tournai.....	15.128	17.408	14.912	
Liège.....	88.508	82.127	84.009	78.391
Verviers.....	18.822	18.881	18.821	
Namur.....	12.492	14.225	11.660	
Arlon.....	5.311	6.101	4.665	
Congo.....		1.201		
	<u>638.491</u>	637.1887 676.534	676.1884 637.697	<u>659.574</u>

Centrales professionn.	1950 (enquête)	1951	1952
Ind. Chim. et Cuir.....	30.812	37.480	38.342
Diamant.....	8.263	7.489	8.187
Bois et Bâtiment.....	93.578	103.488	108.003
Métallurgistes.....	63.713	70.482	72.050
Mineurs.....	18.582	23.149	22.154
Papier et Livre.....	8.292	10.354	9.880
Pierre, ciment et céramique..	16.088	18.275	18.970
Textile.....	111.230	120.288	128.286
Transports.....	12.475	12.659	13.177
Alimentation.....	43.056	49.208	51.838
Employés.....	43.912	48.676	45.450
Services publics.....	21.736	33.749	31.231
Enseignement technique.....	2.987	3.650	4.477
Instituteurs.....	19.970	25.209	28.104
Enseignement officiel.....		1.745	1.789
Enseignement moyen libre.....		541	1.027
C.P.T.T.M.....	39.120	40.921	42.066
	<u>533.814</u>	<u>607.363</u>	<u>625.011</u>

Section régionales	1950 (enquêtes)	1951	1952
Anvers.....	51.766	58.024	61.763
Alost.....	23.758	29.983	28.045
Arlon.....	7.638	10.142	9.796
Ath.....	1.947	2.736	2.445
Audenaerde.....	8.530	9.322	10.950
Boom.....	4.467	5.829	5.911
Bruges.....	16.523	19.249	19.540
Bruxelles.....	32.411	39.924	42.839
Charleroi.....	9.971	10.568	9.866
Ciney.....	2.674	3.101	3.412
Courtrai.....	34.464	36.572	36.946
Eeclo.....	10.341	11.224	11.702
Gand.....	51.323	53.741	58.228
Hasselt.....	27.723	36.333	37.865
Iseghem.....	5.480	5.671	6.363
La Louvière.....	6.122	6.060	7.256
Liège.....	11.511	13.475	11.716
Louvain.....	14.383	16.637	17.466
Malines.....	28.334	31.269	32.781
Mons.....	6.730	8.429	6.817
Mouscron.....	10.752	10.692	10.752
Namur.....	5.029	5.965	5.205
Nivelles.....	3.740	4.768	4.870
Ostende.....	18.249	20.398	21.001
Roulers.....	13.989	15.286	15.316
Saint-Nicolas.....	27.481	29.134	30.417
Termonde.....	22.352	22.502	24.098
Tielt.....	10.374	11.427	11.697
Tournai.....	4.939	6.086	5.591
Turnhout.....	35.347	38.078	40.280
Verviers.....	9.862	10.993	10.011
Walcourt.....	1.679	2.195	2.048
Ypres.....	13.831	14.631	14.717
Non répartis.....	94	-----	-----
	533.814	600.445	617.810
Non répartis dans les fédérations régionales			
U.C.E.O.....		1.745	1.769
Enseignem. moyen libre.		541	1.027
Services publics.....		4.622	4.405
	533.814	607.363	625.011

Effectifs syndicaux par province:1950 (^{enquête}~~recensement~~)

Provinces:	C.S.C.	%	F.G.T.B.	%	Total	%
Anvers.....	119.914	22,5	139.032	21,7	258.946	22
Brabant.....	50.534	9,5	94.984	14	145.518	12,3
Fl. Occident...	123.662	23,1	74.536	11,7	198.198	17,4
Fl. Orient.....	143.785	27	94.912	15	238.697	20,2
Hainaut.....	29.709	5,5	101.111	15,9	130.820	11
Limbourg.....	27.723	5,1	8.783	1,2	36.506	3,1
Liège.....	21.373	4	107.330	16,8	128.703	11
Namur.....	9.382	1,8	12.492	1,9	21.874	1,9
Luxembourg.....	7.732	1,5	5.311	0,8	13.043	1,1
	-----	-----	-----	-----	-----	-----
	533.814	100	638.491	100	1.172.305	100

Effectifs par région linguistique:

1950 (^{enquête} recensement)	C.S.C.	F.G.T.B.	Total	F.G.T.B. (1953)
Région flamande...	418.594	321.050	739.859	356.038
Région wallonne...	82.594	242.702	325.296	234.209
Bruxelles.....	32.411	74.739	107.150	67.834
	-----	-----	-----	-----
	533.814	638.491	1.172.305	658.081

Ces chiffres nécessitent quelques remarques et conclusions:

1) Les deux tiers des syndiqués (F.G.T.B. et C.S.C. ensembles), si l'on tient compte qu'aussi pour l'arrondissement de Bruxelles les syndiqués flamands sont la majorité, sont flamands et se trouvent dans la partie flamande du pays; cette situation ne se présente pas seulement pour la C.S.C., mais aussi pour la F.G.T.B.; ce fait s'explique par deux raisons principales:

a) les forces de notre Parti sont beaucoup plus fortes en Wallonie et à Bruxelles (pour les raisons connues) et la lutte contre la trahison des dirigeants réformistes y a été beaucoup plus forte qu'en Flandre; cette lutte s'est traduite par une désertion syndicale que nous n'avons pas été capables d'arrêter et de transformer en conquête des syndicats à une politique de lutte des classes;

b) 66% des chômeurs se trouvent, en 1953, en Flandre, contre 17% en Wallonie et 16,7% dans le Brabant. Le fait que mille et une difficultés sont occasionnées aux chômeurs non-syndiqués, dans le paiement de leurs indemnités, veut que c'est dans la région où il y a le plus de chômeurs qu'il y a aussi le plus de syndiqués.

Ceci souligne également que les travailleurs, dans bien de cas, considèrent les syndicats plus comme une organisation nécessaire pour résoudre les problèmes de secours en cas de chômage et autres, que comme une organisation de combat capable de les conduire à la lutte pour leurs revendications.

2) les syndicats chrétiens ont fait un bond en avant depuis la libération, pendant que la F.G.T.B. maintiendrait ses effectifs (en fait recule). Les chiffres donnés par les chrétiens sont les suivants:

1944.....	320.009
1946.....	402.536
1948.....	503.384
1950.....	567.387
1952.....	625.011

Ils doivent leur avance exclusivement en Flandre et à Bruxelles; leurs effectifs en Wallonie sont en recul. Les chrétiens profitent de deux faits: a) du chômage; b) les industries flamandes utilisent surtout une main-d'oeuvre qui est restée étroitement liée avec le village (textile, bâtiment, etc.), subissant la pression du clergé.

D'autre part, beaucoup d'ouvriers ayant quitté la F.G.T.B. rejoignent les syndicats chrétiens parce que, disent-ils,

19)

"comme ce sont tous les mêmes, les syndicats chrétiens offrent plus de garanties pour le paiement des indemnités".

3^e en général, le pourcentage des syndiqués est le plus fort dans les centrales syndicales des industries à chômage permanent. Deux exemples, en sens inverse: textile et bâtiment d'une part, mines et services publics d'autre part. Les chiffres joints montrent que les effectifs syndicaux des premiers sont en progression, pendant que les derniers sont en régression;

4^e la F.G.T.B. marque une incontestable perte de vitesse. Elle accusait en 1920 718.410 syndiqués; en 1953 659.574 syndiqués. Il y a non seulement un déplacement important des effectifs de la région Wallonne à la région Flamande, mais aussi par industrie, par exemple:

Mineurs....	1920: 122.964	memb.....	1953: 24.046
Métall.....	162.360		127.486
Textile....	57.433		80.162
			1927: 75.099

Les effectifs des cheminots ont également baissé considérablement.

Il est certain que cette perte de vitesse est dû à la politique de collaboration de classes des dirigeants syndicaux de la F.G.T.B. Pour les mineurs il faut toutefois tenir compte des changements qui se sont produits dans le prolétariat minier (le nombre considérable d'ouvriers étrangers).

Voilà je crois les quatre remarques et conclusions principales qu'il faut tirer de ces statistiques.

Désertion syndicale et constitution de syndicats autonomes:

Il ne fait pas de doute qu'il existe, surtout en Wallonie (moins en Flandre pour les raisons indiquées) un courant de désertion syndicale et de constitution de syndicats autonomes.

Le courant de désertion syndicale semble surtout se développer dans les mines et dans la métallurgie de Wallonie par suite de la politique des dirigeants syndicaux F.G.T.Bistes. Les chiffres des effectifs syndicaux ne reflètent pas de façon exacte cette désertion. C'est surtout au cours de discussions avec nos camarades des entreprises et avec les ouvriers que l'on s'en aperçoit le mieux. Néanmoins, certaines déclarations des dirigeants syndicaux permettent de s'en rendre compte (déclaration Gailly, rapport au congrès de la F.G.T.B. et de la C.S.C., etc.).

Ces désertions se produisent généralement après des

luttres ou les travailleurs se sont aperçus qu'ils ont été trompés, une fois de plus, par les dirigeants syndicaux. Elles se produisent également à des moments où les dirigeants syndicaux essaient d'imposer leur volonté aux travailleurs (augmentation des cotisations syndicales, déjà très élevées, etc.).

Ces désertions sont particulièrement importantes dans les bassins industriels du Hainaut, moins importantes dans la province de Liège. (mines et métallurgie).

En même temps s'est développé un courant d'une part, pour la constitution de Syndicats Uniques, d'autre part pour la constitution de syndicats autonomes. Il y a actuellement, entre autres, des syndicats autonomes dans la métallurgie à Liège et à Charleroi, parmi les postiers liégeois et qui a tendance à s'étendre aux autres régions, dans le textile à Verviers, parmi les tramwaymen de Namur, il y a le Syndicat National des C.P.T.T.M.A. avec environ 10.000 membres (dit-on), syndicat autonome des fonctionnaires (Lambin), des taximen de Bruxelles (trotskyste).

Les Syndicats Uniques des Mineurs et de la Pierre se développent très lentement. Les luttres dans ces industries, au cours des derniers temps, ont montré que les S.U. ont une très grande influence et qui continue à grandir (les élections des délégués de puits ont également montré cette influence).

Les ouvriers qui constituent les syndicats autonomes ne nous sont généralement pas hostiles au début; au contraire, en passant à la constitution d'un nouveau syndicat ils sont convaincus de poser un acte de lutte. Mais, le fait que nous prenons nettement position contre cette constitution les éloigne de nous et les jette dans les bras des trotskystes bruxellois (exemple: les textiles verviétois), voir même dans les bras des libéraux comme ceux des A.C.E.C. de Charleroi. Il faut le souligner, c'est l'organisation trotskyste de Bruxelles qui est généralement le centre de ralliement des syndicats autonomes.

Il est à souligner que, malgré qu'ils connaissent la ligne du Parti en cette matière, de nombreux communistes sont inorganisés syndicalement et refusent "de retourner à la vieille écurie", pendant que d'autres ont adhéré à des syndicats autonomes (voir surtout le Syndicat National des C.P.T.T.M.A.).

Le fait que ces désertions syndicales et la constitution de syndicats autonomes se produisent en Wallonie, empêche la C.S. C. d'en profiter pour se renforcer, les syndicats chrétiens ayant une très mauvaise renommée dans cette région.

Le Parti doit être très attentif à ces courants.

Tout en maintenant notre ligne politique vis-à-vis du mouvement syndical belge: tous les communistes doivent être membres de la F.G.T.B. et y militer activement, nous devons savoir montrer une plus grande souplesse vis-à-vis des syndicats autonomes, des travailleurs qui y sont organisés. Nous devons essayer d'établir des liaisons avec ces syndicats par le canal de "l'Action Ouvrière Unitaire", voir même par les Syndicats Unitaires des Mineurs et de la Pierre, évitant toutefois de les organiser en une centrale nationale opposée à la F.G.T.B. D'autre part, il faut également envisager de les mettre en rapport avec les Unions Internationales de la F.S.M.

Nous ne pouvons nous cacher qu'il s'agit ici d'un problème extrêmement délicat et grave qui nécessite mûre réflexion avant de prendre décision.

Notre travail et nos tâches:

Depuis la Conférence Nationale (juillet 1952) nous n'avons que faiblement avancés.

Il faut rappeler que cette Conférence et ses décisions ont été, dans le Parti, qu'une simple parenthèse. Le B.P. n'a pas contrôlé l'application des décisions, pendant qu'une résistance larvée continuait dans les régions.

Néanmoins, un début de progrès est à constater:

- a) il y a un effort dans certaines régions pour la constitution de cellules d'entreprises et aussi des succès;
- b) il y a un intérêt plus grand, dans certaines fédérations pour le travail syndical, d'une part, pour le renforcement du S.U., d'autre part, pour le travail au sein de la F.G.T.B.

Mais ces progrès sont vraiment insuffisants lorsqu'on tient compte de la situation et des forces réelles dont nous disposons. Il faut le dire, si le travail syndical est essentiel pour la liaison du Parti avec les masses, pour la lutte ouvrière en général, c'est et cela reste encore le secteur ou le travail du Parti est le plus faible.

Un effort d'explication, de clarification et de mise au travail a été fait dans les régions principales du pays, auquel le secrétaire général de notre Parti a d'ailleurs participé largement. De nombreuses réunions se sont tenues avec les comités fédéraux, avec les membres du Parti de certaines branches d'industrie.

Ces réunions et les prises de contact avec nos camarades en général nous ont permis de constater que les défauts signalés à la Conférence Nationale, dans leur ensemble, persistent toujours. Nous n'avons pu les redresser que dans une faible mesure.

Je crois pouvoir les résumer comme suit:

a) refus au travail dans les organisations syndicales, dans la F.G.T.B. parce que nos camarades n'ont pas la conviction qu'il est possible de la reconquérir à la lutte des classes;

b) le travail de mobilisation des travailleurs à la lutte économique dans les entreprises, que nos camarades et nos cellules d'entreprises font, se fait en dehors et contre les syndicats; "Édémasser les chefs" prend souvent l'allure de contre les syndicats, tout au moins pour beaucoup de syndiqués;

c) attitude hargneuse contre les dirigeants syndicaux qui souvent ne prouve rien et qui dresse certains travailleurs honnêtes contre nous;

d) attitude tout à fausse vis-à-vis des délégués syndicaux dans les entreprises; nos camarades les abordent souvent avec l'injure à la bouche, avec la conviction que se sont des traîtres et s'étonnent^{de ce} qu'ils ne veulent pas se soumettre à leurs injonctions;

e) pas de politique vraiment unitaire à la base; vouloir imposer ce que nous avons arrêté comme devant être les revendications ouvrières et comme les moyens de lutte pour les réaliser;

f) tendances persistantes, en Wallonie surtout, à la constitution de Syndicats Unitaires;

g) un grand nombre de nos membres continuent à n'être pas syndiqués;

h) la collaboration entre les communistes dirigeants dans les syndicats unitaires et les directions régionales du Parti, rencontre toujours certaines difficultés;

i) une attention toujours insuffisante est donnée à la constitution de cellules d'entreprises et c'est là le défaut principal.

Je crois qu'il est important que la direction du Parti, son B.P. avant tout, soit convaincu de sa responsabilité dans la persistance dangereuse de ces tendances, de ces défauts. Il n'y a pas une campagne systématique de lutte contre ces défauts dans les Comités Fédéraux et dans les organisations de base du Parti, campagne qui devrait surtout s'appuyer sur les délégués du C.C.

auprès des Fédérations.

Il faut souligner également qu'une certaine indifférence, si pas une certaine hostilité, contre l'A.O.U. persiste dans les Fédérations qui n'est pas combattue par les délégués du C.C. auprès de ces Fédérations.

Quelques propositions:

1^o renforcer la campagne de clarification dans le Parti en ce qui concerne le travail dans les entreprises et dans les syndicats en liant la pratique à la théorie;

A.B.
V. Hoorick

2^o convoquer dans les régions des assemblées des membres du Parti appartenant aux industries principales: mines, métallurgie, textile, transport, etc., en vue de discuter avec eux de leur travail propre;

mettre mieux prog sur pied.
repr. miniers
V.H. Dubs

3^o convoquer des réunions des délégués syndicaux membres du Parti pour discuter avec eux de leur travail dans les entreprises en liaison avec le travail du Parti dans les entreprises;

C. et pour.

4^o discuter avec les Fédérations intéressées du développement du Parti dans les mines et du renforcement du S.U. des mineurs;

se rattache au 2. = procès de assemblée - présence délégué C.C.

5^o idem pour les travailleurs de la Pierre et du S.U. de la Pierre;

avoir été fait appel par V.H.

6^o discuter dans les Fédérations de l'A.O.U. et prendre des mesures concrètes pour le développement de celle-ci et de la vente de son journal;

recevoir délégué C.C.

7^o faire convoquer par l'A.O.U. d'une réunion de militants syndicaux en y invitant les militants des syndicats autonomes, pour discuter avec eux de la situation et de l'orientation du mouvement syndical;

Stacard

8^o A.O.U. mener campagne sur le 3^e Congrès Syndical Mondial avec renforcement des S.U. et du travail dans le F.G.T.B., pour l'unité d'action à la base;

de

9^o faire participer surtout les délégués du C.C. à ce travail dans les Fédérations, leur demander un rapport mensuel sur celui-ci;

pas rapport se pose

10^o charger les membres du B.P., sur la base de leurs possibilités, de s'occuper d'une usine importante dans une région; (*faire Van Hoorick*)

faire examen par V.H.

11^o charger les cdes Van Hoorick et Van den Boom de faire des propositions de renforcement des cadres de l'A.O.U., nationalement et dans les régions

Stacard

DECISIONS

- 1) Faire paraître un article dans le DR sur l'ajournement de la discussion sur la C.E.D.
- 2) Convoquer le C.C. pour les 28 et 29 nov. 53
- 3) Le meeting du 5/II à Bruxelles sera présidé par Vandenboom.
- 4) Le B.P. décide de ne pas apporter de changement parmi les permanents du Borinage provisoirement. Ni à Verviers.
- 5) Timmermans deviendra le S.O.F. à Liège.
- 6) H. Glineur remplacera Timmermans comme resp. de la Com. du travail communal et prov. et pour la S.S.
- 7) Van Aerschot passera à la C.C.P.
- 8) Proposition remise à huitaine pour le remplacement de Van Aerschot à la documentation.
- 9) Retirer Bonet de la rédaction du DR.

Travail syndical

- 1) renforcer la campagne de clarification dans le Parti en ce qui concerne le travail dans les entreprises et dans les syndicats en liant la pratique à la théorie.
- 2) convoquer dans les régions des assemblées de membres du Parti appartenant aux industries principales : mines, métallurgie, textile, transports...etc en vue de discuter avec eux de leur propre travail. Pour les mineurs vérifier prochainement l'application des décisions prises.
- 3) Discuter dans les fédérations de l'AOU et prendre des mesures concrètes pour le développement de celle-ci et de la vente de son journal.
- 4) Faire convoquer par l'AOU une réunion de militants syndicaux en y invitant les militants des syndicats autonomes pour discuter avec eux de la situation et de l'orientation du mouvement syndical.
- 5) AOU, mener campagne sur le 3e congrès FSM avec renforcement des SU et du travail dans la FGTB pour l'unité à la base.
- 6) Charger les membres du BP sur la base de leurs possibilités de s'occuper d'une usine importante.
- 7) Charger les cdes Van Hoorick et Vandenboom de faire propositions de renforcement des cadres AOU nationalement et dans les régions.

Cas Moermans : exclu avec proposition de publication au C.C.

Présent : Lalmand, Terfve, Van Hoorick, Borremans, Herssens, G. Glineur, Decinck, Vandenboom.

Absent : Burnelle, malade.

Ordre-du-Jour :

1) Lalmand fait des critiques sur certains aspects de la séance commémorative de la révolution d'octobre.

Terfve, Vandenboom, Borremans, Herssens et Van Hoorick interviennent sur le même sujet.

2) Le B.P. décide de réunir le C.C. les 12 et 13 décembre et non les 28 et 29 novembre.

3) Rapport sur l'organisation. par Van Hoorick

Voir rapport en annexe.

Discussion.

G. Glineur : Efforts sont faits dans utilisation des organisations de masse mais sous l'impulsion des fédérations généralement. La vie du P. à la base est encore très réduite, en particulier sur le plan local. La cause se trouve dans le fait que les cellules locales ne sont pas constituées au cours d'actions ou en vue d'actions comme cela se fait pour les entreprises. Cette création des cellules locales est vue plus en partant de considérations administratives. Dans les cellules à la base on ne met pas en relief le rôle du P. Dans les cellules et sections d'entreprises nos cdes n'ont en vue qu'une grande organisation de masse, le syndicat, tandis que sur le plan local nos cdes ont plusieurs organis. de masse devant eux et ils ne savent pas comment s'en servir. Parmi les pensionnés, il y a une diminution de 1.000 à 2.000 membres sur 52 à cause de l'activité vacances des pensionnés socialistes. La confédération à une activité mais le P. ne soutient pas ce travail. L'utilisation des mutuelles par le P. à Tournai, Liège et dans ~~certai~~ certaines localités à Charleroi et Vilvorde est chose effective.

Deconinck : Des efforts sont faits en FL. Orient. pour pénétrer dans le textile mais nous nous heurtons à des difficultés. Elles viennent d'un manque de protection et aussi d'un manque ~~complet~~ de compréhension. Donc la campagne d'éclaircissement nécessaire ne doit pas se limiter aux militants de sections. Nous appliquons ~~né~~ maintenant une autre méthode de travail : liste des membres et sympathisants dans l'usine, visite chez ces travail. Une réunion s'est tenue dernièrement, un journal d'entreprise va sortir et nous essayons d'entraîner nos cdes dans le travail. Nous faisons un léger progrès dans l'utilisation des organis. de masse mais la cel. du P. doit aider aux actions des organis. de masse. Dans les réunions prévues dans le rapport, revenir constamment sur l'utilisation des organis. de masse.

Herrensens : Est d'accord avec rapport. Existence dans l'orga. du P. aux entrep. de l'opportunisme. Dans les organis. locales sous-estimation de l'action par les organ. de masse.
Les 4 fédérations que je contrôle sont dans ce cas. Dans la fédé Centre la cel. puits Marie-Josée adéja montré qu'elle avait une liaison avec les masses; dans d'autres cas aussi, mais timidité dans le recrutement.
Donne des ex. de sections où il y a une mauvaise orientation et ce que l'on fait pour redresser.
ex. Delloye où l'on agit maintenant de l'extérieur. Donne aussi les ex. de Binche et Stavelot.
Les ex. donnés montrent que tout en ayant une même ligne, les situations sont diverses où l'on doit appliquer cette ligne. Y faire attention.
En ce qui concerne les organis. de masse les B.F. ne s'y oppose pas mais il ne pousse pas jusqu'au bout ~~des~~ pour réaliser. Ensuite les cdes des organis. masse pose mal le problème.
Sur la vie interne du P; le rapport est un peu court. La démocratie interne existe faiblement ex : pas tous les membres convoqués, direction collective faisant défaut.

Borremans : Pour le travail aux entreprises, il faut être persévérant, avoir un minimum de connaissance de l'usine, travailler longtemps de l'extérieur et avoir des cdes capables de prendre le travail en mains. Par des ex. montre que l'on obtient des résultats mais c'est lent.
L'orientation vers les organis. de masse ne suffit pas. Il faut le contact humain afin de ne pas être isolé.
La grosse faiblesse reste le manque de vie de nos cellules. Il faut partir des aspirations des masses pour rejoindre la ligne du P. Il faut donc connaître ces aspirations et avoir la possibilité de s'en servir. Nous avons un début de vie politique dans les Cel. où il existe un comité de section et un instructeur du B.F. capable d'agir non schématiquement.
L'amélioration de la vie politique des C. passe par l'élévation en qualité de la liaison entre B.P., fédérations, sections et cellules.

VandenBoom : Pour juger des chiffres pense qu'il faut les placer dans le cadre de la situation générale. Les conditions objectives sont plus favorables en 53, donc gravité des chiffres donnés. Mécontentement grandissant des travailleurs.
Confusion encore entre P. et syndicats; elle a existé pendant des années entre syndicats et soc-démoc. qui avait sa base dans ces syndicats; nous héritons de cette tradition qu'il faut combattre. Il existe dans le P. une incapacité de se rapprocher des ouvriers socialistes et surtout des délégués syndicaux socialistes. C'est une question qu'il faut éclaircir.
Agir par nos délégués syndicaux car c'est une liaison avec les masses. Faire comprendre à nos organis. d'entrep. l'attitude à avoir envers nos délégués. Appuyer fortement sur l'affiliation syndicale. Reconvoquer les commissions d'industries.

Lalmand : Pousser plus loin l'analyse eut été bon, avoir aussi une autocritique moins formelle.
Recul existe dans les entreprises et les localités, recul dans la jeunesse, nous devrions atteindre 12 % de jeunes au P. Recul dans la presse, recul dans le nombre de syndiqués, chez certaines organis. de masse. Pratiquement pas de progrès dans le travail de la S.N.O. et des délégués du C.C. Progrès sensible dans l'administration et chez certaines organis. de masse.

Donc nous ne sommes pas mieux liés aux masses depuis 15 mois.
Causes principales : sous-estimation et incompréhension du contact humain et propagande orale. Le contact du P. par ses membres reste exclusivement trop politique. Il faudrait expliquer et préciser ce que l'on entend par vie politique à la base. Les préoccupations politiques doivent être liées à la vie de la population.

Autres causes : aide insuffisante des organismes supérieurs aux organismes inférieurs avec un contrôle largement insuffisant et une absence d'autocritique sérieuse. C'est d'en haut qu'il faut donner l'exemple.

Il faut rechercher dans le fait que Van Hoorick contrôle insuffisamment les délégués du C.C. une de nos faiblesses ce qui ne permet pas de donner une aide suffisante aux fédérations. Cette carence explique dans une certaine mesure notre piétinement.

Les cdes qui sont intervenus n'ont pas essayés de généraliser les ex. donnés ni tentés une autocritique.

Deconinck reste 4 semaines sans visites à Courtrai.

Dejade ne reste que quelques heures à Verviers.

J'ai aussi une responsabilité dans cette situation. Nous devons commencer par être plus sévère envers nous-même et les uns envers les autres.

Il faut accorder une grosse importance à la réunion avec les délégués du C.C. pour examiner ce qui ne va pas très concrètement. Soyons attentif de ne pas multiplier les contacts à tous les échelons entre P. et organis. de masse.

A la cel. par ex. il faut s'entendre à la JPB, Pionniers, RFP et dans certaines régions et communes industrielles avec les pensionnés.

On a prévu diverses réunions de base mais les faire précéder par une réunion des CF. avec délégué du C.C. et un membre du Secrétariat. Analyser le chemin parcouru, critique et autocritique et insister sur les responsabilités individuelles.

En ce qui concerne une série de problèmes que nous ne pouvons parvenir pas à résoudre, il faudrait arriver à faire aller en bas des cdes pour aider les org. de masse, ~~de~~ P. à les résoudre.

Terfve Pour que les réunions des CF. soient fructueuses ne devraient-elles pas être précédées de réunions de comités de sections?

Lalmand Ma proposition vise à compléter celle de Van Hoorick en y associant les CF. Si les membres des CF. ne sont pas à même d'intervenir maintenant il ne le seront pas davantage après consultation de la base.

Van Hoorick Lalmand a fait une critique amicale mais sévère de mon travail. Elle est juste. Parmi les différentes critiques il y en a une : contrôle insuffisant des délégués du C.C. C'est juste.
Situation Dejade : j'étais au courant mais je n'ai pas réagi.
Situation Deconinck : C'est juste que dans l'ensemble j'ai trop tenu compte que son travail essentiel se faisait en Fl. Orient. J'ai souvent l'impression que je connais mieux que lui ses 3 fédérations.
Ce n'est pas la première fois que je reconnais cette erreur.
Manque d'intérêt passionné a dit Lalmand; j'avoue que j'y pense depuis longtemps. Le poste que j'occupe n'est pas pour moi. C'est une raison très sérieuse qui freine mon travail. Actuellement j'ai le Borinage or, j'ai constaté que j'aurai difficile de le remplir entièrement.
J'essayerai de mener cette liaison à bien mais je crains aussi d'encore négliger ma tâche essentielle.

Lalmand. Il n'est pas à la mesure du poste qu'il occupe ? Avons-nous un meilleur candidat ? Non. Peut-il mieux remplir sa tâche ? Oui.
Van Hoorick trouve difficilement le temps de tout faire. D'autre part, il accorde trop de temps à la Fl. Orient. Pourquoi ne vient-il pas habiter Bruxelles ? Moins de fatigue et obtenir une vue de dirigeant national plus facilement ?

Deconinck La critique faite est exacte. Mais tenir compte que je suis allé à Vienne. Lorsque je suis arrivé en Fl. Orient. la section de Gand était très mal en point. J'ai du aussi m'occuper de cette section. Rentré de Vienne j'ai été pris par une série de réunions en Fl. Orient. La critique m'a fortement touché, je ne sais pas distinguer l'essentiel dans mon travail.

Lalmend A négligé Courtrai mais aussi Ostende. Cherche trop d'excuses. Répartition possible du temps de Deconinck : un jour, Ostende ; un jour, Courtrai ; trois jours, Fl. Orient. Sens des responsabilités trop peu développé chez Deconinck. Il doit réfléchir et venir me voir à ce sujet.

Terfve Van Hoorick doit sortir de sa tête ce qu'il a dit. Il est faux de dire qu'il n'est pas à sa place. Les critiques formulées sont justes mais il faudrait les examiner de plus près. Il serait aussi souhaitable que les membres du B.P. se rendent à la base mais il y a une contre-partie qu'il faut bien voir.

Lalmend Il serait souhaitable que nous descendions plus à la base mais les délégués du C.C. et les SPF. doivent faire un effort pour faire monter les informations. Examiner au B.P. le fonctionnement de l'appareil central. Augmenter les exécutants ou diminuer les tâches ? Il y a une autre solution, rationaliser le travail.

RAPPORT D'ORGANISATION.

I. Le dernier rapport sur l'organisation,

a été présenté au B.P. du 18.7.52.

Dans les conclusions le cde Lalmand insistait sur la faiblesse essentielle qui restait à surmonter :

"Notre faiblesse c'est de ne pas voir que la ligne doit être vue dans son adaptation et de la lutte qui est menée pour son application, des formes diverses que doit revêtir cette application, le rôle que les organisations de masse doivent jouer pour appliquer cette ligne du Parti".

Le B.P. constatait une amélioration dans plusieurs fédérations, sans que cela enlevait quoique ce soit à la critique fondamentale. Un des aspects de l'amélioration résidant d'ailleurs dans le fait qu'on commençait à accorder plus d'attention aux organisations de masse.

15 mois se sont passés depuis.

Il s'agit : de voir dans quelle mesure il a été tenu compte de l'analyse et des décisions du B.P.;

: de voir quelle est la faiblesse essentielle du moment;

: de voir quelles en sont les causes;

: de voir comment y remédier.

II. Bref aperçu des principales actions dans le cadre de la ligne depuis l'an dernier.

1) Lutte contre les 24 mois

action menée en utilisant J.P.B.

en s'accrochant à différentes entreprises
en poussant le travail syndical

utilisation Sol et R.F.P. contre répression

n'avons pas été capables de tenir le mouvement en main, à le faire **rebondir**.

2) Elections communales

léger progrès

mais nos mots d'ordre pas pénétré assez profondément dans les masses.

3) Congrès de Vienne

élargissement U.B.D.P.

4) 10 mai

manifestation réussie

lère fois d'autres org. patriotiques entraînées.

5) Campagne pour un autre gouvernement.

750.000 brochures - 700 meetings - manifest. nat. en progrès, mais faiblesse discussion amenant à actions et comités unitaires.

6) Lutte contre C.E.D.7) Actions revendicatives

arrêtés V.d.Daele : pas réussi à entraîner cl. ouvr.

arrêtés chômeurs : gr. difficultés

prime fin d'année mineurs: grève Bor. S.U. : positif
mais pas abouti.

Tout cela témoigne des difficultés que rencontre le P. pour appliquer ses mots d'ordre politiques. Ces difficultés trouvent leur source principale dans

la faiblesse essentielle du Parti, à savoir que nous ne sommes pas suffisamment liés aux masses, que nous sommes toujours loin d'avoir gagné la confiance de la majorité de la classe ouvrière.

Le maillon qui doit permettre à tenir toute la chaîne et de préparer les conditions du succès stratégique reste la liaison avec les masses.

La liaison avec les masses par :

- le contact humain
- la pénétration et l'org. du P. dans les entreprises
- le nombre de cellules vivantes dans les quartiers
- l'utilisation et le renforcement des O/M.

Les tableaux chiffrés de l'org. témoignent de cette faiblesse dans les liaisons avec les masses.

SITUATION ORGANISATION

Commentaire tableaux : Statistiques W. Frère

Bon travail

critique: une partie fait pour circonstance, faudrait tous les mois.

Tableau 1

talons ; progrès par rapport à '52
recul " " à '51 (effort Xe Congrès, émulation, chiffres forcés).

Chiffre 1950 (donné par féd. fin 1950 en fonction de l'émulation à venir pour le Xe Congrès).
Seuls réellement valables sont les chiffres des cotisations.

Cotisations.

Amélioration par rapport à 1952.
Nous ne rattraperons pas 50 ni 51, sauf si décembre se solde par un sérieux boni sur le retour de timbres.
Mais amélioration sérieuse par rapport aux années précédentes depuis '50 en ce qui concerne timbres payés.
Pour les 9 premiers mois 52 et 53 : 5.500 Fr. en plus en '53 par mois.

Taux moyens cotisations : diminution par rapport à 52.

Tout ce qui est en dessous de 10 Fr. est mauvais.
Particulièrement mauvais: en dessous de 8 frs. :
Fl. Orient. (7,12) - Courtrai (6,62) - Huy (6,87)
Borinage (7,88) (Carlier ne paie que 10 Fr.) -
Tournai (7,88).

Syndiqués : vu déjà.

- 25 ans : pas d'amélioration pour l'ensemble. Tout mauvais sauf Namur, Anvers, Centre.

Femmes : léger progrès.
minimum devrait être 25% partout.
Alerte Charleroi (18%) - Namur (13) - O.A. (16).
Bien : Fl. orient. (37%) - Brab. (30%) - Anvers (29%).

Tableau II.

Sections locales: 429 (332 + 97 de - 10 membres)
augmentation par rapport à 52 et 51.
Résultat entre autres de la campagne électorales communales.

Sections et cellules d'entreprises.

Nous sommes dans 99 entreprises contre 144 en 1952.
D'où vient cette gr. différence : en 1952

- 1) Brabant chiffre de 50 entreprises/inexact : ex. : chaque faculté de l'Université était compté comme entreprise. Il n'y a pas recul, plutôt progrès.
- 2) Borinage : 8 en 1952 exagéré.
- 3) Recul Huy : de 12 à 2 : chômage, fermeture, répression.

Cellules d'entreprises

122 en '53 contre 159 et 160 les 2 années précédentes.
Mais il y a 27 sections d'entreprises contre 20 ou 7 en plus.

Diminution parce que chiffres établis avec plus d'exigences quant à la nation cellule.

Néanmoins recul aux fédérations : Huy
Liège
Verviers
Anvers
Fl.Or. (Bartsoen plus renseignements).

Léger progrès charbonnages

Charleroi(9) - Borinage(6) - Centre(3) - Liège(3).

Toujours le néanr pour le textile (à approfondir pourquoi)

Cellules locales

Chiffre 1952 : 509

Grosse perte en '53 - chiffres incomplets

Perte plus formelle que réelle

Gr. nombre de cellules n'ont pas résisté

Nous verrons pourquoi

Le chiffre des cellules locales avec un début de vie politique ne dépasse pas les 100.

II bis

<u>Nombre journaux d'entreprise et locaux</u>	(2 nouveaux journ.d'entreprise - Thy-le-Château(N) métallo Lux. 1 nouv.local Turnhout)
17	33

tirage global mensuel 43.000 dont 20.000 pour Fl. Or. Si on y ajoute Anvers il ne reste plus gr. chose pour l'ensemble des autres.

D.R.D.

- 4.300 par rapport au plus haut chiffre atteint en 51
+ 7.000 par rapport à 50
Effritement.

II ter et III

à titre d'information.

IV. Mandats syndicaux

est incomplet - il y a beaucoup plus - manque S.U. carriers féd. ne sont pas au courant. Brab. fait exception, ainsi que Charleroi et Liège
Faiblesse surtout Fl.

V. Tabelau O.M.Org. en progrès

R.F.P. - Pi - M.D.P.

En recul

J.P.B. (nombre d'endroits augmenté)

U.B.D.P. (mais suppression cotisations à 5 et 10 Fr.)
quoique progrès à Liège).

Pensionnés :

ajouter Fl.Or. avec +- 500
Anvers avec +- 100A.B.S. : recul ininterrompu, mais pas chute verticale
plutôt grignotage

Sol : (mais dans plus d'endroits)

F.I./P.A. : très incomplet
direction ne connaît pas son org.P.P. : 3 régionales avec nos cdes
Liège : 1 section

Mutuelle : +- 20.000

Publication des O.M. :

Evolution cadres fédérationsCommentaires

en Wallonie + Brab. : 11 fédérations

sur 22 permanents : 13 ouvriers
7 employés
1 intellect.
1 instituteurâge moyen en 51 des permanents : $\frac{38}{53}$ aux 11 mois
en 53 : $\frac{38}{38}$ au 1 moisâge moyen des C.F. : voir tableau
% ouvrier : " "

en Fl. : 5 fédérations

sur 9 permanents : 8 ouvriers
1 employé

âge moyen des 9 permanents : en '51 : 40 ans
en '53 : 38 + 1 mois

âge moyen des C.F. : voir tableau
% ouvriers : voir tableau

IV. Pourquoi faiblesses liaisons masses ?

a. Parce que l'organisation et la pénétration du Parti dans les entreprises restent faibles.

C'est la raison principale, fondamentale. Je n'ai point besoins de répéter pourquoi.

Au Xe Congrès Lalmand: "La pénétration de nos mots d'ordre dans les entreprises, la création de cellules d'entreprises, le développement de l'activité politique au sein des entreprises sont, dans la période présente, les objectifs essentiels de l'organisation".

b) Qu'avons nous fait pour surmonter cette faiblesse.

1) Dans le domaine de la lutte pour les principes de l'organisation et contre confusion P/S/;

- conférence nationale
 - conférences fédérales
 - Réunions de membres du Parti par région pour mineurs et carriers.
 - remplacement de délégués syndicaux comme S.P. des cellules d'entreprise.
 - constitution commissions par grande branche de industrie, désignation de 7 camarades d'entreprise comme invités permanents au C.C..
- Mauvais fonctionnement.

2) Dans le domaine de l'orientation du travail vers les entreprises:

- En ce qui concerne les revendications et l'explication politique le Parti s'est tourné à l'occasion des arrêtés Van den Daele plus vers les usines que dans le passé. Dans la plupart des cas, les communistes des entreprises se trouvent à la base de l'action revendicative (surtout charbonnages et Anvers) mais reste trop limité.
- En ce qui concerne la lutte pour la Paix propres dans ce domaine dans travail pour Vienne et référendum contre C.E.D. (ce dernier aide à attirer plus que par le passé l'attention sur les entreprises) soutenu, trop faiblement, par cellules d'entreprises - ailleurs par militants locaux.
- délégations U.S.R.R. sur base entreprises; meilleure conception.

3) Bons exemples:

Création cellule Thy le Chateau à Thy (Namur)
 27 membres sur 200 ouvriers
 Comment parvenu ? Contacts répétés à l'extérieur.
 Mise au travail individuel.

Contacts entre les camarades mis au travail.

Liaisons dans l'usine.

Réunions.

Cette possibilité existe dans grand nombre d'usines métallurgiques.

c) Raisons de la non-application ou de l'application faible

1. Il n'a pas été mis fin aux conceptions opportunistes dans le travail d'organisation.

Après libération glissement opportuniste en matière d'organisation. Le Parti s'est donné une base d'organisation locale. Le rôle et le caractère du Parti en tant que "Parti de la classe ouvrière solidement implanté dans les entreprises" est perdu de vue. Le B.P. et le C.C. ont réagi après les élections de 1949.

Les positions de principe ont été posé et reposé. Théoriquement la question est assez claire à l'échelon national et en grande partie à l'échelon fédéral. Elle ne l'est pas dans les sections et cellules locales.

Donc: la rectification, la lutte pour la position de principe n'ont pas touché suffisamment la base. La résistance à la base, la résistance chez bon nombre de militants de base, de camarades travaillant à l'entreprise, persiste.

La responsabilité de la section d'organisation, des délégués du C.C., des directions fédérales en la matière est celle-ci: de l'avoir constaté et de ne pas avoir pris les mesures pour mener la lutte au sein du Parti, dans les sections et cellules, sur les positions de principe.

Pourquoi n'avons-nous pas mené cette lutte avec toute l'énergie voulue ?

Il y a plusieurs raisons pour l'expliquer. On en retrouvera plus loin.

La raison essentielle réside dans un manque de fermeté, dans un manque de confiance dans le Parti et de ce qu'il est capable de faire, dans une surestimation des difficultés.

Ces difficultés, le nombre restreint de militants, de membres actifs, nous ont mené et m'ont mené personnellement, à concevoir que "c'était quelque chose de positif si on obtenait un travail quelconque des membres du Parti".

Cela veut dire pratiquement que d'un côté la section d'organisation pourssait au développement du travail aux entreprises par les fédérations, tandis que de l'autre côté elle désarmait dans la lutte en bas sur les positions de principe.

2. Animés par des préoccupations diverses nous permettons que la base essentielle du travail reste la localité.

Ainsi: la campagne électorale communale:

- les cellules d'entreprises existantes n'ont joué aucun rôle.
- tout a été orienté vers l'agitation, propagande et action locale en délaissant le travail aux entreprises.

la campagne "Marasme" - 1000 meetings- "Union".

- notre préoccupation essentielle a été beaucoup plus un travail en largeur qu'en profondeur, ce qui nous faisait glisser à nouveau essentiellement vers le travail local.

3. Nous n'avons pas mis fin à la confusion entre Parti et Syndicat.

- Manque d'activité politique de la plupart de nos cellules d'entreprises.
- l'intervention des fédérations et sections aux entreprises où n'existent pas encore de cellule porte toujours essentiellement sur des questions revendicatives.
- la confusion entre P. et S. est particulièrement grande dans les mines. Beaucoup de mineurs considèrent qu'ils sont communistes parce que affilié au S.U. (particulièrement dans le Borinage).

4. Le travail aux entreprises reste le monopole des directions fédérales de par la faute des directions fédérales. De ce fait elles sont un freine au développement, à la création de nouvelles organisations à l'entreprise.

Les directions fédérales considèrent que les comités de section, les militants de section ne sont pas capables de diriger ce travail?

Tout le travail, eux-mêmes au lieu d'aider les cadres de section à le diriger.

Des fédérations comme Charleroi ne sauraient assurer plus de liaisons directes avec les entreprises qu'elles en ont actuellement. De ce fait pas de développement ultérieur possible sans passer par les comités de sections et de cellules locales.

5. Manque de persévérance dans la lutte pour surmonter les difficultés.

En France Le-coeur soulignait dans son dernier rapport qu'il faut souvent recommencer, reconstituer 10 fois des cellules d'entreprises avant de n'arriver à des organisations stables.

Nos camarades renoncent trop facilement au travail après des premières tentatives non-couronnées de succès.

Qu'elles sont les difficultés qu'on rencontre à l'intérieur des entreprises ?

Elles sont à mon avis de trois sortes:

- a) La répression patronale et la peur de beaucoup de nos membres dans les entreprises d'être renvoyés et de ne plus retrouver du travail.

C'est l'argument qui est invoqué le plus souvent.

Beaucoup de démarches faites auprès de membres se trouvant dans les entreprises pour obtenir un travail de leur part ont abouti et aboutissent à arracher des promesses à ces camarades, promesses qui ne sont pas tenues.

On a tâché de faire des réunions après avoir rendu visite à une série de camarades se trouvant dans la même entreprise. Ces camarades promettaient de venir mais ne se présentaient quand même pas à la réunion.

Pourtant pendant l'occupation nos camarades et pas mal d'entre eux qui s'abstiennent maintenant d'un travail organisé à l'entreprise, étaient organisés et militaient dans la clandestinité au péril de leur vie.

Pourquoi est ce que nous nous heurtons maintenant à leur résistance passive ?

Il faut en rechercher les raisons chez nous.

Nos camarades n'ont pas confiance dans les directions de fédérations ou de sections quant à leur protection contre la répression patronale.

Pourquoi nos directions ne disposent-elles pas de cette confiance ?

Parce que ces directions se bornent trop à déclarer "tu dois militer dans ton entreprise, ou bien parce qu'elles proposent des choses à faire dans l'usine sans connaissance sérieuse de la situation à tout point de vue dans l'usine (~~rapport~~ des forces - conditions de travail - situation syndicale, etc.)

C'est souvent une vue fautive des directions sur ce qu'on peut et ce qu'il faut attendre des camarades à l'entreprise, qui éloigne les membres du travail à l'entreprise.

Si on propose en règle générale aux camarades n'importe quelle circonstance par exemple de diffuser la presse à l'intérieur de l'usine, on fait fautive route.

Les bases du travail du Parti dans l'entreprise doivent être telles que les camarades ne se sentent pas exposés inutilement, ne soient pas livrés, à la répression patronale.

Il faut expliquer de manière plus précise et examiner avec les camarades mêmes quelles sont les tâches concrètes qui se posent dans leur usine, c.à.d. dans leurs conditions.

Une des premières et valable dans chaque circonstance c'est la propagande orale, même si elle se limite pour commencer auprès d'un seul ou un nombre limité d'ouvriers auprès de son copain dans lequel on a confiance.

Un autre moyen de début c'est d'introduire dans l'usine, non pas des paquets de tracts ou papillons, mais quelques tracts ou papillons seulement, à glisser dans les armoires ou à coller dans les W.C. par exemple.

Aussi la perception des cotisations à l'usine est parfaitement réalisable si on n'exige pas d'un seul de toucher les cotisations de tous les membres répartis sur l'ensemble de l'usine.

Si nous voulons pénétrer dans les usines, y organiser nos camarades, u progresser, la première condition c'est de mettre nos camarades plus à l'aise, de gagner leur confiance dans le travail organisé par des formes d'organisation et d'activité appropriées à l'usine en question.

- b) Une autre difficulté réside dans le refus de certains camarades de se syndiquer ou dans leur indifférence envers le syndicat, dans la confusion entre le syndicat et les dirigeants traîtres des syndicats.

Or, quelles sont les conditions pour le communiste à l'entreprise pour être capable de développer sérieusement son travail ?

Il doit se lier aux masses de l'entreprise.

Il doit se faire protéger par ces masses contre la répression.

Cela n'est pas possible en ignorant le syndicat.

La liaison avec les masses est sans doute fonction du travail (avoir leur estime en étant bon ouvrier et leur sympathie en étant bon camarade s'intéressant à leurs difficultés et leurs peines), amis elle est fonction surtout du travail syndical du communiste: être syndiqué, encourager les autres à se syndiquer, les recruter au syndicat, défendre les intérêts des ouvriers à l'assemblée syndicale, tâcher de se faire élire à un mandat syndical.

C'est en même temps la meilleure garantie de protection contre la répression patronale.

Tout cela n'est pas nouveau.

Mais encore une fois les camarades dirigeants qui proposent une activité à nos membres à l'entreprise ~~et qui ne s'occupent pas de leur situation syndicale~~ ~~et qui ne s'occupent pas de leur situation syndicale~~ n'examinent pas concrètement la situation syndicale à l'entreprise et par conséquent ne savent donner des conseils justes aux camarades.

- c) Une 3e difficulté qu'on rencontre est celle de la liaison entre les communistes au sein de l'entreprise, du fonctionnement d'un petit collectif coordonnant et dirigeant l'activité, des réunions régulières de la cellule à l'intérieur ou à l'extérieur de l'usine.

La liaison entre les communistes au sein de l'entreprise: importance: se consulter, réagir sur événements dans l'usine, transmettre mots d'ordre. Il n'y a pas de règle générale qui permet de régler cette question. Les directions doivent aider les camarades à la réaliser.

Pour cela il faut étudier le plan de l'entreprise, savoir dans quelles ateliers et dans quelles poses nos camarades travaillent, connaître la mobilité dont certains camarades disposent à l'usine, et sur cette base résoudre le problème.

Des camarades de différents ateliers, 2 par ex., peuvent se fixer un rendez-vous régulier au W.C., au bain douche, au refectoire, etc..

* Le fonctionnement d'un petit collectif.

importance: pour organiser le travail il faut qu'il soit coordonné et dirigé.
pour avancer il faut une direction collective qui examine, les problèmes politiques, syndicaux et d'organisation.

Comment le faire fonctionner ? Il faut choisir

les meilleurs camarades de l'entreprise et examiner cas par cas comment et où ils peuvent se réunir. Tenir compte de l'aide politique, qu'il faut leur apporter par le canal de liaison avec le comité de section.

* Les réunions régulières de la cellule.

Une cellule d'entreprise peut fonctionner si elle dispose de liaisons entre les communistes dans l'entreprise et d'une direction collective, même petite.

Néanmoins pour le développement de la cellule, les réunions sont indispensables au point de vue de l'éclaircissement nécessaire de certains problèmes, pour l'ensemble des membres, pour leur expliquer la ligne et adapter les mots d'ordre à l'usine, pour l'analyse critique et autocritique du travail, en fonction de la démocratie nécessaire dans le Parti.

Dans certains cas même aller au delà de la réunion de la cellule par une assemblée politique pour tous les travailleurs (ex. usine Thy le Chateau avec Lalmand).

Il faut y arriver graduellement.

S'il n'y a que 2 ou 3 camarades pour commencer dans une entreprise il faut démarrer avec eux en établissant d'abord la liaison entre eux au sein de l'entreprise pour des activités répondant à leurs possibilités. Il faut ensuite s'efforcer de les réunir en dehors de l'entreprise. Ils en éprouveront le besoin du moment qu'ils auront commencé à déployer une activité politique au sein de l'entreprise - (p.ex. la propagande orale et une activité au sein de l'organisation de masse, le syndicat).

6) Soûs estimation de l'importance des journaux d'entreprise.

11 journaux réguliers et 6 irréguliers pour 99 entreprises où nous sommes organisés.

d) PROPOSITIONS:

- 1) Organiser 100 réunions de base (sections et cellules locales) pour commencer pour y clarifier les principes d'organisation (travail à l'entreprise) et prendre des mesures concrètes de pénétrations dans les entreprises.

Faire rentrer plus de militants à l'entreprise dans les comités de sections locales. Aider les délégués C.C. et B.F. aux sections locales pour orienter leur travail vers les entreprises.

2) Organiser des réunions régionales de membres du P. travaillant dans:

- la métallurgie
- le textile
- reprendre dans 2 mois les réunions mineurs et carriers.

Controler de près les plans d'organisations Parti et de renforcement S.U. Charbonnages.

- 3) Faire fonctionner commissions industries (Van den Boom désigner)
- 4) Orienter l'essentiel de la propagande pré-électorale et électorale vers les entreprises.
- 5) Axer la campagne de recrutement lors de renouvellement des cartes et de la campagne-électorale sur les entreprises.
- 6) Doter les entreprises où nous sommes organisés ou même où nous pénétrons de journaux d'entreprise paraissant régulièrement. Contrôle sévère et intervention section A.P..

La faiblesse des liaisons avec les masses s'explique ensuite par le nombre trop petit, souvent par l'absence de cellules locales, par le manque de vie politique des organisations de base, par le manque ou les faiblesses de travail dans les O.M. et d'utilisation des O.M..

Au C.C. du 29/30 Nov. 1952, le cde Lalmand disait dans son rapport:

"Nos cellules, qui doivent établir la liaison constante entre le Parti et les masses, restent trop peu nombreuses. Beaucoup d'entre elles végètent parce que, au lieu de rechercher et de promouvoir les contacts avec les masses, elles se replient sur elles-mêmes et concentrent leur activité sur ce que l'on serait tenté d'appeler le fonctionnement interne du Parti, comme si le Parti pouvait vivre de ses propres forces, isolé des masses."

Qu'avons nous fait pour surmonter cette faiblesse ?

S'il y a un nombre moindre de cellules locales renseignés formellement cela ne veut pas dire qu'il a moins de camarades dans les quartiers effectuant un travail dans le quartier, cotisant les membres dans le quartier, y vendant la presse ou y distribuant les tracts.

Mais un nombre déterminé de cellules locales ont disparu, parce qu'il n'y avait pas intérêt pour les réunions de cellules, pour le travail tel que l'on concevait le travail de cellules.

En fait les cellules locales étaient ramariées dans la conception de nos camarades aux tâches de travail "interne" et d'une forme étriquée de la propagande, aux tâches d'exécution directe.

A cette fausse conception beaucoup de cellules locales constituées formellement n'ont pu résister.

Nous avons tâché de rectifier et de clarifier le travail des cellules: Lalmand au congrès féd. Brabant
Rapport Van Hoorick C.C.
Réunions S.P. et délégués C.C. -
Conférences fédérales.
Une grande partie des congrès fédéraux a été consacré à la clarification de la question.

Lalmand au congrès du Brabant:

"Je pense, quant à moi, que c'est en clarifiant la question des rapports entre Parti et organisations de masse que nous ferons naître de nombreuses cellules et que nous donnerons une véritable vie politique à l'ensemble des organisations de base du Parti. Que faut-il entendre par vie politique ? C'est le côté subjectif du mouvement

"ouvrier, dont Staline nous dit que "c'est le reflet des
 "processus spontanés du mouvement dans le verveau des
 "ouvriers, c'est le mouvement conscient et méthodique
 "du prolétariat vers un but précis".

"Avoir une vie politique implique donc pour nos sections
 "et cellules la capacité de réagir aux événements en
 "fonction d'un but précis et dans le sens d'une action
 "consciente et méthodique tendant vers ce but. Il ne
 "peut donc pas y avoir de vie politique à l'échelon de
 "la cellule et celle-ci n'a pas une connaissance
 "approfondie de la situation objective dans l'entre-
 "prise ou le quartier. Par ailleurs, il faut voir qu'il
 "n'y a pas moyen de réagir efficacement aux événements
 "sans une liaison étroite avec le personnel de l'entre-
 "prise, ou avec les larges couches de la population du
 "quartier. Or, il est clair que la cellule, pour
 "connaître la situation objective à laquelle elle est
 "appelée à réagir, pour entraîner les masses à l'action
 "consciente et méthodique, ne peut se passer de l'activi-
 "té guidée, contrôlée et coordonnée du plus grand nombre
 "possible de militants communistes au sein des organisa-
 "tions de masse.

"C'est en s'engageant dans cette voie que les cellules
 "en arriveront progressivement à jouer leur rôle; que
 "les militants de la cellule prendront conscience de
 "l'importance de leurs tâches et, en même temps, de
 "l'efficacité de leurs efforts; qu'ils travailleront
 "avec plus d'ardeur encore et réussiront à entraîner dans
 "le travail les membres - trop nombreux encore - qui se
 "contentent de payer leurs cotisations et de lire la presse
 "du Parti."

Des efforts dans ce sens ?

Des efforts dans ce sens ont été fait, mais à une échelle
 trop restreinte encore..

Il y a des exemples dans diverses fédérations comme le
 Brabant, Charleroi, Liège, Anvers, Fl. Orientale, Tournai,
 d'autres encore.

Mais ce sont des exemples ne limitant à 99 sections et
 99 cellules par fédérations, sauf dans le Brabant où les
 différentes cellules de l'agglomération bruxelloise se sont
 engagés assez bien dans cette voie.

La direction fédérale exige d'ailleurs de ses délégués
 auprès des sections des rapports réguliers sur la vie poli-
 tique des cellules, initiative à retenir pour les autres
 fédérations parce que elle oblige les délégués du B.F. à
 s'occuper constamment de la vie des cellules.

Je ne citerai qu'un exemple, celui d'une des 4 cellules
 de la section d'Uccle.

Il y a un an cette section et ces cellules ne connaissaient qu'une vie intérieure. Grâce au travail de ces cellules, la section a augmenté les effectifs, de 86 à 106 membres.

La cellule Hombeek est arrivé à avoir à ses réunions bimensuelles 70 % de ses membres présents.

Dans le cadre de la discussion des 2 dernières brochures "Marasme" et "Union" la situation dans le quartier a été examiné des mots d'ordre formulées, des alliances possibles examinées pour les faire aboutir.

Ainsi pour obtenir l'eau courante dans des rues habités par des ouvriers, tenant compte des intérêts aussi bien de petits propriétaires que des locataires.

Ainsi pour le dédoublement de l'école du quartier.

Dans ce cas des camarades ont été désignés pour intervenir au comité des parents, d'autres pour faire agir le syndicat des enseignants, des camarades femmes pour pétitionner en tant que R.F.P. parmi les parents.

La cellule a lié ce travail de ses membres dans les O.M. à son travail d'éclaircissement au travers la diffusion de la brochure "Marasme" et "Union" accompagnée de discussions.

L'influence grandissante de cette cellule de 15 membres s'est manifesté par exemple dans l'augmentation de la vente du D.R.-D. de 40 à 50 ex.

L'amélioration ou le début de vie politique de nos org. de base se manifeste par une multitude de petites actions différentes, généralement menées par le canal des O.M..

Ce qui fait défaut encore dans la plupart des cas c'est la conduite de front de plusieurs tâches et actions en jouant sur plusieurs tableaux à la fois, en utilisant différentes O.M..

En général il y a plus d'attention pour le R.F. et cette organisation commence à être plus utilisée qua dans le passé.

Ainsi la lutte pour les revendications d'ordre local, intéressant particulièrement la famille est conduite de plus en plus par le canal de cette organisation: action bien menée pour le lait gratuit dans les écoles et pour la santé dans une rue à Alost, action contre l'augmentation des prix de gaz et électricité dans les communes de Liège et de l'agglom. bruxelloise, action contre des poussières d'usine, pour la défense des femmes chômeuses à Anvers (30 femmes dont la plupart des non-communistes en délégation auprès des syndicats), même contre la C.E.D. dans certains quartiers comme celui du Vieux-Thier à Marchin avec pétition et délégation auprès du député soc. Housiaux.

En utilisant cette organisation les sections et cellules en question arrivent effectivement à entrainer dans l'action des gens en dehors du Parti, tout en mettant en même temps

plus de communistes au travail.

Ces communistes, militant au R.F., se liant à la population féminine, augmentent en même temps le prestige des communistes et lient le Parti plus solidement aux masses.

L'Organisation du R.F. n'a pas manqué de se renforcer.

Elle est passée de 38 à 43 sections et de 3.170 membres à 4.219..

Mais ce qui est plus important, dans la plupart des cas les sections du R.F. dépassent en effectifs le nombre de femmes affiliées au Parti.

Pour ne donner que qq; exemples:

Koeckelberg: 90 membres au R.F. - 69 membres au Parti en tout; majorité de non-communistes.
Service social - vacances enfants - etc..

Seraing: 220 au R.F. contre 450 au Parti où + 120 de femmes.
Activités récréatives, actions de défense des intérêts des familles, discussions.

Alost: 217 au R.F. - 125 femmes au Parti.

Quartier mitant des camps à la Louvière: 60 au R.F. - au P. (30 D.R.D.)
Activités récréatives, autocar enfants, fête mères St. Nicolas, Cadeaux naissance - lutte contre C.E.D..

Autres exemples d'O.M. utilisées par les comités de sections et débordant sur le Parti:

Les sections de la mutualité "Unité" dans la région de Tournai: dans la lutte contre les arrêtés Van den Daele, dans le rapprochement avec les travailleurs socialistes.

La confédération des pensionnés: surtout dans la région liégeoise, utilisée dans lutte contre arrêté Van den Daele, pour les pensions contre la politique de guerre - manifestation à Liège et Charleroi.

6.000 membres à Liège - 5.000 à Charleroi - 1.200 dans le Centre.

Le F.I./P.A. dans certains cas, par exemple à Louvain Le P. y compte 48 membres. Le F.I./P.A. 250 avec un comité de 15 dont seulement 2 communistes. Action contre la bombe atomique, pour le Pacte à 5, Rosenbergs, contre la C.E.D., etc..

D'U.B.D.P. aux A.C.E.C de Carleroi dans le Brabant wallon 151 (99. communes). dans l'Ourthe Amblève 300.

Je crois, malgré les difficultés incontestables, su'un pas sérieux en avant dans le domaine de la vie politique de nos sections et cellules et l'utilisation des O.M. qui y est lié intimement, est fait actuellement sur la base de l'action contre la C.E.D..

En témoignant la série de référendums aux usines au travers l'U.B.D.P.

(voir tableau).

Interventions dans les organisations patriotiques. ex. délégation Dachau au Parlement.

Sortie de propagande de groupe J.P.B.: Anvers - Grammont - Borinage.

Propagande spectaculaire Parti - explications plus approfondie de la question par meetings, discussions publications.

Néanmoins nous ne pouvons pas fermers les yeux devant les grandes faiblesses qui subsistent, devant l'insuffisance dans l'aaplication, voir la non-application de la ligne tracée en matière du rôle des organisations de base, de leur vie politique, de l'utilisation des O.M..

Quelles en sont les raisons ?

1° La non-ceompréhension, la sousestimation du rôle politique des organisations de base et de l'utilisation des O.M. subsiste dans un très grand nombre d'endroits.

Nous n'avons pas réussi à faire descendre suffisamment à la base les justes conceptions sur la vie politique des organisations telles qu'elles avaient été formulées.

L'aide concrète n'a pas été donné comme il faudrait aux org. de base pour s'engager dans la juste voie de l'utilisation des O.M., ou de la création de noyaux d'O.M. sur la base d'actions.

Beaucoup de camarades considèrent encore que c'est en agissant directement en tant que Parti que nous nous manifestons le mieux: ex. Menin - chômeurs.

ex. Anvers - Burcht fête de Noël organisée par Parti - rectifié maintenant.
Vilvorde: exposition femmes communistes.

2° En général les comités de section ne sont pas des organismes de direction mais d'exécution.

C.à.d. qu'ils ne dirigent pas les cellules, n'aident pas politiquement les cellules sont des commando's qui font tout, et de par ce fait et par celui de l'incompréhension ne cherchent pas à mettre d'autres camarades au travail, ou d'entraîner des O.M. par le canal des communistes sur des positions de lutte du Parti.

La forme la plus courante de liaison avec les cellules, si elles existent, est celle de la "représentation" de la cellule au comité de section par son S.P.

La liaison du comité de section avec des communistes responsables dans les O.M. comme le R.F. - J.P.B. - A.B.S. - U.B.D.P. - Pensionnés, etc. est mauvaise, irrégulière, par accoups ou même inexistant.

Cette liaison n'existe pour ainsi dire pas sur la base du quartier où elle est nécessaire pour les femmes, les jeunes, les pionniers, voir même pour les pensionnés.

Rôle des comités de section.

Organiser et diriger la lutte pour l'application ~~par~~ pratique de la ligne du Parti.

Cela veut dire:

- Connaître par ses contacts avec les masses au travers des cellules d'entreprises, de quartier et des O.M., la situation objective dans son champs d'action.
- Adapter la ligne, les mots d'ordre à cette situation
- Organiser la lutte pour ces mots d'ordre, la diriger par le canal des cellules ou des communistes dans les entreprises, les quartiers, les O.M..

Cela veut dire aussi:

- Que la section n'est rien d'autre que la somme des cellules et du travail dans les O.M., dirigé par le comité de section (en tenant compte pour les O.M. des directives nationales ou fédérales de ces organisations.
- Que le comité de section doit se réunir régulièrement (au moins tous les 15 jours) et organiser ses liaisons avec les cellules et les communistes responsables dans les O.M..

Rôle de la cellule:

- La cellule est l'organisme responsable du Parti à l'entreprise ou dans le quartier.
- Elle doit connaître la situation dans son champs d'action, en discuter à ses réunions, déterminer sur cette base et dans le cadre de la ligne les mots d'ordre.
- Elle doit réaliser la politique du Parti dans les masses. (les tâches générales, les mots d'ordres généraux valables et les mots d'ordres adaptés, la réaction sur les évènements).
- Elle doit la réaliser en entraînant au travail pratique et dans l'action tous les communistes et un nombre important de travailleurs qui ne sont pas au Parti.

Cela en utilisant les organisations de masse de l'entre-

prises ou du quartier, en chargeant les communistes d'activités pour lesquelles ils s'entourent de non-communistes.

* Enfin elle doit expliquer et clarifier les problèmes politiques qui se posent: la propagande

3° Une 3e raison des faiblesses dans le domaine de la vie politique des organisations de base, réside dans le fait que, le nombre d'activités dans les cellules étant très restreint il y a constamment tendance à courir au plus pressé et d'agir seul. Nos cellules, voir même beaucoup de sections sont des "services de distribution de tracts et de collage d'affiches".

La caricature de l'activité de la cellule avec 10 sortes de cartes, brochures, journaux, billets de tombola, etc. à vendre dans 10 poches différentes, n'est pas une phantasie.

Nos activités de cellule sont une sorte de "professionnels" de la distribution de matériaux à distribuer et à vendre, sans liaison avec les masses.

Le profit en est petit ou nul.

C'est du travail artificiel.

"L'aide aux O.M." se transforme souvent dans cette caricature que se sont encore une fois les activités des cellules qui collent les affiches ou diffusent les tracts des O.M.: dernièrement l'affiche S.U. - le tract J.P.B. - des tracts F.I.(comité contre la C.E.D.), etc. etc..

Comment faut-il et peut-on agir ?

L'affiche S.U. dans les corons les mineurs communistes pouvaient trouver d'autres mineurs, même non S.U. pour coller ensemble ces affiches.

Ex. 8e quartier Gand: chaulage 40 h. et commerce est protégé par habitants quartier (travailleurs socialistes).

Le tract J.P.B.: la section ou la cellule pouvait trouver des jeunes communistes (là où la J.P.B. n'existe pas encore) et ceux-ci d'autres jeunes pour le diffuser. Ainsi on met le ler pas vers une activité de jeunes au sein du Parti et ce faisant vers la constitution d'un groupe J.P.B..

Le tract F.I. (comité contre C.E.D.): la cellule pouvait trouver dans son sein un résistant, ancien combattant ou P.P. pour le diffuser avec d'autres patriotes-non-communistes du quartier ou de l'usine.

Il faut agir en liaison avec les masses.

Pour un meeting p.ex.: partir de la situation dans le quartier.

Convoquer des catégories de gens à des réunions spéciales, avec carte d'invitation même nomination, par ex. des ouvriers d'une usine (ex. Thy le Chateau).
des commerçants (ex. commerçants sinistrés Ste. Marguerithe)
des pensionnés (ex. nombreux).
des locataires (ex. comité de défense Brux.)

4° La cellule n'est toujours pas considéré comme l'épine dorsale du Parti.

C'est la section qui en pratique reste la forme d'organisation à la base la plus répandue.

Les tendances centrifuges vers la forme section ne sont pas combattues avec assez d'énergie.

5° Pas de lutte systématique de la section d'organisation et des des délégués cu C.C. pour les cellules.

Le problème est le plus souvent escamoté dans les rapports des délégués du C.C..

Pas de réaction énergique du secr. d'organisation contre cette situation.

6° Les fédérations ne connaissent pas (sauf exceptions) et ne suivent pas suffisamment la situation au point de vue cellules.

Chiffres fantaisistes - ignorance - carence.

7° Absence de contrôle de la section d'organisation en ce qui concerne les liaisons régulières entres les directions fédérales et les communistes régionalement responsable dans les O.M...

C'est vrai également pour les directions fédérales vis-à-vis des comités de section.

PROPOSITIONS:

- 1) Assemblées régionales pour les membres des comités de section et cellules et les responsables des O.M. sur le rôle et les méthodes des comités de section et des cellules.

Introduction sur la base d'un schéma à fournir.

- 2) Profiter des assemblées solennelles des cellules pour donner une brève explication du rôle de la cellule.

Petit schéma à fournir.

- 3) Populariser plus les bons exemples dans le G du M. (début fait) et dans le D.R. - Appel à la collaboration.

- 4) Vérification et mise au point par les délégués C.C. et B.F. des liaisons entre les différents échelons du Parti entre

eux et de ces échelons avec les comm. responsables dans les O.M.

- 5) Examen plus régulier de l'utilisation des O.M. dans les B.F. et comités de section.
- 6) Surtout là où il y a friction et divergence de vue entre responsables P. et O.M. confronter l'expérience des 2 cdés sur la matière vivante d'une section.
- 7) Descentes plus fréquentes des délégués C.C. dans des cellules et contacts plus fréquents avec des responsables d'O.M..

24.

Les faiblesses et la non-exécution des décisions en matière de liaison avec les masses par les entreprises - quartiers - O.M. - s'expliquent également par les faiblesses dans le contrôle de l'exécution.

Élément décisif dans le contrôle: les délégués du C.C.;

1) La section nationale d'organisation:

- entretiens avec délégués C.C. restent trop peu nombreux
- pratiquement pas entretiens avec délégués C.C. en compagnie du S.P. (sauf exceptions).
- plans de travail - pas assez de critique.

2) Délégués C.C..

Tâche: apporter une aide politique concrète au travail de direction des fédérations.
Contrôle de l'exécution des tâches.

Pour cela il avait été insisté:

- assister régulièrement au secrétariat ou B.F..
- présence à la base en participant à des réunions de cellules.
- entrevues avec responsables des O.M. dans la fédération.

Généralement les délégués C.C. assistent aux secrétariats et B.F.; mais leurs contacts avec la base et les responsables des O.M. restent trop peu fréquents.

Proposition: préparer les B.F. avec S.P. - y assister moins eux-mêmes. Prendre le temps là-dessus pour examiner les problèmes concrètement en bas (sections, cellules).

Trop peu de régularité dans rentrée des rapports, quoique petits améliorations.

Méthodes de travail valable pour les délégués:

Le B.P. constatait absence d'une telle méthode.

En général: les délégués partent de la ligne et des décisions du C.C./B.P..

- tiennent compte de la situation de la fédération et recherchent l'adaptation à la situation de la région.
- recherchent trop peu les moyens pour faire pénétrer les mots d'ordre.
- s'appliquent trop peu à vérifier la ligne et les mots d'ordre à travers leur application.
- ils suivent mieux les cadres qu'avant.

Amélioration liaisons avec le Centre (Henri Glineur/Hermanus)
Insuffisant avec Verviers (Dejace à cause travail parlementaire)
Aide insuffisante à Courtrai/Ostende (De Coninck) ne plus rester
le S.P..)
Liège - Charleroi - Brabant -: membres du B.P.- discussions
avec secr. nat. insuffis.

Propositions:

- 1) Réunion délégués du C.C. sur leur travail et sur le travail de la section d'organisation.

Préparée par:

- demande aux S.P. des fédérations d'une note critique sur le fonctionnement de la section d'organisation et sur l'aide et le contrôle des délégués C.C. .
 - Schéma partant sur l'amélioration du travail des délégués du C.C..
- 2) Réunions plus régulières des délégués C.C. et des S.P. fédéraux sur des problèmes précis.
 - 3) Réunion idem avec les mêmes + les responsables O.M. sur la mise en route de certaines campagnes.

Direction collective:

La direction collective dans certaines fédérations, et dans les sections et cellules, la démocratie dans le Parti, la critique montant de la base et la contrôle venant de la base laissent beaucoup à désirer.

La cause de cette réside essentiellement dans les faiblesses de liaison avec les organisations de base et dans les faiblesses de liaison des organisations du Parti avec les masses, dans l'absence de vie politique réelle.

Très souvent ce sont les secrétaires des sections ou des cellules qui décident seuls. Très souvent ils sont aussi seuls à exécuter.

C'est en activant la vie politique dans les organisations de base que nous surmonterons ces faiblesses.

Nous devons plus veiller à la tenue régulière des réunions de comité et des assemblées générales des sections et cellules (Ex. réunions demandées pour "Parasme" - Elections - Nouveau plan de travail - se sont tenues en faible mesures).

Sans développement de la démocratie et de la direction collective à l'échelon des sections et cellules il n'y a pas progrès possible.

Propositions:

- tableau régularité des réunions dans la fédération (comités de sections)
- 2 ou 3 fois par an des réunions régionales des cadres sur des faits importants.

Perspectives de renforcement organique du Parti

Au travers la campagne électorale et le renouvellement des cartes:

mise au travail d'un grand nombre de propagandistes.
constitution de nouvelles cellules.
recrutement.

Demander dans le questionnaire à l'occasion de la campagne de renouvellement des cartes:

"Que pouvez vous promettre au Parti".

BUREAU POLITIQUE DU 7/II/53

DECISIONS

I) Le C.C. sera convoqué pour les 12 et 13 décembre et non fin novembre.

Sur l'Organisation.

- I) Réunion des C.F. avec délégués du C.C. et 1 membre du secrétariat éventuellement. Rapport par S.P.F., aide pour préparer ce rapport, but: se livrer à l'analyse de leur travail, du chemin parcouru avec critiques et autocritique, décisions et perspectives, insister sur les responsabilités individuelles.
- 2) Assemblées régionales de cadres y compris les militants des O.M. Continuer ces réunions au rythme de 2 ou 3 par an.
- 3) Organiser des réunions de base en employant les membres du C.C. pour aider à résoudre pratiquement les problèmes.
- 4) Réunions régionales des membres P.C. de la Métallurgie, des mines, du textile des carrières.
- 5) Faire fonctionner les commissions d'industries.
- 6) Orienter l'essentiel de la propagande pré-électorale et électorale vers les entreprises.
- 7) Axer la campagne de recrutement lors du renouvellement des cartes et de la campagne électorale sur les entreprises.
- 8) Doter les entreprises où nous sommes organisés ou même où nous pénétrons de journaux d'entreprises paraissant régulièrement. Contrôle sévère et intervention de la section AP.
- 9) Aux assemblées solennelles brève explication du rôle de la cellule.
- 10) Popularisation des bons exemples de travail.
- II) Mise au point de toutes les liaisons y compris celles avec les O.M.
- 12) Confronter des responsables P. et O.M. sur des expériences de travail.
- 13) Orienter les délégués du C.C. vers des contacts multiples avec cellules et O.M.
- 14) Entretiens réguliers et complets avec les délégués du C.C.
- 15) Régler la situation Deconninck en Flandre Orientale.
- 16) Réunions délégués C.C. sur leur travail et sur le travail de la section nat.org. préparées par : demande aux S.P.F. d'une note critique sur le fonctionnement de la section d'org. et sur l'aide et le contrôle des délégués C.C. et schéma partant sur l'amélioration du travail des délégués CC.